

VISÓ

ROAD TRIP AUX FRONTIÈRES

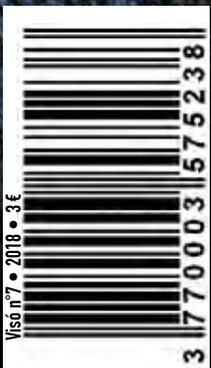
L'IRLANDE DU NORD DANS L'IMPASSE

LE NOUVEAU VIRAGE DE LA CAPITALE

UNE JEUNESSE DÉSORIENTÉE

L'AMOUR EN SENS INTERDIT

BELFAST AMER BREXIT



Visó n°7 • 2018 • 3€

3 77 0003 575238

Trevor, Molly, Luke et les autres

Retrouvez, au fil de Visó, les témoignages de ces Nord-Irlandais.



ÉDITO

L'Irlande du Nord représente

6% du territoire du Royaume-Uni
(13 588 km²).

3% de la population
(1.86 million d'habitants).



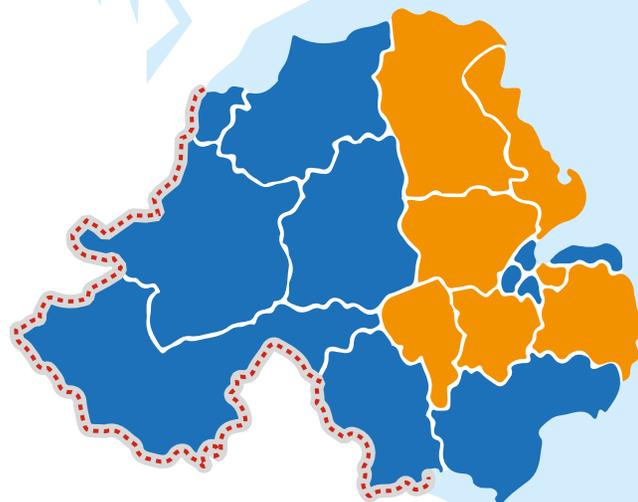
À moins d'un an de la mise en place du Brexit, l'Irlande du Nord se retrouve au cœur de ses divisions historiques : républicains contre unionistes, catholiques contre protestants. Ce clivage les replonge dans la période sombre des *Troubles*. Trente ans de guerre civile et 3 600 morts. Un climat qui explique l'absence de célébrations pour le vingtième anniversaire du fragile Accord du Vendredi saint, signé le 10 avril 1998.

Quitter l'Union européenne ? Le scénario est loin de faire l'unanimité. 55,8% de la population a voté contre ! Depuis la démission du Premier ministre en janvier 2017, l'Assemblée reste vide et le territoire s'enlise dans une crise gouvernementale. Les deux partis majoritaires, le Sinn Féin, républicain, et le DUP, unioniste, campent sur leurs positions irréconciliables. Les petits partis sont otages de cette majorité intouchable. Pourtant, vous ne verrez personne protester dans les rues. La crainte d'un retour de la violence reste très forte.

À Belfast, nos intuitions de départ se confirment. Pire, c'est une claque. D'un côté, le centre-ville boosté par les subventions de Bruxelles. De l'autre, les quartiers populaires marqués par la pauvreté, les murs et les cicatrices de la guerre. En arpentant les rues les plus désertes, nous avons tenté de comprendre les traumatismes d'une jeunesse délaissée, hantée par un passé qu'elle n'a pas vécu. Nous avons donné la parole aux habitants de la côte, ces pêcheurs qui s'opposent aux quotas de l'Union européenne et qui veulent en sortir. Aux abords de la République d'Irlande, nous avons rencontré ceux qui s'inquiètent le plus du risque d'une frontière « dure ».

Cette société, pourtant, n'est pas à bout de force. Elle traverse les épreuves, anciennes comme nouvelles, sans céder à la résignation. Tous dissimulent tant bien que mal les peines et les souffrances, comme pour faire un bras d'honneur aux fantômes du passé et aux menaces de l'avenir. Ils ne subissent pas, en fait. C'est tout l'inverse. S'échapper de cette réalité pénible, pour eux, c'est une rébellion. Et à les voir on pourrait presque croire qu'ils n'ont pas connu l'horreur. Presque.

Lysiane Larbani et Sacha Rosset



BREXIT

23 juin 2016 : référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

POUR 44,2%
CONTRE 55,8%



PIB ANNUEL
53,3 MILLIARDS D'EUROS
(2,1% du PIB du Royaume-Uni)



CHÔMAGE
1997 : 8,5 %
2007 : 4,2 %
2017 : 3,2 %



EMPLOIS
11,9 % Production
78,5 % Services



PÊCHE
900 Emplois
92 % des pêcheurs ont voté pour le Brexit

Deux siècles sans répit

The Acts of Union

Les royaumes de Grande-Bretagne (Angleterre, Pays de Galles, Écosse) et d'Irlande sont réunis.

Début de la Guerre d'indépendance

Début des Troubles

Le conflit armé oppose les unionistes, favorables à une alliance avec le Royaume-Uni et les nationalistes, qui militent pour la réunification de l'Irlande.

Mort de Bobby Sand

Le combattant républicain meurt à la prison de Maze après 66 jours de grève de la faim. Dix prisonniers ont pris part à cette grève de la faim, la deuxième après celle d'octobre 1980, dans le but d'obtenir le statut de prisonniers politiques. Malgré la mort de trois autres grévistes les semaines suivantes, Margaret Thatcher ne cédera pas.

Pouvoir partagé

L'Assemblée nord-irlandaise met fin à 27 ans d'« administration directe » de Londres sur la province. L'exécutif est dirigé par l'unioniste et protestant David Trimble, avec pour adjoint le nationaliste et catholique Seamus Mallon.

L'IRA refuse le désarmement

En réponse à la décision de l'armée républicaine Irlandaise, le Premier ministre David Trimble démissionne.

Les extrêmes au pouvoir

Le Parti unioniste démocratique (DUP), protestant, et le Sinn Féin, nationaliste et catholique, remportent les élections à l'Assemblée d'Irlande du Nord, avec respectivement 30 et 24 sièges.

Chute de l'exécutif

Le vice-premier ministre nationaliste Martin McGuinness (Sinn Féin) démissionne. Le Sinn Féin et le DUP ne parviennent pas à reformer une coalition, imposée par l'Accord du Vendredi saint. L'Irlande du Nord, sans gouvernement depuis cette date, pourrait être mise sous tutelle du Royaume-Uni.

1800

1919
21 janvier

1968

1981
5 mai

1999
décembre

2001
1^{er} juillet

2003
26 novembre

2017
19 janvier

1916
24-29 avril

1921
6 décembre

1972
30 janvier

1998
10 avril

2002

2005
28 juillet

2019
29 mai

Insurrection de Pâques

L'*Easter Rising* déchire Dublin après que Patrick Pearse, activiste nationaliste a proclamé l'indépendance de la République d'Irlande le 25 avril. Au bout de 6 jours de combats et plus de 400 morts, les Britanniques reprennent le pouvoir.

Traité de Londres

L'île est séparée en deux zones : l'Irlande du Nord province du Royaume-Uni et, au Sud, la République d'Irlande, pays indépendant.

Bloody Sunday

À Londonderry, l'armée britannique ouvre le feu sur une marche des catholiques qui prônent l'égalité avec les protestants. Le « Bloody Sunday » fera 14 morts.

Accord du Vendredi Saint

Le Premier ministre anglais Tony Blair et son homologue de la République d'Irlande Bertie Ahern mettent fin aux Troubles. Ils instaurent notamment le dépôt des armes et un partage du pouvoir entre unionistes et nationalistes en Irlande du Nord.

Mise sous tutelle de l'Irlande du Nord par le Royaume-Uni

Après l'enquête de la police sur un éventuel réseau d'espionnage de l'IRA au sein du gouvernement nord-irlandais, quatre militants du Sinn Féin, soupçonnés d'appartenir à l'IRA, sont arrêtés. Les institutions semi-autonomes sont suspendues et l'Irlande du Nord est placée sous tutelle du Royaume-Uni.

L'IRA dépose les armes

Application du Brexit

L'ULSTER est une province qui s'étend en Irlande du Nord et en République d'Irlande. Elle est divisée en neuf comtés dont Antrim, où se situe Belfast. L'emploi du terme Ulster est politique : certains unionistes l'utilisent pour désigner uniquement l'Irlande du Nord.

TROUBLES

Conflit armé qui oppose les unionistes, favorables au maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni, et les nationalistes qui militent pour la réunification de l'Irlande. Les *Troubles* ont fait près de 3 600 morts entre 1968 et 1998.



Les **NATIONALISTES** aussi appelés **RÉPUBLICAINS** prônent la réunification de l'Irlande du Nord et de la République d'Irlande pour créer un pays indépendant du Royaume-Uni. Ils sont majoritairement catholiques.

Les **UNIONISTES** militent pour l'appartenance de l'Irlande du Nord au Royaume-Uni. Ils sont majoritairement protestants.

Les **LOYALISTES**, qui défendent la même cause, se distinguent par leur lutte armée.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS DU SOMMAIRE

6 L'ENTRETIEN

Poétesse et dramaturge, Maria McManus pose ses mots sur les plaies de sa patrie.

10 HAUTES TENSIONS

Vingt ans après l'Accord du Vendredi saint, les clivages des *Troubles* subsistent.

26 SUR LA ROUTE DU BREXIT

Sur terre ou en mer, l'avenir semble incertain. Voyages aux frontières invisibles.

46 BELFAST S'ÉVEILLE

Toujours en mutation, la capitale est en quête d'une nouvelle dynamique.

60 GÉNÉRATION POST-TRAUMA

La jeunesse va mal et lutte pour trouver sa place malgré les divisions.

78 EPILOGUE FAITES L'AMOUR, PAS LA GUERRE !

Pendant les *Troubles*, Tina la protestante et Paul le catholique ont flirté avec le danger.

GRAND ENTRETIEN

« Nous avons une culture du désespoir »

Avec ses mots de poétesse, Maria McManus raconte l'histoire contrastée de sa patrie.

Des Troubles au Brexit, la société nord-irlandaise avance dans l'incertitude, en quête de réconciliation.

VISÓ 2018

Maria McManus est une poétesse et dramaturge de 53 ans. Originaire d'Enniskillen, un village situé à 25 kilomètres de la République d'Irlande, elle vit aujourd'hui à Belfast. Cette femme au regard perçant s'attache à mettre des mots, légers, sur des sujets brûlants. Ergothérapeute pendant vingt-huit ans auprès de patients atteint de démence, Maria McManus prend la voie de la poésie au début des années 2000. Elle sort diplômée en 2005 de la Queen's University de Belfast où elle a suivi les cours d'écriture du centre de poésie Seamus Heaney. Au pays du prix Nobel de littérature 1995, l'artiste a réussi à se faire une place dans le large spectre de la poésie. Publiée par un éditeur nord-irlandais, la poétesse est connue à Belfast pour son courage et ses prises de positions. Elle garde des souvenirs précis des *Troubles* et évoque leur héritage douloureux dans une société fracturée et bloquée par ses peurs. Elle condamne les politiques qui « *sabordent* » le navire nord-irlandais. Maria McManus appelle de ses vœux une réconciliation entre unionistes et nationalistes, aussi nécessaire que difficile, pour avancer, dans l'ombre du Brexit.

VISÓ : Vous dédiez la deuxième édition de la Poetry Jukebox au vingtième anniversaire de l'accord de paix, en quoi consiste ce projet ?

Maria McManus : La Poetry Jukebox est une installation de poésie contemporaine établie au centre culturel du Crescent Arts, en plein cœur de Belfast. Cet imposant tube bleu, muni d'un haut-parleur, diffuse des textes préalablement enregistrés par des poètes publiés ou anonymes. Nous vivons dans un contexte angoissant rythmé par des discours publics sectaires, racistes, homophobes, sexistes. La jukebox apporte une voix apaisante dans l'espace public. Je voulais diffuser un message de paix,

d'espoir et proposer un autre regard sur le monde. C'est ma manière d'agir dans un pays aussi divisé, en colère. L'inaction n'est pas envisageable pour moi. L'engagement permet de s'emparer des sujets épineux, d'une manière bienveillante pour éveiller les consciences.

Marquer le vingtième anniversaire du Vendredi saint était pour vous une nécessité ?

Oui. L'Accord du Vendredi saint, qui a mis fin aux *Troubles* en 1998, est menacé et on en parle peu. Chapeauté par les Nations unies, il transcende l'Irlande, la Grande-Bretagne ou l'Europe. Le remettre en cause est une grave atteinte à la démocratie et au futur de nos enfants. À travers la Jukebox, je veux que les gens prennent conscience de ce danger. J'ai le sentiment que nous nous trouvons à un tournant. Nous devons protéger la paix, pour que la nouvelle génération la préserve à son tour. Il y a encore tant de choses à faire dans ce pays face à la pauvreté notamment... Nous avons besoin de coopération et pas de domination, d'une justice sociale et pas d'exclusion entre les communautés.

Vous êtes originaire d'une ville marquée par les Troubles. Vous souvenez-vous de votre enfance avant le conflit ?

J'ai des souvenirs très précis de cette période-là. Nous vivions dans un très beau village à la campagne, près d'un lac. Je me souviens du moment où tout a basculé. Notre environnement entier a changé : notre langage, nos jeux... On ne jouait plus aux cowboys et aux indiens mais aux paramilitaires face à l'armée. Mon père tenait une boutique. À la télévision, il y avait souvent des messages de la police conseillant aux civils de rentrer chez eux à cause des bombes ou des incendies. Les enfants restaient à la maison. Être jeune dans ce contexte n'est pas facile. Vous croyez vos parents quand ils vous disent que tout ira bien et en même temps vous gardez ce doute en vous, cette peur que

« YOU MIGHT SAY THESE ARE THE WORDS OF SOME MAD-WOMAN, A PIRATE QUEEN - A BANDIT AND RENEGADE, BUT LET'S TALK INSTEAD ABOUT THE END OF TIME.

EXAMINE THIS AS IF IT WERE A CRIME SCENE AND TELL THE STORY WHOLE -

THIS AND THIS ALONE WILL REALIGN THE STARS WHEN TIMES ARE LEAN »

« Émigrés 1 », poème extrait de « Available Light », non traduit en français.

vosre père ne rentre pas le soir et que tout déraillait. J'ai grandi au milieu des détonations et des explosions. Les soldats armés envahissaient mon quotidien. Cela a empiré quand je suis devenue adolescente. À l'école, nous étions séparés par genre et par religion. Il y avait des écoles de filles catholiques, filles protestantes, garçons catholiques et garçons protestants avec autant d'uniformes différents. Je vivais dans un quartier très sectaire. Bobby Sands, militant nationaliste mort en prison suite à une grève de la faim, était notre représentant au Parlement. Je me souviens de ces grèves, c'est le moment où j'ai commencé à prendre conscience du conflit.

Comment avez-vous traversé ces années auxquelles vous faites référence dans votre livre *Reading the dog* ?

Nos voisins à Enniskillen sont morts, tués par une bombe. Nous n'étions pas amis ni ennemis, mais nous n'avions aucun contact. Lorsque la bombe a explosé, mon premier enfant avait deux semaines. Mon frère fêtait ses 21 ans ce jour-là. Avoir donné naissance à une fille dans ce contexte m'effrayait. Comment la garder en sécurité ? Cet événement était terrible. On ne peut pas s'approprier le chagrin des autres. Je pense avoir fait au mieux pour vraiment comprendre leur douleur mais nous étions impuissants. Rien de ce que je pouvais dire n'aurait atténué le chagrin de ceux qui venaient de perdre des membres de leur famille. Nos vies ont été bouleversées. Nous avons perdu le contrôle de notre quotidien, notre seule priorité était de protéger nos enfants et nos proches.

Que faisiez-vous le jour de la signature de l'Accord du Vendredi saint ?

Je ne sais plus. Par contre je me souviens du 22 mai 1998, date à laquelle par référendum nous avons approuvé cet accord. Après tant de souffrance, je ne pouvais pas y croire. Il faisait beau, nous avions enfin le sentiment d'atteindre une véritable issue. J'ai voté puis j'ai emmené ma grand-mère jusqu'au bureau de vote d'Enniskillen. Elle avait 85 ans. Elle est née en 1913. Elle a survécu à la Première Guerre mondiale, à la partition de l'Irlande en 1916, à la Seconde Guerre mondiale et aux *Troubles*. Pour moi, c'était très fort de l'accompagner à ce moment-là.

Pensez-vous que cet accord était la meilleure solution pour sortir du conflit ?

J'ai voté pour et je pense encore aujourd'hui que c'était la meilleure solution. C'est le plus important traité de paix signé en Irlande depuis 100 ans. Les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui ne viennent pas de cet accord, mais de l'immaturité de nos hommes et femmes politiques. Nous sommes dominés par la peur, paralysés. Quel pays d'Europe supporterait de ne pas avoir de gouvernement pendant quinze mois ? Vous, Français, seriez déjà dans la rue si une telle chose vous arrivait. Ici, non. Les gens se replient sur eux-mêmes : par le passé, d'autres ont été tués pour avoir protesté. Protester, c'est risquer d'aggraver les choses. Nous ne savons plus faire autrement. Nous ne savons plus faire la fête sagement, et être heureux. Que nous soyons privés de célébration pour ce 20^e anniversaire alors que la paix n'a jamais été aussi palpable me met en colère.

Quel a été le rôle de l'Union européenne dans le processus de paix ?

Nous avons reçu beaucoup d'aides financières pour la mise en place du processus de paix. Peu de gens ont vraiment conscience de la contribution de l'Europe à la paix, ou de l'importance de l'identité européenne pour nous qui avons vécu tant de drames. Pendant les *Troubles*, les seules personnes étrangères qui venaient en Irlande étaient des universitaires ou des médecins. Grâce aux échanges du programme Erasmus et à la liberté de circulation permise par l'Europe, de plus en plus d'étrangers viennent en Irlande du Nord. C'est très important pour nous et pour le changement. Sur notre île, la majorité de la population parle uniquement anglais, nous maîtrisons peu de langues étrangères. Cet afflux de personnes issues de différents horizons est une chance formidable pour l'ouverture de notre pays. Il faut la saisir. La diversité est la meilleure manière de dépasser les clivages qui nous opposent depuis si longtemps.

Le Brexit menace-t-il cette ouverture ?

Absolument. Mon mari est suédois et il n'est pas sûr de pouvoir rester après le Brexit. Il devra peut-être demander la citoyenneté britannique pour résider à Belfast. C'est absurde de nous imposer cela alors que je suis Irlandaise, née au Royaume-Uni et que je vis en Irlande du Nord. Les citoyens sont à fleur de peau, très méfiants. Je pense que les gens qui n'ont pas vécu les *Troubles* ont davantage confiance dans le monde. Ils voient ce que le monde peut leur apporter et ne vivent pas dans la crainte. Erasmus est une chance incroyable : des étudiants du monde entier viennent dans un pays pour étudier. Mes filles ont pu connaître une telle expérience. Elles se sont intégrées dans l'Europe.

« BEAUCOUP SE PLAIGNENT SANS RECONNAÎTRE LEUR TORT. ON ATTEND TOUJOURS QUE L'AUTRE CHANGE »

Comment expliquez-vous que l'Irlande du Nord n'ait pas de gouvernement depuis si longtemps ?

Les responsables politiques veulent à tout prix dominer et non coopérer. Ils font jouer les leviers du sectarisme et accentuent les oppositions entre les habitants. Il y a aussi beaucoup de corruption. La crise gouvernementale a d'ailleurs éclaté suite à des détournements de fonds publics. Malgré la crise, le système ne s'est pas complètement écroulé, la violence n'est pas revenue. C'est déjà un succès en soi.

Pourquoi une telle opposition entre vos deux principaux partis ?

Le Sinn Féin, parti nationaliste et le Democratic Unionist Party (DUP), les unionistes, ne s'apprécient pas. Ils cherchent à diviser pour mieux régner. Cela me désole. Les responsables politiques n'assument pas leurs responsabilités. Le DUP en particulier s'est engagé dans une voie destructrice. Ils sont à l'origine du scandale de détournement de fonds publics et de sa non-résolution. Ils ont fait campagne pour le Brexit alors qu'une grande partie de l'opinion publique nord-irlandaise était contre. La majorité de nos députés ont voté en faveur du mariage pour tous et le DUP a saboté ce vote. Ce n'est pas démocratique. Ils ne sont pas prêts à accepter la volonté de la majorité, et malheureusement, ils nous représentent au Parlement britannique. Je ne me sens pas du tout en sécurité en tenant de tels propos.

Pourquoi le Sinn Féin et le DUP se déchirent autant autour de la langue gaélique ?

C'est une question d'identité et encore une fois de domination. La langue irlandaise et l'identité irlandaise vont de pair. C'est la langue indigène de ce pays, une part importante de notre héritage. Je pense que partager cet ancrage aujourd'hui nous rendrait plus heureux.

Les leaders de vos trois principaux partis politiques sont des femmes et pourtant l'Irlande du Nord n'est pas très avancée en ce qui concerne le droit des femmes. Comment expliquer ce paradoxe ?

Nous vivons dans une société profondément patriarcale : les femmes n'ont le droit de vote que depuis 100 ans - et encore, en 1918, elles devaient avoir plus de trente ans et être propriétaires. Nous avons aujourd'hui des femmes à la tête des trois principaux partis politiques mais elles occupent une position très inconfortable où leurs pairs essaient de les déstabiliser. Elles n'insufflent pas de nouvelle sensibilité au sein de leur parti ni ne témoignent d'une avancée féministe. Une partie de la société reste très sexiste. L'année dernière, un restaurateur avait mis une petite pancarte devant sa boutique où il était écrit : « *Vous pouvez battre votre femme, mais vous ne pouvez pas battre un repas à 5 livres sterling (5,50 euros).* » Heureusement, les gens ont massivement réagi sur les réseaux sociaux et les propriétaires du restaurant se sont finalement excusés. Ces femmes ont du pouvoir mais ne peuvent pas tout changer si vite. Le poids des Églises est très fort. L'Église catholique est clairement contre l'avortement mais beaucoup d'Églises protestantes ou évangéliques partagent ce point de vue. L'interdiction de l'avortement en République d'Irlande ainsi qu'en Irlande du Nord a été critiquée par les Nations Unies. Des jeunes femmes sont obligées d'avorter dans des conditions très dures, en achetant

des pilules sur Internet. Le problème des mères adolescentes est une réalité préoccupante chez nous.

Le taux de suicide est 25 % plus haut en Irlande du Nord que pour l'ensemble du Royaume-Uni. Comment l'expliquez-vous ?

Le nombre de suicides a fortement augmenté depuis une vingtaine d'années. Je pense que les raisons sont multiples. Cela est évidemment lié à un changement social mais aussi au développement de la drogue, devenue très accessible. Les paramilitaires qui avaient longtemps formé un rempart contre la drogue ont par la suite facilité sa circulation. Beaucoup de jeunes sont fatalistes quant à leur avenir et leur condition sociale. Nous avons une culture du désespoir. La situation est particulièrement difficile pour les homosexuels, qui n'ont pas droit au mariage et sont victimes de violences.

Définir le conflit nord-irlandais comme un conflit religieux entre catholiques et protestants est-il toujours aussi pertinent ?

Cela a toujours été plus identitaire que religieux entre les unionistes et les nationalistes. Le pays se sécularise. Certains revendiquent une identité anglaise et d'autres irlandaise. De nombreuses nouvelles communautés viennent vivre en Irlande du Nord et nous ne parvenons pas à gérer cette immigration. Le chômage, l'éducation, la pauvreté, l'accès au logement, sont des problèmes qu'il faut résoudre pour s'affranchir des clivages.

L'Irlande du Nord peut-elle tourner la page de cette période ?

Quand on voit que le gouvernement refuse d'être transparent, comment espérer avancer ? Nous vivons dans un pays où il a fallu trente ans pour connaître la vérité sur ce que l'on appelle le « Bloody Sunday » (le « Dimanche sanglant », ndlr). Cette marche pacifique s'est déroulée à Derry, le 30 janvier 1972 : 27 personnes ont été tuées par des soldats de l'Armée britannique. Les enquêtes sur les *Troubles* sont restées inachevées. Beaucoup de gens ignorent encore comment leurs proches sont morts (pourquoi, par qui...). De nombreux citoyens ont été enlevés, assassinés, enterrés dans toutes sortes d'endroits et leur disparition reste inexpliquée.

Pouvez-vous pardonner à ceux qui ont pris la vie de personnes que vous avez connues ou aimées ?

Nos histoires doivent être entendues et reconnues. Le pardon repose sur un accord mutuel. Cela implique de prendre ses responsabilités, de faire preuve d'honnêteté et de reconnaître les préjudices de l'autre communauté. À mon avis, trop peu de personnes ont pris la mesure de ce qu'elles avaient fait aux autres. Beaucoup se plaignent sans reconnaître leur tort. On attend toujours que l'autre change.

Vous dites dans le premier poème de votre recueil *Reading the dog* : « Je suis indemne ». Est-ce vrai ?

Être indemne, c'est réaliser qu'une partie de vous reste intacte. Mais vous ne pouvez pas grandir et vivre sereinement dans un contexte qui vous a à ce point ébranlé. Je me sens activement concernée par le monde qui m'entoure. Je suis vivante. Toujours debout. En ce sens, je suis indemne. ■

Recueilli par Benjamin Aguilon et Laure Giully



HAUTES TENSIONS

Vingt ans après la fin des Troubles, les Nord-Irlandais sont toujours en quête de paix.

- 12** **L'État sans tête**
La province est privée de gouvernement depuis janvier 2017.
- 15** **1998-2018**
Un anniversaire gâché
Les vingt ans des accords de paix ont à peine été célébrés. Pourquoi ?
- 17** **Au pied du mur**
Les 97 « murs de la paix » séparent toujours catholiques et protestants.
- 22** **L'école intégrée peut mieux faire**
Seuls 7 % des enfants fréquentent ces établissements intercommunautaires.
- 23** **Le gaélique fait tilt**
La langue historique des républicains s'ouvre à tous.
- 24** **Au nom du fils**
Raymond McCord lutte pour obtenir la vérité sur les meurtres non élucidés.

L'État sans tête

D'un côté les nationalistes pro-Irlande, de l'autre les unionistes ralliés à la Couronne britannique et au milieu, une Assemblée vacante depuis plus d'un an.

1. Le blocage institutionnel

Le Palais de Stormont s'est endormi dans les premiers jours de 2017. Martin McGuinness, le vice Premier ministre nationaliste (Sinn Féin), furieux, exigeait alors l'ouverture d'une enquête sur la Première ministre unioniste Arlene Foster (DUP), mise en cause dans le scandale *cash for ash*. Cinq ans plus tôt, en 2012, le DUP avait mis en place un système de subventions publiques pour inciter les entreprises à se convertir aux énergies renouvelables. Très mal géré, ce dispositif pesant lourdement sur les contribuables, aurait également permis aux hommes politiques du DUP de verser des commissions occultes à leurs proches. La Première ministre unioniste refuse de démissionner le temps de l'enquête, Martin McGuinness claque la porte le lundi 9 janvier 2017. L'exécutif est totalement paralysé.

L'Accord du Vendredi saint, voté en 1998 après trente ans de conflit civil sanglant entre l'armée britannique et les nationalistes irlandais, prévoit la coopération des unionistes et des nationalistes afin de former un gouvernement. Si l'un des partis se retire de la coalition, le gouvernement entier doit être recomposé.

Des élections anticipées sont organisées en mars 2017. Nation constitutive du Royaume-Uni, l'Irlande du Nord élit 90 députés tous les cinq ans, qui forment un gouvernement. L'Assemblée de Stormont s'occupe de la politique intérieure, tandis que la diplomatie extérieure reste sous le contrôle de Westminster. Pour la première fois depuis 1921, année de la partition de l'Irlande, le DUP, décrédibilisé par le *cash for ash*, a perdu sa majorité avec seulement 28 sièges sur 90. Le Sinn Féin en a obtenu 27. Le DUP ne peut plus ignorer les revendications des républicains, ni celles des petits partis, qui à eux trois ont obtenu 35 sièges. Exclues

des négociations gouvernementales, ces petits partis rêvent de l'émergence d'une troisième voie « à la Macron », qui dépasserait le clivage protestants versus catholiques. Malgré toute leur bonne volonté, ces partis sont bloqués par l'Accord du Vendredi saint qui prévoit un gouvernement partagé entre unionistes et nationalistes. Trois mois après la rupture gouvernementale, le 21 mars 2017, la mort de l'ex-vice Premier ministre McGuinness, ancien militant de l'IRA et personnage clef du Sinn Féin bouleverse encore davantage le paysage politique et l'avancée des négociations. Les discussions pour former un nouveau gouvernement sont vaines depuis les élections anticipées.

2. Les dossiers qui fâchent

Tout oppose les deux partis. D'un côté, les nationalistes libéraux, progressistes et pro européens, de l'autre les unionistes,



James Brokenshire, secrétaire d'État chargé de l'Irlande du Nord, fait le point sur la crise gouvernementale nord-irlandaise face aux médias devant le Palais de Stormont, à Belfast, le 1^{er} novembre 2017.

conservateurs, partisans d'un Brexit dur. Trois points bloquent les négociations : la reconnaissance de la langue gaélique, la légalisation du mariage homosexuel et la réouverture des enquêtes liées aux *Troubles*.

Le moindre compromis devient impossible. « *C'est une guerre d'égo, ces deux partis sont en désaccord par principe* », s'énerve Claire Hanna, député du SDLP, petit parti nationaliste. Pendant ce temps, les députés continuent d'être rémunérés, aux frais des contribuables, alors qu'ils n'ont passé qu'une demi-heure à l'Assemblée depuis le mois de mars 2017. Un détail qui n'échappe pas aux Nord-Irlandais dont la colère gronde.

La réouverture des enquêtes liées aux meurtres non élucidés pendant les *Troubles* concentre également les crispations. Le Sinn Féin souhaite relancer les procédures alors que le DUP s'y oppose. « *Le DUP refuse de regarder son passé en face* », regrette l'ancien maire de Belfast,

Máirtín Ó Muilleoir, poids lourd du Sinn Féin. Le DUP se dit soucieux du sort de ses soldats « *qui n'ont fait que servir leur pays* », selon Danny Kinahan, député unioniste à Westminster. La légalisation du mariage homosexuel est, quant à elle, fustigée par le parti, qui abuse de son droit de veto pour la contrer. Un entêtement proche de la mauvaise foi, selon Claire Hanna : « *Le DUP se fiche du mariage homosexuel, il ne veut juste pas perdre la face. Si j'étais eux, je demanderais à Westminster de s'en occuper.* » Justement, la loi sera débattue au mois d'avril au Parlement britannique.

La revendication du Sinn Féin concernant la reconnaissance de la langue gaélique apparaît davantage symbolique : seulement 6 % de la population parle couramment cette langue. Arlene Foster avait d'ailleurs provoqué l'indignation des républicains avec un méprisant « *si vous nourrissez le crocodile, il reviendra vous en demander plus.* »

3. Crispations autour du Brexit

Début février 2018, alors qu'un accord semblait éclore, le DUP se rétracte à la dernière minute. Ni journalistes, ni élus ne savent expliquer pourquoi. Les négociations à Belfast se déroulent à huis clos, « *on ne connaît pas tous les tenants et aboutissants* », déplore Robin Swann, numéro un de l'UUP (petit parti unioniste). D'ailleurs les petits partis sont totalement exclus des pourparlers, laissés aux deux leaders qui se rejettent volontiers la faute. « *Ils ne veulent pas sortir de la crise, ils ont l'appui de Theresa May* », vocifère Máirtín Ó Muilleoir l'ancien maire de Belfast. De son côté, le Sinn Féin « *se plaint de rester dans l'opposition* », confie Claire Hanna. Aucun des deux partis n'a intérêt à gouverner dans un climat délétère engendré par le Brexit, ils veulent simplement « *gagner du temps* » en attendant sa mise en place en mars 2019. Car au-delà

de la langue, du mariage homosexuel, ou de la réouverture des enquêtes, le réel point de discord reste cette épineuse sortie de l'Union européenne.

Le calendrier politique est tributaire de cette échéance. « *Je crains qu'il ne se passe rien d'ici le Brexit* », déclare Stewart Dickson, à la tête de l'Alliance Party. Les négociateurs britanniques et européens butent sur le sort de l'Irlande du Nord, qui a voté à 56 % en faveur du maintien dans l'Europe. Ses habitants craignent désormais la restitution d'une frontière terrestre entre les deux Irlande, que l'Union européenne et le Royaume-Uni ont promis d'éviter. Ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les moyens à mettre en œuvre. Défendue par le Sinn Féin, l'option du *backstop* qui placerait

l'Irlande du Nord à l'intérieur de l'espace économique européen et déplacerait la frontière en mer d'Irlande, hérisse les unionistes. Un sommet européen pour « *régler la question de l'Irlande du Nord* » aura lieu les 28 et 29 juin 2018. Le texte final concernant les modalités précises du Brexit sera présenté les 18 et 19 octobre 2018 à Bruxelles. Un calendrier peu satisfaisant qui permet aux parties prenantes de retarder leur prise de position.

4. Trouver un arbitre

En ce qui concerne le vide gouvernemental nord-irlandais, le secrétaire d'État britannique en charge de l'Irlande du Nord, James Brokenshire, pourrait convoquer

de nouvelles élections. Ce qui ne plairait pas au Sinn Féin, satisfait de son score du mois de mars 2017, ni aux petits partis qui redoutent davantage de polarisation. Autre scénario envisageable : le retour d'une administration directe de Londres. « *C'est regrettable mais nous avons besoin d'une aide extérieure. Il faut appeler papa et maman à la rescousse* », déplore Claire Hanna, députée du SDLP. Mais Westminster est déjà surchargé par le Brexit. De projection en projection, à l'Alliance Party, Stewart Dickson s'emporte : « *Je rêve de la chute de Theresa May.* » ■

Laure Giully
et Julie Lassale

Paysage politique



Créé en 1971 et dirigé par Arlene Foster, le Parti unioniste démocrate (DUP) est un parti de droite, unioniste, loyaliste, conservateur et eurosceptique. Le DUP a obtenu 28,1 % des voix aux élections législatives de mars 2017 (28 sièges au Parlement de Stormont).



Fondé en 1970, le Sinn Féin, parti de gauche, nationaliste, républicain, et europhile est dirigé par Mary Lou McDonald depuis le départ de Gerry Adams (février 2018). Le Sinn Féin a obtenu 27,9 % des voix aux élections législatives de mars 2017 (27 sièges au Parlement de Stormont).



Fondé en 1970 et dirigé par Naomi Long, l'Alliance Party, parti de centre gauche, se veut au-dessus des clivages traditionnels entre unionistes protestants et nationalistes catholiques. Il a obtenu 9,1% des voix aux élections législatives de mars 2017 (8 sièges au Parlement de Stormont).



Créé en 1970 et dirigé par Colum Eastwood, le Parti social démocrate et travailliste (SDLP) est un parti social démocrate, nationaliste et europhile. Tout comme le Sinn Féin, il souhaite la réunification de l'Irlande, mais il se veut au dessus de l'antagonisme catholique versus protestant. Le SDLP a obtenu 11,9 % des voix aux élections législatives de mars 2017 (12 sièges au Parlement de Stormont).



Fondé en 1905 et dirigé par Robin Swann, le Parti unioniste d'Ulster (UUP), parti de centre droit unioniste et eurosceptique se veut plus libéral que le DUP. L'UUP a obtenu 12,9 % des voix aux élections législatives de mars 2017 (10 sièges au Parlement de Stormont).

1998-2018 Un anniversaire gâché

L'Accord du Vendredi saint fêtait ses 20 ans le 10 avril 2018. Mais en Irlande du Nord, l'heure n'est pas à la célébration.

« *Le Brexit est une menace directe pour la paix. L'Irlande doit s'unir pour défendre l'Accord du Vendredi saint.* » Gerry Adams, ex-dirigeant du parti nationaliste Sinn Féin durant trente-quatre ans, ne mâchait pas ses mots lors d'une *meeting* sur la réunification de l'Irlande le 24 mars dernier, à Londres.

Signé le 10 avril 1998 par le Premier ministre britannique Tony Blair et son homologue de la République d'Irlande, Bernie Ahern, l'Accord du Vendredi saint a mis fin à trente ans de guerre civile. Le partage du pouvoir entre les unionistes et les nationalistes a été instauré. Les milices paramilitaires ont déposé les armes et les prisonniers politiques ont été libérés. La police, majoritairement



L'imposante fresque murale *Ring of Peace* (l'Anneau de la Paix) rend hommage à l'Accord du Vendredi saint. Elle a été peinte en 1998 par l'artiste américano-chilien Francisco Letelier et des artistes locaux, dans le nord de Belfast. En 2018, l'accord de paix n'est apparemment plus sacralisé : deux bulles de textes publicitaires viennent manger l'œuvre.



© POOL AFP, Dan Chung

10 avril 1998 : le Premier ministre britannique Tony Blair, son homologue de la République d'Irlande Bertie Ahern et le sénateur américain George Mitchell paraphent l'Accord du Vendredi saint.

protestante, a été réformée afin d'être non partisane et bi-confessionnelle. Autre point majeur : deux commissions ont été créées. Une pour les droits humains et une autre pour l'égalité. Pour l'Irlande du Nord, le moment fut historique. Entre 1968 et 1998, les *Troubles* ont opposé les unionistes favorables au maintien de l'Irlande du Nord dans le Royaume-Uni et les nationalistes qui militent pour une réunification de l'Irlande. Ce conflit armé a fait près de 3 600 morts.

Vingt ans plus tard, le Brexit menace cet accord en entraînant l'Irlande du Nord hors de l'Union européenne. Et fait planer le risque d'un rétablissement de la frontière avec la République d'Irlande. « *La relation entre les deux pays est à reconstruire*, analyse Neil Jarman, chercheur à la Queen's University. *Actuellement, un Nord-Irlandais peut envoyer son enfant dans une école de la République d'Irlande. De la même façon, un habitant du Sud atteint d'un cancer peut être soigné dans l'hôpital nord-irlandais de Derry/Londonderry* [appellation nationaliste/unioniste, ndlr]. *Avec un rétablissement de la frontière, tous ces accords sont remis en cause. Ce raisonnement vaut pour de nombreux autres secteurs, comme l'agriculture.* »

Le Brexit exacerbe à nouveau les tensions

entre les nationalistes, qui se sont positionnés contre, et les unionistes, qui ont soutenu le Royaume-Uni dans son choix. Les Nord-Irlandais ont voté à 56 % contre le Brexit lors du référendum du 23 juin 2016. Un argument de poids pour la réunification historiquement prônée par le Sinn Féin. Rejoindre la République d'Irlande permettrait en effet à l'Irlande du Nord d'échapper au Brexit. Mary Lou McDonald, présidente du Sinn Féin, appelle ainsi à un référendum sur la réunification de l'Irlande. Une possibilité prévue par l'Accord de paix.

Une réforme impossible ?

L'anniversaire de cet accord passe inaperçu en Irlande du Nord. Quelques conférences à la Queen's University ou des événements privés organisés par les partis : l'heure n'est pas à la célébration nationale. Pourtant, à Washington, cet accord considéré comme historique était fêté en grande pompe le 13 mars 2018, en présence de Gerry Adams. En 1998, le sénateur américain George Mitchell avait joué un précieux rôle de médiateur dans les négociations.

« *Notre pays est privé de gouvernement depuis quinze mois, il n'y a pas grand chose à célébrer* », gronde Robin Swann, leader de l'UUP (Ulster Unionist Party). Le parti nationaliste Sinn Féin a quitté en janvier 2017 le gouvernement régional de Belfast qu'il codirigeait avec le parti unioniste DUP (Democratic Unionist Party), précipitant la chute de l'exécutif. Depuis, le gouvernement nord-irlandais est à l'arrêt.

« *L'accord est réduit en miettes par le DUP et le Royaume-Uni qui gouvernent ensemble alors que Westminster devrait rester indépendant* », affirme Máirtín Ó Muilleoir, député nord-irlandais du Sinn Féin, aussi peu enclin que ses adversaires à commémorer le 10 avril 2018. « *Un couple divorcé ne fête pas son anniversaire de mariage. Comment voulez-vous célébrer un accord dont les fondamentaux sont trahis ?* » abonde Claire Hannah, députée nord-irlandaise du SDLP (Social Democratic and Labour Party, nationaliste). « *L'idée d'avoir deux partis opposés au pouvoir est*

le fondement de l'accord de paix. Mais le Sinn Féin et le DUP n'arrivent pas à s'entendre et cela bloque le gouvernement. »

Face à cette crise politique, l'accord devrait-il être réformé ? Au sein des partis, certains s'accordent sur la nécessité de revoir ou de supprimer certaines dispositions. Comme le droit de veto, qui permet à trente parlementaires de bloquer une loi pourtant votée par la majorité. Fréquemment utilisée par le DUP et le Sinn Féin, cette mesure a empêché de nombreuses réformes dans le pays. Le DUP l'a ainsi utilisée pour entraver la légalisation du mariage entre personnes du même sexe en Irlande du Nord, malgré son autorisation au Royaume-Uni. « *Il faudrait alors imaginer un système qui protège les droits de l'homme et empêche in fine les partis de passer des lois qui affaiblissent l'opposition* », souligne Claire Hanna. Pour la députée du SDLP, les partis doivent se mettre autour de la table pour réformer l'accord.

« *Personnellement, je modifierais le concept de coalition obligatoire. Un parti recueillant des votes devrait pouvoir gouverner, qu'il soit nationaliste ou unioniste. Les autres seraient obligés de négocier pour former une coalition, plutôt que de constituer une cohabitation incapable de s'entendre.* » Ce point de vue réformiste est cependant loin d'être partagé par tous. « *L'accord est encore plus pertinent de nos jours ! Il est fondamental que les unionistes et les nationalistes travaillent main dans la main, c'est la seule façon dont l'Irlande du Nord peut fonctionner* », affirme l'unioniste Robin Swann.

« *Le principe de consentement majoritaire est aussi crucial, surtout en période de Brexit* », ajoute-t-il. Ce principe, qui ouvre la voie à un référendum, inscrit dans l'accord la légitimité des Nord-Irlandais de vouloir appartenir au Royaume-Uni ou de préférer une Irlande indépendante. Pour le leader du parti unioniste, « *plutôt que d'arriver dans cette impasse et de réformer brutalement l'accord, il aurait fallu le faire évoluer durant ces vingt dernières années* ». ■

Amélie Petitdemange

Au pied du mur

Peacelines, peacewalls ou interfaces, quels que soient leurs noms, ces constructions fracturent la ville de Belfast et séparent catholiques et protestants.

New Lodge est un quartier du nord de Belfast. Délimité par deux artères routières, il est desservi par un bus du centre-ville en un rien de temps, dix minutes tout au plus. Le bus rose à deux étages de la ligne 1D suit méthodiquement l'avenue de Duncairn Gardens. Au premier pied posé, une image nous saute aux yeux. L'église qui s'élance à droite de la chaussée a pour voisine une grille de plusieurs mètres de haut, faite de briques et de piques épaisses. La structure infranchissable, qu'on croirait d'inspiration médiévale, est munie d'un lourd portail arqué, dont les portes sont retenues ouvertes par des barres de fer. Ce mur est l'un des 97 recensés par le Belfast Interface Project, observatoire indépendant des murs dits de la « paix ».

Dans la nef de l'édifice presbytérien, des fauteuils rouges ont été disposés pour les fidèles. Une femme s'affaire avec un aspirateur, un homme range des rubans. David a marié sa fille hier, il n'habite plus dans le quartier mais y reste très attaché. « Les gens d'ici sont adorables.

On pourrait croire avec ce mur qui nous sépare que nous sommes des fauves en cage, prêts à se sauter dessus ; c'est tout le contraire. » La *peaceline* de Duncairn Gardens cloisonne deux quartiers, deux communautés : d'un côté les protestants, de l'autre les catholiques. Absurde et glaçant mais pourtant rassurant pour les citoyens. Florine Ballif, maître de conférence à l'Institut d'Urbanisme de Paris, est spécialiste des politiques de sécurité et de fermeture des espaces urbains. « À l'origine ces murs étaient un outil de coercition, ils permettaient aux autorités de maintenir l'ordre quand explosaient des émeutes intercommunautaires. »

Pendant l'été 1969, le premier « mur de la paix » est érigé à grand renfort de barbelés par des soldats anglais. Les quartiers ennemis de Shankill et de Falls, à l'ouest de Belfast, seront les premiers à expérimenter une telle ségrégation. Cette ligne de paix devait être temporaire. Historiquement, les *peacelines* ont été érigées dans les quartiers ouvriers où les tensions menaient souvent

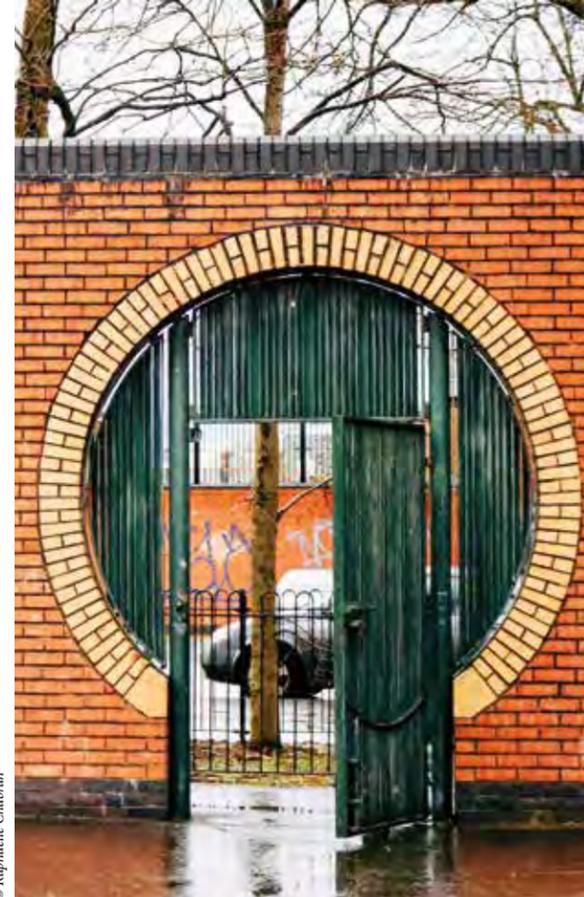
à l'affrontement physique. Les rues du nord de Belfast portent un triste record : 25 % des 3 600 victimes des *Troubles* y ont été tuées. Une violence à laquelle on a opposé briques et piques. « Aujourd'hui, c'est devenu un outil urbain routinier, qui est mis en place à la demande de la population pour prévenir les dégradations matérielles et les émeutes. » Une quarantaine de séparations ont ainsi vu le jour pour tempérer le conflit, même après l'Accord du Vendredi saint.

Double peine

Pour ces quartiers, le poids de l'histoire s'ajoute à la réalité économique, car les murs aggravent la pauvreté. Là où ils s'établissent, les taux de chômage, les difficultés liées à la santé ou à l'éducation explosent. En 2016, une recherche menée par l'université de Queen démontre que les populations voisines des murs consomment bien plus d'anti-dépresseurs que la moyenne nationale. L'université d'Ulster a sondé ces habitants, 60 % confient entretenir des contacts rares



© Raphaëlle Chabren



© Raphaëlle Chabren



© Raphaëlle Chabren

« ON POURRAIT CROIRE QUE NOUS SOMMES DES FAUVES EN CAGE, PRÊTS À SE SAUTER DESSUS. C'EST TOUT LE CONTRAIRE »

voire inexistants avec l'autre communauté. Ce sentiment d'insécurité, appelé *chill factor* a été identifié comme l'un des facteurs responsables du chômage, bridant la mobilité pour l'emploi et la formation. Pire, la promesse d'apaisement s'est muée en piège. Les inégalités entre les deux confessions se sont creusées. « Jusqu'à dans les années 1970, les protestants qui vivaient dans ces quartiers étaient bien portants, ils travaillaient dans les chantiers navals ou dans des usines de construction implantées à Belfast. Certains se sont déplacés en périphérie de la ville pour plus de confort. Puis, des familles plus jeunes, moins aisées les ont remplacés. », analyse Florine Ballif. Mais les catholiques restent les plus touchés par la pauvreté. Le chômage chez ces jeunes est supérieur de cinq points à celui des protestants. Ils sont aussi plus nombreux sur les listes des logements sociaux.

Une promesse irréalisable

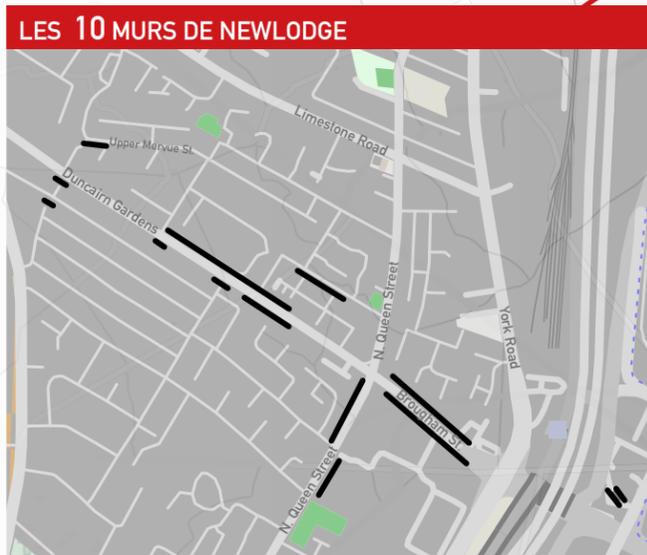
Les pouvoirs publics paient cher pour ces séparations. « Il faut tout financer en double pour des zones séparées par quelques dizaines de mètres : les équipements sociaux, les centres de

loisirs, les programmes de logements. Ce gaspillage institutionnel rend le système éducatif particulièrement inefficace. » À cela s'ajoute les coûts de construction des barrières qui plafonnent en moyenne à 300 000 livres (345 000 euros) pour 500 mètres de bâti. Et une perte financière importante liée aux terrains vagues qui bordent les murs, gelés pour la construction privée.

En 2013, le gouvernement nord-irlandais, soucieux de son image, déclare que les murs de la paix seraient tous à terre en 2023. Pour Conor Maskay, ancien élu du Sinn Féin et responsable de l'association Intercomm, la promesse d'un décloisonnement aussi rapide est « irréalisable ». Avant de les abattre, la municipalité s'attache à consulter de manière appuyée les différentes communautés : un processus long et fastidieux. Pour rajouter à la complexité de la situation, il n'est pas rare que l'identité du constructeur soit inconnue. Le Belfast Interface Project recense vingt-et-une interfaces qui n'ont pas de propriétaires officiels. « Il ne s'agit pas seulement de déconstruire physiquement ces barrières, il faut faire disparaître les peurs. » Alors, les choses

avancent à coup de petites victoires. Dans l'association de Conor, située au nord de Belfast on s'attelle à créer « des souvenirs communs ». Les habitants participent à des banquets ou des fêtes de quartiers. Conor s'attache aux symboles qui donnent de l'espoir. « À l'occasion d'un repas intercommunautaire, nous avons bloqué la rue entre les deux quartiers. C'était la première fois qu'une émeute n'était pas à l'origine d'un tel blocage. » Quand un mur est détruit, les pouvoirs publics remplacent souvent les palissades par des caméras de surveillance. John Paul Lederach, urbaniste canadien, théorise que pour chaque année de conflit, trois étaient nécessaires à la guérison d'une société. Lourde de ses trente ans de combat, Belfast aura-t-elle besoin d'un siècle pour cicatriser ? ■

Raphaëlle Chabran



Les 97 murs de Belfast

Un mur est un facteur aggravant de pauvreté. Dans le dernier recensement des zones les plus défavorisées du Royaume-Uni, les quartiers fracturés se trouvaient tous dans le haut du classement.

10 Nombre de murs construits par quartier.

== Murs (en pierre, tôle ou grillage).



L'école intégrée peut mieux faire

Les integrated schools accueillent toutes les religions.
Le bilan reste mitigé.

« Dans notre école il y a seize nationalités différentes. » Bill Fletcher, le directeur de la Cliftonville Integrated Primary School est fier de son école située dans le nord de Belfast. Apparues en 1981 à l'initiative de parents marqués par les *Troubles*, les écoles intégrées rassemblent les enfants de toutes origines et religions pour leur donner la même éducation. « Nos élèves sont pour la grande majorité issus de familles chrétiennes avec un bon mélange de catholiques et protestants. D'autres ont des origines juives ou musulmanes, mais tous appartiennent ici à une seule et même communauté », assure Bill Fletcher. Dans les *integrated schools*, les religions ne sont pas ignorées mais abordées durant la formation. Les enfants d'origine catholique y préparent même leur communion. Les repas à Cliftonville sont assez variés pour satisfaire tous les enfants. Les parents peuvent se tourner vers le directeur pour bénéficier de recettes adaptées à leur religion.

En 2017, le Département de l'Éducation britannique a recensé 1 534 écoles en Irlande du Nord. Les *integrated schools* sont au nombre de 65 selon le Conseil de l'Irlande du Nord pour l'Éducation Intégrée (Nicie). Cet organisme fondé en 1987 encadre et développe ces écoles sur le territoire afin de les inscrire au cœur du paysage éducatif. Défi immense dans ce système ségrégué où les 535 écoles protestantes et les 510 écoles catholiques sont majoritaires. Allison Neill-Rabaux, traductrice de 41 ans et mère de deux enfants, regrette de ne pas avoir pu les inscrire dans un établissement de ce type. « Il n'y a pas ce genre d'école dans ma ville de Craigavon. Parfois les gens n'ont pas le choix car il n'y a pas d'école intégrée près de chez eux. » Ces écoles sont un symbole plus qu'une révolution. Le président des



À l'école intégrée de Cliftonville, les salles de classe sont cosmopolites.

États-Unis Barack Obama avait déclaré lors d'une visite en 2016 qu'elles étaient « l'une des choses les plus encourageantes » pour l'Irlande du Nord. Mais elles n'accueillent que 7 % des élèves du pays selon le Département de l'Éducation.

Le mouvement s'essouffle

Pour la présidente-directrice générale du Nicie, Roisin Marshall, ce chiffre illustre une réussite : « En trente-cinq ans, nous avons ouvert 65 écoles, soit presque deux par an. C'est incroyable. Il faut se souvenir qu'au départ, les parents étaient démunis et le gouvernement ne soutenait pas les écoles intégrées. Le Département de l'Éducation a commencé à financer les *integrated schools* en 1989. » En 2016, le gouvernement britannique a promis un milliard de livres pour l'éducation partagée sur les dix prochaines années, lors du Fresh Start Agreement. Malgré cette aide, le mouvement s'essouffle. Aucune nouvelle école n'a vu le jour en 2017 et seulement trois en 2016. La stratégie du Nicie est de convaincre les directeurs d'établissements, les professeurs et

surtout les parents de transformer leurs écoles en écoles intégrées. « C'est la voie la plus économique et la plus rapide pour créer de nouvelles écoles », affirme Roisin Marshall. Mais le Nicie est confronté à un mur, celui des institutions qui gèrent les écoles catholiques ou protestantes. « Ils ne le diront pas ouvertement, mais dans les faits ils s'opposent à la diversité », soutient la présidente.

Les écoles intégrées s'appuient sur l'aide de l'Integrated Education Fund qui rassemble des dons et promeut cette éducation. Quelques stars apportent aussi leur soutien : Carl Frampton, ancien champion du monde de boxe chez les poids plumes, ainsi que l'acteur Liam Neeson. D'après la PDG du Nicie, « pour que la situation change, il faudrait d'abord que les gens réalisent qu'il est concrètement possible d'avoir des enfants catholiques et protestants ensemble dans la même école et que c'est une bonne chose. ». Colm Cavanagh, un autre représentant du Nicie en est sûr, « lorsque la part des enfants scolarisés en écoles mixtes sera trois fois plus importante, ce système scolaire sera normalisé. » Encore faut-il y parvenir. Les *integrated schools* sont une réalité depuis trente-cinq ans, mais leur croissance reste lente. « Nous n'avons pas décidé dans notre société que nous voulions vivre ensemble, explique Roisin Marshall. L'éducation intégrée est un défi à cette situation. Nous sommes loin d'être au cœur du paysage éducatif, parce que les gens ne voient pas encore la possibilité de partager notre vision d'une société nouvelle. » La présidente du Nicie reste optimiste : « Un jour les enfants iront juste à l'école. Nous n'aurons plus à nous inquiéter de notre unité. » ■

Benjamin Aguilon

Le gaélique fait tilt

Symbole de l'identité républicaine depuis des siècles, cette langue attire de plus en plus de Nord-Irlandais.



Caoimhe Ní Chathail donne à ses élèves débutants les mots-clés nécessaires pour pratiquer au quotidien.

À Belfast-Ouest, en plein quartier catholique, le *Gaeltacht Centre* est un lieu culturel consacré à la promotion du gaélique. Librairie, représentations théâtrales, cafétéria : il n'est plus d'usage de pratiquer l'anglais, une fois passée la porte d'entrée du centre. Ici, tous les visiteurs sont libres de communiquer dans cet idiome, né au nord de l'Irlande au IV^e siècle. Les républicains se sont appropriés cette langue, symbole fort d'une appartenance à l'Irlande. À présent, seuls 3,7 % des Nord-Irlandais la parlent encore couramment et à peine plus de 10 % en ont quelques notions. « Les républicains se sentent plus irlandais que britanniques et veulent l'exprimer en parlant gaélique », explique Concubhar Ó Liathain, le manager du centre.

Pendant les *Troubles*, de nombreux prisonniers nationalistes apprenaient pour communiquer entre eux et exprimer leur résistance. Quant aux unionistes, la scission de l'Irlande les a encouragés à abandonner le gaélique au profit de leur appartenance à la Couronne. « Certains pensent toujours que cela menace l'identité

britannique », explique cet homme, imprégné de culture gaélique depuis l'enfance. Alors, pourquoi certains unionistes recommencent-ils à l'apprendre ? Pour Linda Ervine, qui mène son projet de réconciliation autour de cet idiome depuis qu'elle est arrivée à la tête du *Skainos Centre*, il y a cinq ans, « la langue appartient à tout le monde ». Cette unioniste, parfaitement bilingue, est perçue comme une « traîtresse » par ses pairs les plus rigoristes. Dans son centre, à l'est de Belfast, ceux qui viennent apprendre ont entre 20 et 80 ans et viennent de milieux socio-économiques divers. La plupart sont unionistes.

Le vilain petit canard

Aux abords de la route qui mène à ce bâtiment, des représentations de soldats encagoulés s'imposent sur de grandes fresques murales. Elles rappellent aux passants que le quartier soutient le groupe paramilitaire loyaliste Ulster Volunteer Force (UVF). Difficile d'imaginer qu'ici, on apprend le gaélique. Pourtant, quelques mètres plus loin, en

haut de ce lieu culturel flambant neuf, les *Irish-learners* sont une douzaine chaque soir à se retrouver en cercle pour répéter à l'unisson quelques rudiments du langage, toujours considéré comme l'ennemi des unionistes.

Linda Ervine et Concubhar Ó Liathain, qui enseignent aussi au *Skainos Centre*, témoignent d'une hausse de la fréquentation de leurs classes depuis 2017. « Le nombre de personnes qui apprennent le gaélique augmente parce que le sujet est médiatisé », remarque l'enseignant. « Le débat intrigue les Irlandais, qui sont à la recherche d'affirmation identitaire », ajoute-t-il. De son côté, Linda Ervine observe que « certains jeunes d'une vingtaine d'années perçoivent cet apprentissage comme un acte de rébellion face à leurs aînés, qui n'acceptent toujours pas que l'on puisse pratiquer une autre langue que l'anglais ».

Alors que le Sinn Féin (parti républicain nationaliste) prône la reconnaissance officielle du gaélique irlandais, le DUP (unioniste) s'y oppose. L'incapacité des deux principaux partis politiques à s'entendre sur l'*Irish Language Act* - qui défend le statut de langue officielle pour le gaélique en Irlande du Nord - est l'une des nombreuses causes de la crise gouvernementale actuelle. Pourtant, chez leurs voisins gallois et écossais, la langue a été reconnue par le Royaume-Uni respectivement en 1993 et 2005. « La reconnaissance n'a pas été acquise facilement mais aujourd'hui elle est tout à fait acceptée », conclut Linda Ervine, pour qui l'Irlande du Nord a encore beaucoup à apprendre de ses voisins. ■

Kathleen Franck
et Claire Thoizet

Au nom du fils

Cible des milices paramilitaires loyalistes de Belfast, Raymond McCord refuse de se taire. En portant la mémoire de son fils assassiné, il veut obtenir la vérité pour tous, catholiques comme protestants.



Raymond Jr. repose dans un cimetière du nord de Belfast. Sa tombe a été vandalisée à quatre reprises.

« Ils essaient de me tuer ou de me kidnaper. Pour l'instant, ils n'ont pas réussi. La dernière fois, ils ont posé une bombe sous ma voiture. Mais je sais me défendre, la bagarre ça me connaît. » Depuis plus de vingt ans, Raymond McCord, bien que protestant, est la proie des milices loyalistes. Son fils aîné, Raymond Junior a été assassiné par les paramilitaires de l'Ulster Volunteer Force (UVF) en 1997. Depuis, son père mène un combat sans pitié pour obtenir la vérité sur ce meurtre.

Quand nous rencontrons Raymond dans ce café du centre-ville de Belfast, il insiste pour nous emmener dans « un endroit plus calme ». Par la fenêtre de la voiture, s'étend le plus grand quartier protestant de la ville où il a grandi. Sur les façades des maisonnettes en briques, les fresques guerrières des loyalistes s'imposent, glorieuses. Raymond pousse la porte du

restaurant où il semble avoir ses habitudes, il serre des mains et nous présente avec chaleur. Devant une tasse de thé trop infusée, il accumule d'une voix monotone les atrocités vécues. Un ton qui oscille entre la pudeur et l'orgueil. Son existence se résume à un jeu morbide du chat et de la souris. Les paramilitaires dans le rôle du félin vorace, lui dans celui de la souris rebelle.

Raymond ne s'est jamais laissé intimider. Il en est souvent venu aux mains avec des membres de la milice loyaliste Ulster Defence Association (UDA) lorsqu'il les sortait *manu militari* du pub où il était videur. Coups pour coups : en 1992, il est laissé pour mort par des membres de l'UDA. Son fils Raymond Jr. est assassiné trois ans plus tard dans un quartier du nord de Belfast. Il avait 22 ans.

Au sortir de l'adolescence, le jeune

homme s'engage à l'Ulster Volunteer Force (UVF), une autre milice loyaliste. Il intègre l'unité Mount Vernon, l'une des plus violentes de l'UVF, dirigée par Mark Haddock. Le leader est aussi un informateur de la Royal Ulster Constabulary, l'armée nord-irlandaise dissoute en 2001. Soupçonné d'être impliqué dans plus de trente meurtres, Haddock est arrêté en 2005. Raymond ignorait tout de l'embrigadement de son fils. Plus jeune, Raymond Jr. n'avait pas été épargné par la violence de son quartier, témoin des intimidations de l'organisation terroriste loyaliste (UDA) qui visaient son père. « Mon fils devait penser que s'il rejoignait UVF, notre famille serait épargnée par l'UDA. » L'aîné de la fratrie participe aux activités illégales qui font vivre les gangs : trafic de drogue, racket ou contrebande d'alcool. À l'occasion d'une livraison de cannabis, le jeune homme est arrêté par la police. Il dénonce le trafic chapeauté par Haddock aux autorités. Le 9 novembre 1997, Raymond Jr. est traîné dans une carrière abandonnée de Newtonabbey et battu à mort à coups de blocs de béton. Ses assassins n'ont jamais été identifiés mais Raymond ne doute pas de l'identité des commanditaires. « Mon fils a été tué par l'UVF avec la complicité de la police. »

En quête de justice

Infatigable, Raymond clame cette histoire depuis des années. Il n'a cessé de dénoncer la collusion qui s'est établie, pendant toute la période des *Troubles*, entre la police et les milices nord-irlandaises. Sur les 3 600 morts du conflit, les paramilitaires sont à l'origine de 83 % des assassinats, selon le dernier Northern Ireland Peace Monitoring Report (Rapport sur la

Fantaisies militaires

La plupart des milices armées nord-irlandaises sont nées d'un unique conflit : celui opposant les nationalistes aux unionistes. Vieille de plusieurs siècles, cette querelle a souvent dégénéré en affrontements violents, provoquant la création de milices dans les deux camps. Du côté irlandais catholique, la plus connue est l'Irish Republican Army (IRA). Elle est le résultat de l'union au début du XX^e siècle de trois armées indépendantistes irlandaises. Du côté britannique protestant, l'Ulster Volunteer Force (UVF) et l'Ulster Defence Association (UDA) se partagent la tête d'affiche. Aujourd'hui, ces organisations se sont muées en gangs, et fonctionnent grâce à des économies parallèles comme la drogue ou le racket. Le Northern Ireland Peace Monitoring Report dénombre 33 milices différentes sur le territoire et estime que 30 000 à 40 000 personnes sont repenties de ces groupes.

paix en Irlande du Nord). Il est impossible de quantifier les affaires où la police a été impliquée. En 1998, à la suite de l'Accord du Vendredi saint, un service de médiation de la police pour l'Irlande du Nord a été créé, avec la charge d'enquêter sur les cas litigieux.

Quatre ans plus tard, Raymond saisit cet organisme pour faire la lumière sur la mort de son fils. Après plusieurs années d'enquête, le rapport rendu par la médiatrice d'alors est édifiant. Les principales allégations de Raymond ont obtenu confirmation : son fils a bien été assassiné. Des failles dans l'investigation menée par les autorités sont identifiées, mais le nom du principal suspect manque à l'appel. En parallèle, le compte-rendu éclaire les pratiques douteuses qui rongent la police nord-irlandaise. De nombreux informateurs sont au sein même des groupes paramilitaires. Raymond McCord va plus loin : « En tant que policier, si tu veux monter dans la hiérarchie, c'est à qui tuera et arrêtera le plus grand nombre de terroristes du groupe paramilitaire concurrent. Au point qu'ils suppriment des cibles de façon arbitraire, pour faire du chiffre, se débarrasser des rivaux de leurs informateurs



En février 2018, les familles des victimes ont manifesté en plein centre de Belfast pour réclamer justice.

et étendre leur influence. » Aujourd'hui, rien n'a vraiment changé. Les milices paramilitaires contrôlent toujours certains quartiers de Belfast. Help, l'association de Raymond, soutient les familles et recueille les cas d'intimidation. « Jusqu'en 2013, nous recevions de l'argent de l'Assemblée d'Irlande du Nord. Puis, on nous a annoncé que les fonds étaient suspendus parce que les *Troubles* étaient terminés. Le gouvernement britannique veut oublier le passé et dissimuler ses fautes. »

Rire de la mort

Raymond dit n'avoir ni adresse ni religion, il se déclare indépendant de tout parti. En 2008, il est le premier protestant à prononcer un discours à la tribune de la réunion annuelle du Sinn Féin. Il se présente sans étiquette aux élections locales de Belfast en 2011. « Je viens d'une famille de fermiers protestants de l'Ulster, mes parents étaient des unionistes. Jusqu'ici, les partis n'ont servi à rien, ils ont juste contribué à entretenir les divisions communautaires. » Il se remémore son enfance, quand côtoyer les catholiques ne relevait pas de l'exploit. « J'ai joué dans la même équipe de foot que Bobby Sands, j'étais aussi le voisin de sa future femme. » Même lorsque les rivalités entre les communautés ont éclaté en 1968, Raymond a continué de jouer sous le maillot des *Stars of the Sea*, sans distinction communautaire. « La religion, c'est un truc qui a été instrumentalisé par les partis pour attiser la peur et rallier les gens à leur cause. » Et qu'on ne lui parle pas d'amnistie nationale. Il imagine mal les Nord-Irlandais

boire une tasse de thé avec les assassins de leurs mères ou de leurs fils. « Ce genre de pardon est politique. Nous, on veut des réponses. »

La colère gronde chez les familles. Les associations ont reproché au vice-Premier ministre Martin McGuinness de ne pas regarder la vérité en face, de manquer de courage politique et de couvrir des crimes de guerre. En janvier 2017, il démissionne en partie pour ces raisons.

Un an plus tard, des centaines de personnes ont protesté dans les rues de Belfast. Portraits de victimes à bout de bras, les marcheurs exigeaient l'ouverture d'enquêtes. La part du budget de la justice criminelle britannique consacrée à l'éclaircissement des affaires ne plafonne qu'à 0,2 % de la somme globale. Raymond était parmi les marcheurs, mais il déplore que la manifestation n'ait pas accueilli plus de protestants. Son association est la seule, parmi la dizaine qui défend les victimes des *Troubles*, à accueillir les deux communautés.

Quand Raymond va au pub avec ses amis, ils se rient de la mort. « Une chose est certaine, si les paramilitaires réussissent à le tuer, ce seront les premiers à venir à son enterrement pour avoir la garantie qu'il est bien mort ». Raymond a choisi de s'exposer pour mieux protéger les autres, les membres de son association sont tous des anonymes. Il fait mine de s'être habitué à la violence et se contente d'éviter « les quartiers où il pourrait se faire descendre. » ■

Raphaëlle Chabran

SUR LA ROUTE DU BREXIT

Aux marges de l'Irlande du Nord, certains attendent le Brexit, d'autres s'en inquiètent. Reportages le long des frontières.

28 Rendez-vous en frontière inconnue

Au Sud, on vit d'allers-retours entre les deux États, mais jusqu'à quand ?

36 Pêcheurs à contre-courant

Sur la côte, les marins attendent beaucoup du Brexit...

44 L'économie change de cap

En amont du Brexit, l'Irlande du Nord mise sur le tourisme et l'agro-alimentaire.





La maison de Greg est sur un *drumlin*, petite colline formée par la fonte des glaciers. Elle donne sur cinq comtés frontaliers.

Rendez-vous en frontière inconnue

Entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord, seule demeure une ligne imperceptible. Un Brexit dur pourrait la rétablir et remettre en cause l'identité frontalière.

Le café est bon, ici. Il a la légèreté du voyage. Newry, comté d'Armagh, à quelques kilomètres de la frontière invisible entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord. Il est 9 heures dans la troisième ville du pays. L'heure de prendre le petit-déjeuner au Courtneys pour les retraités. Bicycles sur le nez, ils dévorent la une de l'*Irish Times* du jour et deux tranches de bacon. « *Le Royaume-Uni promet d'envisager des solutions de repli pour la frontière* ». L'enjeu : éviter la construction d'un mur entre l'Irlande et le Royaume-Uni. Elle remettrait en cause l'Accord du Vendredi saint signé en 1998. Elle menacerait aussi la liberté de circulation des biens et des personnes sur l'île. Les Nord-Irlandais ont voté à 56 % contre le Brexit. Les habitants du comté d'Armagh, eux, sont 64 % à s'y être opposé. Le titre du journal n'a pas l'air d'émouvoir les frontaliers du Courtneys. Ils en ont vu d'autres, des promesses comme des problèmes.

Dehors flotte une odeur de croquettes pour chien. L'usine *Mackin's* tourne à plein régime. Comme 109 autres entreprises, la firme de nourriture pour animaux a choisi Newry. Une implantation stratégique. La préfecture la plus méridionale de l'Irlande du Nord est un des 260 points de passage officiels entre le nord et le sud de l'Irlande. Située sur l'autoroute M1, à mi-distance de Belfast et de Dublin, Newry est traversée chaque jour par les *crossborder workers*, ces travailleurs transfrontaliers. L'île

en compte 30 000. Les gens du Sud profitent aussi d'un euro fort pour venir faire leurs courses au gigantesque centre-commercial Quays. Autant d'actes quotidiens qui pourraient être compromis par le Brexit.

Un passeport pour la volaille

Le car slalome sans se presser entre les prairies qui séparent Newry et Armagh. L'odeur du purin a remplacé celle des croquettes. Dans les champs, des moutons blancs. Dans le car, des cheveux blancs. L'unique tignasse brune attire notre attention. Bonjour d'usage, sourire sincère, verbe chaleureux. Josh, 32 ans, est catholique, irlandais et maçon, « *pas franc-maçon, ce sont eux qui tiennent la ville !* », précise-t-il. Armagh est connue dans la région pour sa loge maçonnique et ses deux cathédrales Saint Patrick. Les protestants prient ailleurs. Pourtant, « *les deux communautés vivent en paix* », assure Josh, qui compte parmi ses amis des membres des deux confessions. Le combat n'est plus religieux, dans le comté d'Armagh. Il est économique. L'adversaire ? Le Brexit. Josh vit à Newry. Les chantiers l'amènent à traverser la frontière. De l'autre côté, les salaires sont plus avantageux. Un maçon gagne 12 livres de l'heure en République d'Irlande, l'équivalent de 14 euros de l'heure en Irlande du Nord, contre 9,5 livres, soit 11 euros. « *Le rétablissement de la frontière ferait mal à tous les travailleurs frontaliers qui profitent de cet avantage* », regrette-t-il. Le maçon secoue la tête et pointe notre carte de l'île, mi-curieux, mi-suspicieux : « *Qu'est ce qui vous amène ici ? Où allez-vous ?* »

Notre route traverse Keady, des champs, le silence. La journée touche à sa fin. Les dix derniers kilomètres jusqu'à Derrynoose et la maison de la famille Moroughan, chez qui nous passerons la nuit, se font à pied et en stop : le réseau de transports en commun n'existe plus. À l'entrée du chemin qui mène à Derrynoose, un gars est adossé à la camionnette. Il jette un œil à nos sacs à dos. « *J'espère que vous avez votre passeport, parce que vous en aurez peut-être bientôt besoin... Et mes poulets aussi !* », raille-t-il. Seamus O'Leary est éleveur. Il vend ses bêtes en République d'Irlande. Le Brexit menace son commerce. « *Évidemment que ça fait peur, ce retour aux taxes et aux contrôles. C'est une hérésie, mais on trouvera un moyen de passer de l'autre côté, comme pendant les Troubles.* » Du doigt, l'ancien petit contrebandier pointe le chemin. La frontière est au bout. La maison des Moroughan aussi.

Impalpable mais vraie

Immaculée, la demeure en impose. Dans le jardin jouent Daire, 8 ans, et Larry, 5 ans, les deux fils d'Eileen Moroughan et de son compagnon Greg. Depuis des années, le couple rêvait de cette vie dans la campagne natale d'Eileen, loin de Dublin où ils s'étaient rencontrés il y a quinze ans. Jusqu'à ce que Peter, le père d'Eileen, leur offre un terrain surplombant cinq comtés frontaliers : Armagh, Monaghan, Tyrone, Donegal et Fermanagh. Le vieil homme vit cent mètres plus bas, en République d'Irlande, et aime savoir ses sept enfants près de lui. Pendant trois ans, Eileen et Greg ont sué, creusé, installé des canaux, enchaîné les aller-retours entre Dublin et ce domaine nord-irlandais au silence parfois brisé par le hennissement du poney, Fred.

Face au coucher de soleil apaisant, on oublie cette frontière fantôme, les *Troubles*, ces sombres années pendant lesquelles les balles de l'armée britannique fusaient dans les champs. La nature luxuriante a repris ses droits sur les postes de douane.



L'hôtel du Fiddlestone donne sur la République d'Irlande.

Aujourd'hui, seul un minuscule cours d'eau sépare les deux Irlande, la frontière n'existe plus que dans la mémoire des habitants. Eileen, 50 ans, est née ici, à Derrynoose, alors que commençaient les *Troubles*. Catholique républicaine, elle a passé sa jeunesse à braver les autorités britanniques, parfois à ses dépens. Un soir, elle rentre trop tard du sud pour passer la frontière officielle et emprunte un chemin de traverse. Un policier la remarque. « *Il a fini par m'arrêter, est monté dans ma voiture pour m'escorter jusqu'à chez moi. Il avait son arme sur lui. J'étais terrifiée et je pleurais. J'avais 18 ans* », raconte-t-elle, de son regard bleu et bienveillant.

Greg, lui, n'a pas vécu les *Troubles*. Canadien d'origine, expatrié il y a quinze ans, il préfère l'Irlande. « *La vie y est plus facile* », déclare-t-il en ouvrant les bras devant le paysage harmonieux. Pourtant, résider à la frontière exige une double organisation. Deux portefeuilles, deux numéros de téléphone, deux salaires en euros, une taxe d'habitation en livres, bref un quotidien (presque banal) dans un village constitué de 85 % de catholiques pro-Irlandais et anti-Brexit, comme Eileen et Greg. La nuit du référendum, le 23 juin 2016, ils n'ont pu fermer l'œil. L'auto-entrepreneuse spécialisée dans la nutrition et l'électricien



« *Le soleil brille plus au Nord qu'au Sud* » confie Daire, huit ans.

franchissent la frontière chaque jour. Pour eux, ce potentiel Brexit dur relève du non-sens. Il les séparerait de leur travail et de la famille d'Eileen.

Desperate borders housewives

Presque toute la fratrie Moroughan est établie ici. À l'est, la maison du frère d'Eileen, à l'ouest, celle de la sœur, au sud, la ferme des parents. Au milieu du papier peint fleuri et de l'argenterie poussiéreuse, Peter, 82 ans, retire sa casquette ornée du trèfle irlandais, après une partie de golf, sport très populaire dans la région. Il insiste pour se faire appeler Peadar, l'équivalent gaélique de son prénom. Au simple mot de frontière, il lâche un « *Oh lord* » et ne tarit plus d'anecdotes. Les *Troubles*, les bombes, les balles, ce « *maudit ennemi britannique* ». Il serre les poings en les évoquant. Il n'a pas hésité à donner « *un ou deux coups* » aux soldats, confie-t-il, sans dissimuler son air satisfait. Lily, sa femme, acquiesce. Chez ces fervents républicains catholiques, les protestants n'ont pas leur place. Au début des *Troubles*, dans les années 1960, Lily cherchait du travail comme infirmière à Derry. Son recruteur a préféré une candidate protestante, comme lui. Depuis, l'amertume est forte.

Eileen et Greg, eux, sont très amis avec un couple de voisins protestants. « *Quand nous les avons invités à dîner, mes parents ont halluciné* », rit-elle. À côté des photos de famille, un avis d'obsèque : le mari est décédé d'un cancer l'année dernière. « *Ça a renforcé notre amitié.* » Alors qu'elle enfourne un pain au porridge, recette typiquement irlandaise, son téléphone affiche la conversation WhatsApp *Desperate Border Housewives*. Elle concrétise ce lien indéfectible avec ses voisines. Entre le nord et le sud se situe cette espèce hybride à l'identité affirmée : le frontalier.

« VIVRE À LA FRONTIÈRE EST UNE ERRANCE EN SOI »

Le lendemain matin, sept heures, l'agitation du petit Larry vient rompre le calme de la maison encore endormie. Il sautille partout et demande avec entrain « *où sont les Français ?* ». Larry a soif d'échanges. Depuis sa naissance, il enchaîne les familles d'accueil. Il est arrivé chez Eileen et Greg il y a seulement quelques mois. Comme ses nouveaux parents, il espère rester ici. Assistante sociale au Sud, école primaire au Nord, le petit garçon expérimente déjà les tracas de la vie à la frontière. « *Tout le monde nous dit que nous sommes une famille d'errants. Le poney est arrivé ici par hasard. Larry est un enfant adopté. Vivre à la frontière est une errance en soi* », analyse Eileen.

Trafic de sucre

Sur le zigzag des routes irlandaises, direction Belleek, village transfrontalier de 836 habitants. Belleek se mérite : en 30 minutes, nous franchissons la frontière cinq fois. Le tout, sans jamais nous en rendre compte, sinon grâce à l'alternance des panneaux en miles et kilomètres. Nos opérateurs téléphoniques ne prennent même pas la peine de nous avertir du changement de



© Jérémie Vaudaux

Les bus assurent la liaison entre les villes du sud et du nord. Un Brexit dur remettrait en cause les déplacements transfrontaliers.



© Jérémie Vaudaux

À Belleek, la frontière traverse le jardin de Joe. Elle est marquée par un portail pays. Le chauffeur de car, quant à lui, oublie de marquer l'arrêt au village. Heureusement, Joe O'Loughlin, historien amateur de 86 ans, que nous devions rencontrer, a suivi en voiture notre conducteur étourdi impatient. Avec son sourire affable et ses allures de héros attachant du film d'animation *Là-haut*, Joe nous récupère au milieu de la pampa nord-irlandaise, à moins que ce ne soit le Sud. Confusion.

La ferme de Joe - sans animaux - et sa femme Ina se situe à cheval sur les comtés de Fermanagh au nord et de Donegal au sud. Comme d'habitude, de la frontière, on ne voit goutte. Pas le moindre cadavre de « hutte » à l'horizon - comme les habitants appelaient les postes de douane. Pendant les *Troubles*, les soldats ne pouvaient s'installer sur une propriété privée, Joe et Ina se sont donc « vite habitués à la situation. La vie continuait ! », confie Ina avec un large sourire malicieux. Elle travaillait à la poterie de Belleek, qui emploie aujourd'hui 500 personnes, avant de se marier et de s'occuper de leurs neuf enfants. Lui gérait une station essence. Et comme beaucoup d'autres, il « trafiquait ». Du sucre, du beurre, denrées rares au nord, qui regorgeait à l'inverse de pétrole et de pneus. La contrebande était partout. Jusque dans les bouteilles d'une dame élégante qui les remplissait

de whisky pour le nord et ramenaient du thé pour le sud. Même dans cette dinde fourrée... de chaussettes neuves en nylon pour toute une famille nord-irlandaise. Les frontaliers cultivaient l'art du subterfuge. Aujourd'hui, Joe en parle avec fierté, conserve sa carte de transit comme éternel témoin de cette période. Et comme Peadar et sa troupe, la famille Loughlin est réunie autour de ce petit Belleek.

Brexit à l'aveuglette

À quelques pâtés de maison, le poumon du village, la *main street* qui rappelle un décor de western. Avec son unique pharmacie, son unique opticien, ses deux pubs. Dans l'ambiance feutrée du *Fiddlestone*, via Twitter, nous avons donné rendez-vous à la jeunesse du village. Finalement, la moyenne d'âge est de 45 ans. Michelle l'employée à l'office de tourisme, Michelle l'artiste, son fils Cameron, Pauline, son père Kevin et Molly, nous saluent, enjoués. Molly, retraitée de 70 ans, monopolise la conversation. Les *Troubles* ? Le Brexit ? La Guinness ? Elle a toujours une anecdote à raconter. « *Un jour, un tracteur piégé a fait exploser le commissariat !* » On repense à Ina, Joe et à leur quiétude. La vie à Belleek n'était pas si rose. Et ne l'est toujours pas aujourd'hui. Pauline et Kevin tiennent une boutique d'artisanat local qui peine à se maintenir. La banque, quant à elle, a fermé en 2001. Il n'y a plus qu'un bureau de change permettant les retraits. Le Brexit, ils ont voté contre, mais comme *a pig in a poke*, autrement dit à l'aveuglette. La guerre entre communautés est terminée. La preuve : Michelle l'artiste est protestante et scolarise Cameron dans une école catholique. Il prépare une pièce de théâtre avec des enfants du sud. Mieux, celui qui se fait parfois appeler « *Camshron* » apprend le gaélique, langue originelle de l'Irlande.

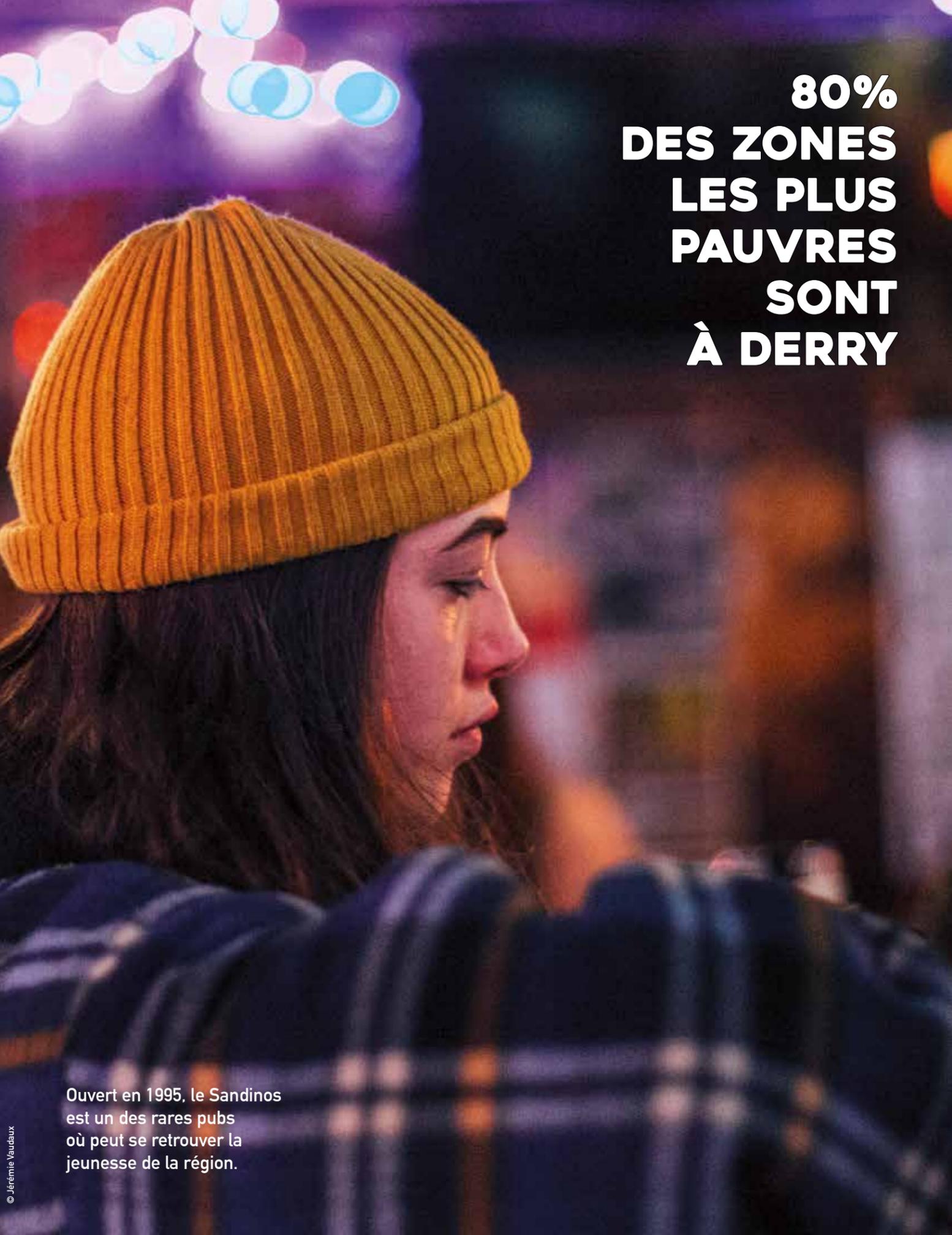
Réveil matinal à l'auberge du *Fiddlestone*. Hier soir, les habitants ont quitté le pub, les uns après les autres. Nos demandes d'hébergement n'ont récolté que sourires gênés. Dernière étape du voyage à Derry ~ Londonderry, [dénomination changeante selon que l'on est catholique ou protestant, ndlr]. La ville a été le théâtre de violents affrontements entre les deux communautés



Derrynoose est un village de 3000 habitants situé dans le comté d'Armagh et celui de Monaghan. La frontière scinde le village en deux.

© Jérémie Vaudaux

80% DES ZONES LES PLUS PAUVRES SONT À DERRY



Ouvert en 1995, le Sandinos est un des rares pubs où peut se retrouver la jeunesse de la région.

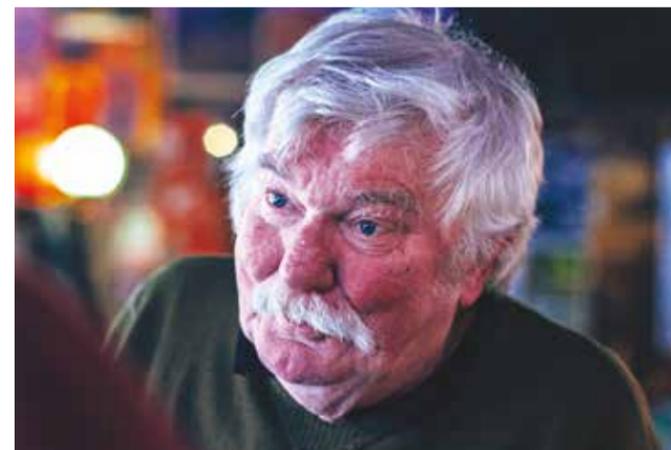


© Jérémie Vaudaux

Eamon : « Le Sandino's c'est un peu le "venez comme vous êtes" de Derry »



À Derry, 5,7% des jeunes sont au chômage.



Joe Mulheron est originaire de Belfast mais ne s'y sent toujours pas en sécurité.



© Jérémie Vaudaux

À Belleek, de gauche à droite : Michelle (l'artiste), Molly et Pauline.

pendant les *Troubles*. Le 30 janvier 1972, 27 manifestants ont été pris pour cibles par l'armée britannique, lors d'une marche pacifique pour les droits civiques, le *Bloody Sunday*. Depuis, Derry ~ Londonderry s'est pacifiée. Elle reste profondément divisée. À l'est du fleuve Foyle, les quartiers catholiques. À l'ouest, les quartiers protestants. Entre les deux, les 250 mètres du *Derry Peace Bridge*, financé par l'Union européenne en 2011 pour lier les communautés. Situé à quelques encablures du Foyle, côté catholique, le pub libertaire et internationaliste joue le rôle d'arbitre dans le conflit identitaire irlandais. Au Sandinos on se mêle, on boit, mais surtout, on débat. On y est libre, même de régler son verre en euros ou en livres. Les générations s'y rejoignent.

Liberté de penser

Après 350 kilomètres, nous rencontrons enfin la jeunesse frontalière. Yeux rieurs, veste en cuir, bonne bouille, Luke vit de la musique dans un groupe de rock, les TOUTS, « et d'autres petits trucs ». Il habite à Muff, dans le comté de Donegal en République d'Irlande et traverse la frontière tous les jours, « souvent pour venir au Sandinos ». La vingtaine joyeuse. Lucide. « L'avenir est bouché ici... Un peu comme le ciel aujourd'hui, sauf que c'est tous les jours pareil. »

Derry peine à remonter la pente, tirée vers le bas par un taux de chômage de 5,7 % chez les jeunes. La ville compte huit des

dix zones les plus défavorisées d'Irlande du Nord. Au comptoir plongé dans la pénombre, deux hommes se font face. L'un, teint rubicond, moustache blanche et pull kaki, est assis, les bras appuyés sur le zinc. L'autre, tatouage rouge et noir sur le biceps, l'écoute en nettoyant des verres. Derrière lui, une affiche représente Augusto Sandino, meneur de la guérilla nicaraguayenne contre l'impérialisme de Washington. Son visage est noyé parmi les autocollants qui ornent le mur. Libérez Gaza. Pour une Irlande libre. Tous avec les travailleurs français. « À Derry, le climat est beaucoup moins tendu qu'à Belfast. Là bas, quand je marche dans certains quartiers, je n'ai pas l'esprit tranquille. Ici on transcende les frontières ! », explique le moustachu. Joe Mulheron est le patron du Sandinos. Depuis l'ouverture du bar il y a vingt-trois ans, il a pris quelques rides. Pas sa philosophie. Avant, Joe était métreur, travaillait sur les chantiers, employait Cubains et Palestiniens. Eamon, le barman, est son fils. À 26 ans, l'électricien de formation a été bercé par les discours pacifiques de son père. Eamon n'a pas connu les *Troubles*. Il a voyagé, rencontré des Australiens, des Argentins... Il est de cette génération ouverte à la différence, à la tolérance, étrangère aux frontières trop longtemps dressées. Qu'importe la couleur politique et les croyances du client, Eamon fait couler la bière. Il nous en sert une. « *Slainte !* », s'écrie-t-il. Santé, en irlandais. ■

Julie Lassale
et Jérémie Vaudaux

Pêcheurs à contre-courant

Les marins ont voté pour le Brexit. En pleine négociation sur la sortie de l'UE, l'espoir faiblit sur les côtes de l'*Irish Sea*.

Le haddock est en train de migrer vers d'autres rivages. Quelques spécimens viennent d'être aperçus dans la Tamise, à Londres, mercredi 21 mars 2018. Et pour cause. Au pied du Parlement de Westminster, un petit bateau de pêche composé de militants pro-Brexit, dont Nigel Farage, l'ancien leader du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni, multiplie les allées et venues pour manifester sa grogne contre l'accord conclu le 19 mars 2018, à Bruxelles, entre Londres et l'Union européenne.

Au-delà de la mer du Nord, cette colère est partagée à Kilkeel, Ardglass et Portavogie, les trois principaux ports d'Irlande du Nord. Tous se voyaient déjà reprendre le contrôle des eaux britanniques et leurs droits de pêche. Ils partagent le même sentiment de trahison manifesté dans la capitale britannique, après que le gouvernement de Theresa May a accepté de demeurer au sein de la Politique commune de pêche (PCP) pendant vingt mois après la sortie de l'UE, prévue le 29 mars 2019. Direction Ardglass, ce petit bourg au sud du pays qui ne fait pas de remous. Des rues désertes, un bus de temps à autres, quelques voitures par-ci, par-là. Il faut descendre jusqu'au port pour trouver un peu d'animation et pouvoir admirer les constructions médiévales depuis le front de mer, le King's Castle en tête.

Sous les rayons du soleil, qui font taire les mauvaises langues au sujet de la météo britannique, les coques des bateaux restés à quais sont rutilantes. Entre embarcations légères et chalutiers de taille moyenne, la flotte rassemble 30 vaisseaux et 120 pêcheurs. En 2016, South Down, le comté d'Armagh, a voté à 67,2 % pour rester dans l'Union européenne. Ses pêcheurs, eux, ont pratiquement tous voté en faveur du leave. Dick James en fait partie. « Bien sûr que j'ai voté Brexit. On a tous voté Brexit », assure l'ancien

pêcheur originaire du Gloucestershire, en Angleterre. « C'est ce qui nous permettra de sortir de la politique commune de la pêche et d'augmenter ainsi les quotas du Royaume-Uni, dont ceux de l'Irlande du Nord. »

Le marin à la coupe au bol argentée est une figure dans le milieu. Après avoir travaillé sur la réglementation de la pêche dans le Pacifique sud pour le compte d'agences intergouvernementales, Dick James a jeté ses filets à Ardglass, en 1983, pour rejoindre la Northern Ireland Fish Producers Organisation (Nifpo). Créée peu après l'adhésion du Royaume-Uni à la politique commune de la pêche, la Nifpo avait été conçue à l'origine pour aider ses membres à commercialiser leur poisson. « L'autre tâche qui nous avait été confiée était de gérer les capacités de pêche. Finalement, la Nifpo est devenue une simple organisation de gestion des quotas », observe-t-il.

La question des quotas, ou totaux admissibles de captures (TAC), est au cœur des préoccupations des pêcheurs pro-Brexit. Les TAC sont fixés pour la plupart des stocks commerciaux de poissons et répartis entre les pays de l'UE. Révisés chaque année, ils limitent les prises sur la base d'avis scientifiques, afin de garantir la conservation des ressources halieutiques.

Dès les premières années d'adhésion à l'Union européenne, l'industrie de la pêche britannique s'est sentie spoliée par ces mesures. « Il y a eu une longue période de discussions dans les années 1970, jusqu'au début des années 1980. Les négociations à Bruxelles étaient très suspectes, certaines restaient même secrètes. C'est là que la *hague preference* a été mise en place », explique Dick James.

La *hague preference* est destinée à ajuster les quotas de pêche prédéfinis, en tenant compte des besoins de certains pays, selon les espèces et les zones de pêche. En mer d'Irlande, coincée

Le port de Kilkeel détient la plus grande flotte de pêche d'Irlande du Nord : 60 bateaux, 300 pêcheurs.

« NOUS AVONS PEUR D'ÊTRE TRAHIS UNE FOIS DE PLUS LORSQUE L'ACCORD FINAL SERA SIGNÉ »

entre les côtes irlandaises, écossaises et anglaises, plusieurs pays européens dont la République d'Irlande, bénéficient de cette préférence, contrairement aux pêcheurs britanniques et nord-irlandais. « En raison de cette préférence, le Brexit doit supprimer les TAC attribués à la République d'Irlande dans cette zone, mais aussi de la France, de la Belgique et des Pays-Bas, qui ne viennent pas pêcher jusqu'ici alors que l'UE leur réserve des quotas », affirme l'ancien pêcheur. « Tout dépend des négociations entre Westminster et Bruxelles. C'est une question très délicate qui suppose de mener de nouveaux combats. À mon âge, ce n'est plus pour moi. J'ai donc décidé de prendre ma retraite. »

Entre espoir et désillusion

La maison de Dick James surplombe la marina d'Ardglass, où stationnent les bateaux de plaisance. Dans le séjour, les fenêtres offrent une vue imprenable sur le port de pêche. Même si le matelot retraité a quitté la Nifpo en août 2017, il continue de garder un œil sur l'industrie halieutique. Son vote, il ne le regrette pas. Mais les inquiétudes commencent à se faire sentir.

Le phare jaune et noir de Saint John's Point, au sud du village, guide les voyageurs égarés. La petite route côtière les accompagne jusqu'aux montagnes de Mourne, massif rocheux situé au sud-est de l'Irlande du Nord, qui s'étend vers la mer, le long d'une lande brumeuse. Au loin, Kilkeel se dévoile. La ville accueille la plus grande flotte de pêche d'Irlande du Nord — 60 bateaux réunissant 300 pêcheurs — et toutes ses routes mènent au port animé. Quelques moussaillons retapent la vieille coque rouillée d'un chalutier. Une poignée de marins préparent leur sortie en mer, prévue en fin de matinée. Sous les yeux curieux des otaries à jarre, qui se prélassent dans les eaux de la baie, les quais sont en effervescence.

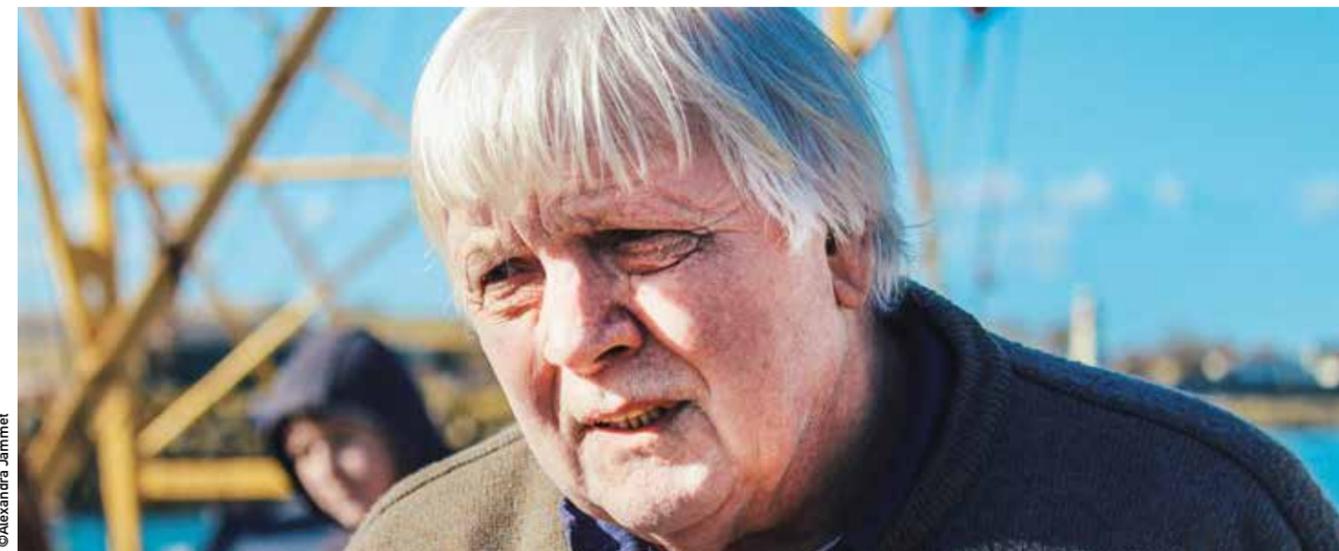
Un SUV de luxe bleu, flambant neuf, stationne près de la jetée. Leslie Girvan, ancien directeur d'une compagnie de carburant basée à Kilkeel et fin connaisseur du monde halieutique, en est propriétaire depuis 24 heures. À voir sa nouvelle voiture, l'industrie de la pêche nord-irlandaise semble bien portante. Comme l'expliquait Dick James, le secteur est en bonne forme en termes de flotte. 300 bateaux de pêches sont répartis sur les trois ports majeurs d'Irlande du Nord : Ardglass, Kilkeel et Portavogie. En 2015, avec 13 000 tonnes cumulées de poissons, estimées à 20,8 millions de livres (presque 24 millions d'euros). Ils figurent dans le top 20 des plus importants ports du Royaume-Uni.

Le sourire affiché de Leslie Girvan maquille ses inquiétudes. Évidemment, lui aussi a voté pour sortir de l'Europe. Mais tout n'est pas gagné. « Est-ce qu'on parle du Brexit entre nous, ici, à Kilkeel ? Tout le temps ! », s'amuse-t-il, avec une pointe de malaise dans la voix. « Quand l'article 50 du traité de Lisbonne prendra effet en mars 2019, nous sortirons de l'Union européenne. Mais l'accord de transition qui est en train d'être signé nous garde sous la coupe de l'UE jusqu'en fin 2020. Nous avons peur d'être trahis une fois de plus lorsque l'accord final sera signé. On attend, on verra mais on ne perd pas espoir. Nous devons négocier avec l'Europe. Je ne suis pas en train de dire que nous voulons que les États européens soient jetés hors de nos eaux. S'ils veulent un accès à nos eaux, nous voulons un accès aux leurs, en retour... Nous serons obligés d'avoir des accords réciproques, c'est sûr. »

« Un désastre européen »

À l'heure du déjeuner, les marins de Kilkeel se dirigent vers le *food truck* Kevin's pour dévorer un *fish and chips* sur le pouce. Les estomacs sont affamés. Personne ne dit mot. Seul le bouillonnement de l'huile de friture vient rompre le silence des usines environnantes, en pause depuis midi. Soudain, un imposant chalutier rouge et blanc fait son entrée dans le port. Sans perdre de temps, il vient s'amarrer au quai de déchargement pour y délester sa cargaison. Une vingtaine de caisses de haddocks, pour deux jours de pêche en mer. Trevor McKee, épaulé par son frère Roderick, s'empresse de vider la cale du *Sparkling Sea*, le bateau acheté par leur père, en 1988. « En Irlande du Nord, s'il est vrai que l'industrie de la pêche est en bonne forme concernant sa flotte, elle pourrait être encore plus rayonnante en termes de stock. Le problème, ce sont les totaux admissibles des captures, qui dépendent de la réglementation européenne », lance-t-il entre deux livraisons.

À Kilkeel comme dans le reste de l'Irlande du Nord, tout le monde connaît Trevor McKee. Né en 1963, devenu marin à l'âge de 17 ans, il est issu d'une famille de pêcheurs, tradition qui se transmet de générations en générations. Dans la région, sa position ouvertement pro-Brexit n'est pas passée inaperçue. Fin janvier 2018, la commission des affaires d'Irlande du Nord a lancé une enquête sur le site internet du Parlement britannique pour examiner l'impact du Brexit sur l'industrie de la pêche nord-irlandaise. Dans les commentaires, Trevor McKee est le premier à prendre la parole. Avec fermeté et honnêteté. Selon lui, la Politique commune de la pêche est un désastre. Le nombre de bateaux est suffisant mais la flotte



Dick James, matelot retraité, a quitté la Nifpo en août 2017.



Trevor McKee, figure emblématique à Kilkeel, est aujourd'hui désespéré face aux négociations entre Bruxelles et Westminster.



Simon Wills, pêcheur installé à Ardglass, n'a pas su choisir : il est l'un des seuls à ne pas avoir voté lors du référendum de 2016.



Trois cents bateaux de pêches sont répartis sur les trois ports majeurs d'Irlande du Nord : Ardglass, Killeel et Portavogie.

« L'EUROPE A DÉPOUILLÉ NOTRE GÉNÉRATION »

vieillissante. Surtout, les faibles quotas ne permettent pas aux pêcheurs locaux d'investir dans de nouveaux chalutiers. Il affirme que l'Europe a tout simplement dépouillé sa génération et signé son arrêt de mort en réduisant ses droits de pêche.

Le déchargement des haddocks est terminé. L'heure est venue pour l'équipage de décrasser le *Sparkling Sea*. De son côté, Trevor McKee a troqué ses bottes jaunes et son bon vieux bonnet de laine, pour sa tenue de civil, pantalon de jogging et polo bleu marine. Tandis que les matelots astiquent le pont, le marin s'installe au poste de commande pour discuter de la sortie de l'Europe. « Ces vingt dernières années, les quotas ont été réduits tous les ans. Tous les ans on négocie, tous les ans ils baissent. À l'époque, on passait vingt-cinq jours en mer, chaque mois. On partait le dimanche et on rentrait le vendredi, avec des caisses et des caisses de poissons. Aujourd'hui, on est autorisé à pêcher 25 tonnes de haddocks par mois. 25 tonnes, ça peut se faire en trois jours. »

Avant l'adhésion du Royaume-Uni à la Politique commune de la pêche, la flotte nord-irlandaise était diversifiée. Les chalutiers consacraient trois ou quatre mois de pêche aux poissons blancs — haddocks, morues ou harengs —, puis quelques mois aux crustacés. Aujourd'hui, la grande majorité des pêcheurs nord-irlandais dépensent tous leurs efforts dans la pêche à la crevette, l'une des seules espèces à ne pas être assujettie à de faibles quotas en Irlande du Nord. Dick James, Leslie Girvan et Trevor McKee sont unanimes : « trahis » par l'Union européenne et sa réglementation, les pêcheurs d'Irlande du Nord veulent retrouver leur indépendance. « Bruxelles n'a aucune idée de ce qui se passe ici. Les politiciens européens sont loin des réalités. Ils élaborent des politiques et les directives sont désastreuses, ils s'en foutent. Ces vingt dernières années de politique ont détruit des dizaines et des dizaines d'entreprises familiales. C'est



Le *Sparkling Sea* est l'un des derniers bateaux à pêcher du haddock.

pour cette raison que j'ai voté pour le Brexit », explique Trevor McKee. Pourtant, deux ans plus tard, le pêcheur est, lui aussi, en proie au doute. « En 2016, je pensais que la sortie de l'Union européenne serait imminente. Là, on apprend qu'une période de transition doit s'appliquer pour deux années supplémentaires. Si les négociations prennent du temps, elles risquent de ne jamais aboutir à un compromis. Et ce qui est sûr, c'est que nous ne serons pas invités autour de la table pour discuter », ajoute-t-il.

Près des cabines du *Sparkling Sea*, Trevor McKee pointe du doigt une série de photos encadrées au mur : les hangars de Killeel remplis de poissons, des bateaux flambant neufs, des pêcheurs fiers et enthousiastes. Et un petit garçon, son fils. « Il vient rarement au port. Et c'est très bien comme ça. Je ne veux pas qu'il devienne pêcheur et il ne le deviendra jamais. C'est mon neveu qui reprendra le chalutier. Je lui souhaite bien du courage », conclut-il.

Horizon incertain

Alors que les jeunes générations se détournent de l'industrie halieutique, les équipages de pêche nord-irlandais sont désormais composés d'une part importante de travailleurs détachés. « À Ardglass, ils représentent 80 % du personnel », souligne Simon Wills, pêcheur de père en fils. « Ils viennent principalement de Lituanie, de Lettonie et de Roumanie. Sans eux, il n'y aurait plus d'équipage. » Le matelot est l'un des rares pêcheurs nord-irlandais à ne pas avoir voté pour le Brexit. « C'était impossible de choisir, j'ai préféré m'abstenir », témoigne-t-il. « Puisque nous avons recours à de nombreux travailleurs détachés, je crains que le Brexit ne mette à mal nos équipages. Où trouverons-nous la main-d'œuvre une fois les frontières rétablies ? »

Leslie Girvan coupe court aux spéculations : « Les travailleurs détachés qui sont déjà présents au Royaume-Uni avant la sortie de l'UE sont sûrs de rester ici. C'est une garantie. Pour les futurs arrivants, c'est plus compliqué. Je pense qu'il faudra établir de nouveaux accords pour les autoriser à venir travailler sur le territoire. Quoi qu'il en soit, je suis plus inquiet du sort des équipages nord-irlandais que du contrôle de nos eaux territoriales », assure Simon Wills.



Trevor McKee et son équipe ne sont aujourd'hui autorisés à pêcher que 25 tonnes de haddocks par mois. Selon lui, c'est l'équivalent de trois jours de pêche.

Portavogie est le village le plus à l'est de l'Irlande du Nord. Près de la jetée, les fresques murales colorées rappellent aux visiteurs que le destin de la petite commune est étroitement lié à la pêche. Ici, les pêcheurs sont tous protestants, pro-Brexit de surcroît. En ce samedi matin, le port est à l'arrêt, week-end oblige. Pourtant la fine fleur de l'industrie halieutique s'est donné rendez-vous sur les quais. Un par un, les hommes tirés à quatre épingles défilent devant la caméra d'une équipe de la BBC, venue capter quelques images pour un documentaire sur les conséquences du Brexit dans le milieu. En attendant patiemment son tour, David Boyd, directeur commercial de Rockabill, entreprise familiale propriétaire de quatorze chalutiers, fait le point sur la situation : « *Tout ce que nous voulons, c'est quitter l'Europe. Ne plus être contrôlés. Nous militons pour reprendre la*

souveraineté de nos eaux territoriales, qui nous appartiennent légitimement. Face à l'avancée des négociations, les pêcheurs nord-irlandais sont déçus. Mais d'une part, le mandat de Theresa May arrive bientôt à son terme et je pense que nous aurons un nouveau Premier ministre pour poursuivre les négociations avec plus d'acharnement. D'autre part, le Parti unioniste démocrate (DUP), qui soutient la condition des pêcheurs nord-irlandais, pèse dans la balance au Parlement de Westminster. Je reste donc optimiste. Un jour nous chanterons Britannia rules the waves de nouveau. » Mais d'ici là, les haddocks risquent encore d'envahir la Tamise. ■

Kathleen Franck,
Valentin Gény et Alexandra Jammet

**« UN JOUR NOUS
CHANTERONS BRITANNIA RULES
THE WAVES DE NOUVEAU »**



Les trois ports de l'Irlande du Nord font partie du top 20 des plus importants du Royaume-Uni.

L'économie change de cap

Alors que la nation se désindustrialise, son salut économique se trouve désormais dans le tourisme et l'alimentaire.

Sur la côte Est, l'industrie de la pêche reste dynamique : en 2015, les trois principaux ports ont capturé 13 000 tonnes de poissons, pour un chiffre d'affaires de 20,8 millions de livres (environ 23,7 millions d'euros). Pourtant, dans l'économie du pays aujourd'hui, c'est l'aviculture qui pèse le plus : 280 millions de volailles sont transformées chaque année dans les usines de Moy Park. La plus grosse industrie d'Irlande du Nord emploie 6 300 personnes sur ses trois sites nationaux. Avec ses autres établissements situés en Angleterre, en France et aux Pays-Bas, l'entreprise fournit près de 25% du poulet d'Europe de l'Ouest. Moy Park détonne au milieu des petites exploitations agricoles nord-irlandaises, qui pratiquent essentiellement l'élevage et occupent 60 000 personnes (7 % de la population active, contre 2 % pour l'ensemble du Royaume-Uni). L'orge et la pomme de terre constituent les principales cultures. 12 % des bovins britanniques sont produits dans la province, où la filière agro-industrielle représente 8% de la production nationale. À Belfast, les sirènes des bateaux en partance des chantiers navals se sont tues depuis longtemps. L'Irlande du Nord se désindustrialise depuis vingt-cinq ans, après une période de prospérité impulsée par le dynamisme de son secteur textile et maritime. Les chantiers navals *Harland & Wolff*, mondialement connus jusqu'au

milieu du XX^e siècle, ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes et emploient moins de 200 ouvriers. Plus généralement, entre 1971 et la fin des années 1990, l'emploi industriel est passé de 42 à 18% de la population active. Si l'aéronautique occupe une place importante dans la filière, avec l'entreprise Bombardier et ses 4 500 employés, c'est surtout la production au nord-ouest de produits alimentaires, de boissons (notamment le whisky) et de tabac qui stimule l'activité.

UN TAUX DE CHÔMAGE À 3,9 %

Alors que son rayonnement industriel appartient au passé, l'économie de la province britannique pourrait particulièrement pâtir du Brexit. L'Irlande du Nord a longtemps bénéficié des subventions européennes, par l'intermédiaire du Fonds européen de développement régional (Feder). Plus de 200 entreprises étrangères emploient 50 000 personnes sur son sol. Aujourd'hui, environ 56 % de ses

exportations s'acheminent vers l'Union européenne. La République d'Irlande reste le plus gros partenaire commercial de la province, devant les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Canada. Avec la sortie de l'Europe, l'éventualité d'une frontière « dure » entre l'Irlande du Nord et du Sud hante tous les esprits, alors que le commerce entre les deux voisines représente 3 milliards de livres chaque année. Quelle industrie souffrirait le plus d'une séparation matérialisée ? « Le secteur agro-alimentaire serait particulièrement frappé. Par exemple, un tiers environ du lait nord-irlandais est envoyé actuellement en République d'Irlande », souligne Julian O'Neill, journaliste économique de la BBC.

La province britannique ne pourra pas compter sur la croissance qui, freinée par un faible taux de travail et une consommation des ménages en baisse, tombera à 1% cette année. Le taux de chômage en Irlande du Nord est pourtant le plus bas du Royaume-Uni et s'élève à 3,9%.

Un chiffre à nuancer selon une syndicaliste de *Unite The Union*, qui précise que « le gouvernement n'hésite pas à gonfler les chiffres du travail, en incluant l'apprentissage ». Le Congrès des syndicats irlandais mène actuellement une grande campagne « *Meilleur travail, meilleure vie* ». Selon lui, un travailleur sur trois déclare ne pas bénéficier d'un emploi réellement stable. Les syndicalistes combattent



©Alexandra Jammet

Arthur Square est un des principaux carrefours commerciaux du centre-ville de Belfast.

aussi le plafonnement des salaires du secteur public qui représente 27 % des actifs (éducation, santé et administration publique), mis en place depuis six ans par le gouvernement britannique. « *Les gens travaillent pour survivre, et non pas pour vivre* », affirme une syndicaliste.

4,6 millions de touristes

Après des années de *Troubles*, le tourisme reste aujourd'hui un des rares secteurs en pleine expansion. Le centre-ville de Belfast ressemble à celui de n'importe quelle capitale européenne, avec de nombreuses enseignes internationales de nourriture et de prêt-à-porter. 4,6 millions de touristes se rendent dans la

province chaque année, principalement des Britanniques et des Irlandais. Le nombre de nuitées en hôtel est passé de 380 000 en 1999 à 2,1 millions en 2017. Onze hôtels sortiront de terre cette année – dont trois dans le quartier du Titanic, le plus prisé des visiteurs (lire page 48). Loin de la capitale, d'autres géants s'installent. Sur les collines vertes de la campagne, des dizaines d'éoliennes ont déployé leurs ailes blanches. En Irlande du Nord, les énergies renouvelables ont le vent en poupe : elles représentent plus de 20 % de l'électricité de la province. D'ici 2040, ce taux sera porté à 40 %, promet le département de l'Entreprise, du commerce et de l'investissement. De

nombreuses éoliennes sont aujourd'hui produites par *Harland & Wolff*, les chantiers navals de Belfast. L'expansion si forte du tourisme pourrait-elle être bousculée par le Brexit ? « *Personne ne sait exactement ce qu'il va se passer, précise Fiona Liversidge, chargée de communication de l'office du tourisme. Mais je pense que nous continuerons à promouvoir la ville et l'Irlande du Nord. S'il y a des frontières physiques, nous les surmonterons. Il y aura de nouveaux défis. Mais si nous sommes passés à travers les *Troubles*, nous passerons à travers le Brexit.* » ■

Alexandra Jammet



BELFAST S'ÉVEILLE

*Aidée par 150 000
travailleurs étrangers,
Belfast construit, de
buildings en buildings,
son nouveau visage.
Les touristes affluent
dans le quartier du Titanic
ou s'initient à l'histoire
des Troubles auprès
de guides repentis.*

46 Pas de quartier pour le Titanic

Le nouveau poumon économique attire
les touristes au détriment des riverains.

50 La guerre des guides

À Belfast, des repentis font visiter la ville
et donnent leur propre vision du conflit.

53 En mal d'étrangers

Les travailleurs immigrés, force vitale pour
l'économie, sont menacés par le Brexit.

55 Nomad's land

Stigmatisés, les *Irish Travellers* doivent changer
leur mode de vie.

57 La religion, de l'obligation au choix

Depuis vingt ans, catholiques et protestants pra-
tiquent de moins en moins.

Pas de quartier pour le Titanic

Nouvelle vitrine du tourisme culturel dans la capitale, ce secteur concentre les espoirs d'un boom économique. Si les voyageurs affluent, les belfastois peinent à s'installer.

VISÓ 2018 BELFAST S'ÉVEILLE

Ses formes anguleuses et métalliques cisèlent l'horizon. Vues du ciel, elles ressemblent à l'étoile de la *White Star Line*, la compagnie maritime copropriétaire du Titanic. Impossible de rater le bâtiment de 12 000 m² et ses six étages. Chaque année, plus d'un million de touristes se rendent au Titanic Belfast. Ouvert en 2012, pour le centenaire du naufrage du célèbre paquebot, le musée a coûté 97 millions de livres (environ 110 millions d'euros). Au bord du fleuve Lagan, il s'érige sur les anciens chantiers navals de Harland & Wolff, constructeur du bateau.

Longtemps premier employeur d'Irlande du Nord, l'entreprise a fait la fierté de la capitale. En 1912, H&W devient mondialement célèbre avec le naufrage du Titanic. La tragédie aurait-elle profité à l'industrie ? « *Oui ça les a aidés. Personne n'a jamais remis en question la qualité de leur travail* », répond Jackie Pollock, ancien soudeur des chantiers navals de 1979 à 1996. Alors qu'Harland & Wolff est aujourd'hui en déclin, les touristes venus du monde entier ont remplacé les ouvriers qui arpentaient le quartier, nommé Queen's Island jusqu'en 1995. « *Déjà dans les années 1990, après la sortie du film de James Cameron, des touristes japonais*



« LE
GOUVERNEMENT
BRITANNIQUE
NE S'EST JAMAIS
INTÉRESSÉ
AUX CHANTIERS
NAVALS »

L'ultra-moderne musée du Titanic côtoie les chantiers navals Harland & Wolff construits en 1861.

et américains se rendaient ici pour acheter des copies des plans du bateau. Certains groupes économiques ont su profiter de cet engouement », raconte Jackie Pollock.

Un milliard de livres. Ce montant vertigineux a été investi dans le quartier par la compagnie privée irlandaise Harcourt Developments, connue pour ses centres commerciaux et ses hôtels. En 2005, la mairie de Belfast lui confie la rénovation de l'ancienne Queen's Island et espère encourager sa régénération. L'objectif ? Transformer les anciens docks des berges du Lagan en centre touristique et économique de Belfast. Le plan d'envergure mondiale, pensé sur trente ans, coûtera au total sept milliards de livres. Pour l'Irlande du Nord, c'est l'occasion de se repositionner sur la scène internationale, alors que la province se relève d'une longue période de violences.

L'effet « Game of Thrones »

En manque d'attractivité, Belfast tente d'attirer de nouveaux investisseurs en réduisant les taxes des entreprises qui viennent s'implanter sur le territoire. Les friches industrielles laissent place à d'immenses buildings aseptisés : des bureaux et des hôtels dessinent le nouveau visage du quartier. Un peu plus loin se trouve la plus grande scène couverte d'Irlande du Nord, l'Odyssey SSE Arena et ses 10 000 places, qui accueilleront prochainement Iron Maiden et U2.

Avant la construction du musée du Titanic, dans un ancien hangar de près de 10 000m², les Titanic Studios ont su attirer des productions de cinéma américaines. En 2007, Tom Hanks y tourne *La cité de l'ombre*, réalisé par Gil Kenan. Deux ans plus tard, Universal Pictures

VISÓ 2018 BELFAST S'ÉVEILLE

© Jérémie Vaudaux

Musée Titanic

« The Iceberg ». Voilà comment les habitants du quartier surnomment le musée du Titanic, élu en 2016 meilleure attraction touristique du monde aux World Travel Awards. Devant ce monstre argenté de 38 mètres de haut, des centaines de touristes achètent leur billet, une vingtaine d'euros pour les adultes. Le hall d'entrée est bordé par des restaurants et une boutique de souvenirs. Neuf galeries et 250 employés attendent les curieux. Dans les premières pièces, on découvre un Belfast prospère à la fin du XIX^e siècle. Chantiers navals, commerce du tabac et du lin font tourner l'économie de l'Irlande du Nord à plein régime. La construction du luxueux Titanic et son histoire émergent peu à peu. Douce, presque joyeuse une musique d'ambiance enveloppe le visiteur. Puis l'atmosphère s'assombrit et les témoignages des survivants tranchent avec les rythmes enjoués de la salle précédente. Accrochées au mur, quelques photos des victimes sont légendées d'un texte succinct. Qui est responsable de ce naufrage ? Le musée balaie rapidement cette question en mettant l'accent sur les mesures prises suite à l'accident. Le volet enquête est vite refermé pour laisser place à l'aspect marketing. Céline Dion s'époumone et les affiches du film Titanic habillent les murs. Entre 2012 et 2017, ses bénéfices s'élèvent à 160 millions de livres, soit environ 182 millions d'euros.



Cartes postales, t-shirt ou casquettes de capitaine se déclinent à l'envie.

© Audrey Parmentier

parie sur Belfast pour réaliser *Votre majesté* de David Gordon Green.

La même année, une autre figure américaine vient bouleverser l'industrie cinématographique naissante : HBO avec sa série phare, *Game of Thrones*. Le succès est planétaire et les studios belfastois bénéficient d'une visibilité inédite et de nouveaux investissements. Deux studios supplémentaires sont commandés en 2013 pour couvrir les besoins de l'équipe. Le tournage de la saison 8, dernière de la série, doit s'achever en mai ou en juin.

Mais quel bénéfice en tire la ville de Belfast ? « Normalement quand une société privée comme Harcourt Development vient s'installer chez vous, elle est redevable envers la ville. Le gouvernement a décidé de mettre 43,5 millions de livres (soit presque 50 millions d'euros) dans ce projet mais la population locale ne profite pas de ces investissements », explique David Coyles, chercheur en urbanisme à la Ulster University. « Cet endroit est devenu un attrape-touriste. » Le quartier du Titanic et ses façades en aluminium rappellent le titane du Guggenheim à Bilbao, une ville également en quête d'impulsion économique à l'époque de la construction du bâtiment. « Cependant, on est loin de l'effet Bilbao où le musée avait réussi à dynamiser tout un quartier », tempore David Coyles.

Plus on s'éloigne du musée Titanic Belfast, plus le quartier se vide. Les rares commerces – quelques cafés et restaurants, et une épicerie – accueillent principalement des touristes ou des employés de banque. Alors que d'après le site internet du quartier du Titanic, « 18 000 personnes vivent, travaillent et se divertissent » ici chaque jour, difficile d'imaginer une vie de quartier dans cet ensemble ultra-moderne. « La plupart des logements sont vides ou réservés aux locations Airbnb. Au total, 3 000 personnes vivent ici, ce qui est très peu pour une ville de 334 000 habitants », déclare David Coyles. La Belfast Met, l'université du quartier compte environ 15 000 étudiants. Les rares habitations

« **CET ENDROIT EST DEVENU UN ATTRAPE-TOURISTES** »

se vide de ses soudeurs et doit faire appel à des travailleurs étrangers. « Il y a beaucoup de Polonais qui travaillent chez Harland and Wolff car ce sont eux qui détiennent le savoir-faire, notamment en soudage, que nous avons perdu en une génération », souligne Jackie Pollock. Harland and Wolff n'ont pas construit de bateau depuis 2003. Les chantiers navals se sont reconvertis dans la fabrication de plate-forme pétrolière, la réparation de frégates et la construction d'éoliennes. « Cela fait des années que l'on annonce la mort d'Harland and Wolff. Mais ce n'est pas encore arrivé, poursuit l'ancien soudeur. Malgré les 40 % de part d'énergies renouvelables promises d'ici 2024, il déplore le manque d'investissement du gouvernement dans l'industrie, qui pourrait créer de nombreux « emplois verts » ». Et faire de nouveau briller les chantiers navals, comme la deuxième étoile du quartier. ■

Alexandra Jammet et Audrey Parmentier

sont concentrées dans l'ARC Residential, un immeuble en arc de cercle comportant 474 appartements haut de gamme. « Les logements sont trop chers pour les habitants de Belfast-Est. La mairie avait annoncé entre 10 et 20 % de logements sociaux mais aucun n'a été construit. »

Situé à 45 minutes à pied du centre de Belfast, le quartier du Titanic reste un espace enclavé. Souvent les touristes arrivent en bus ou en train, visitent le musée du Titanic puis s'arrêtent à un café avant de repartir. L'effervescence des années 1940, où près de 35 000 ouvriers d'Harland & Wolff arpentaient le secteur, est loin. Aujourd'hui, l'entreprise ne compte plus que 150 employés. Comment expliquer le déclin du géant des mers ? « Le gouvernement britannique ne s'est jamais intéressé aux chantiers navals. Dans les années 80, il voulait les privatiser et se retirer de cette activité », déplore Jackie Pollock. Le désintérêt des politiques fait écho à celui des jeunes qui n'orientent plus leur carrière vers l'industrie maritime. Belfast

se vide de ses soudeurs et doit faire appel à des travailleurs étrangers. « Il y a beaucoup de Polonais qui travaillent chez Harland and Wolff car ce sont eux qui détiennent le savoir-faire, notamment en soudage, que nous avons perdu en une génération », souligne Jackie Pollock.

Harland and Wolff n'ont pas construit de bateau depuis 2003. Les chantiers navals se sont reconvertis dans la fabrication de plate-forme pétrolière, la réparation de frégates et la construction d'éoliennes. « Cela fait des années que l'on annonce la mort d'Harland and Wolff. Mais ce n'est pas encore arrivé, poursuit l'ancien soudeur. Malgré les 40 % de part d'énergies renouvelables promises d'ici 2024, il déplore le manque d'investissement du gouvernement dans l'industrie, qui pourrait créer de nombreux « emplois verts » ». Et faire de nouveau briller les chantiers navals, comme la deuxième étoile du quartier. ■

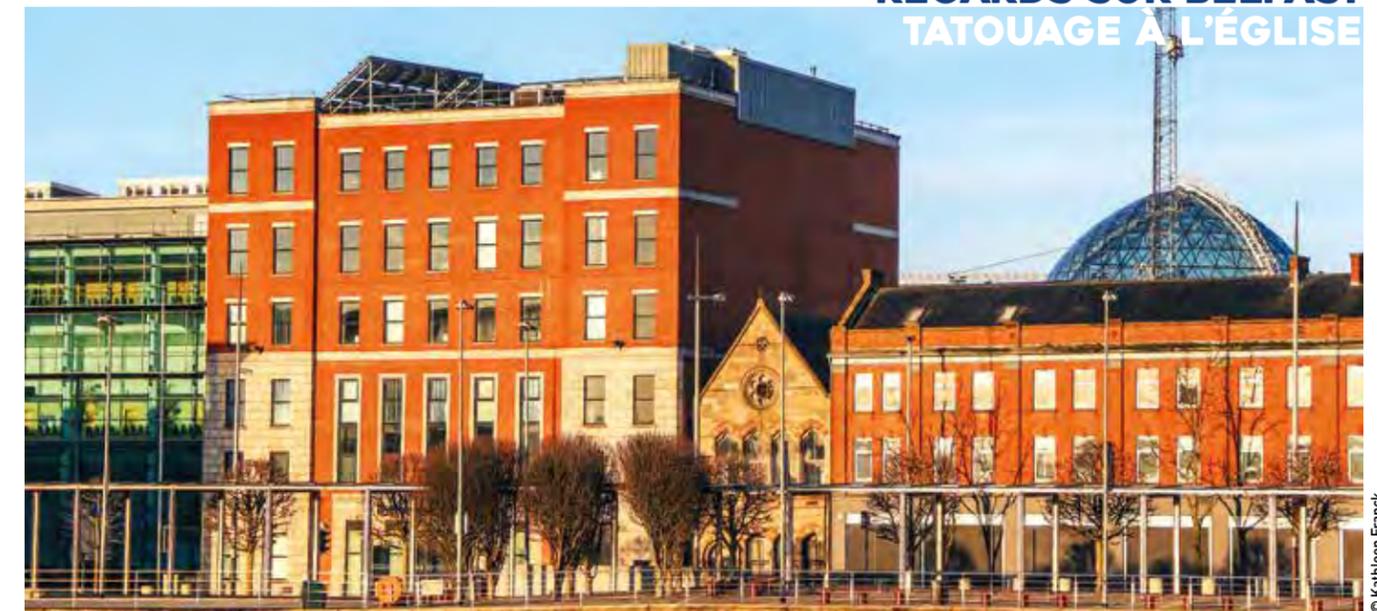


© Jérémie Vaudaux

Le musée du Titanic célèbre l'héritage maritime de la ville.



REGARDS SUR BELFAST TATOUAGE À L'ÉGLISE



© Kathleen Franck

Coincée entre deux immeubles, une ancienne école chrétienne construite en 1874, a été laissée à l'abandon pendant près de trente ans. Depuis 2014, elle héberge un salon de tatouages. Les murs et l'architecture ont été classés par la municipalité. En arrière-plan, le dôme du centre commercial de Victoria Square, inauguré en 2008.

La guerre des guides

Le centre-ville tente de tourner la page des Troubles. Mais à l'ouest, les témoins de la guerre font office de guides.



John Markey se considère comme historien, il a visité soixante pays et parle six langues.

Un énorme cimetière, peuplé de milliers de tombes. Fleurs en plastique, jouets et plaques commémoratives se mêlent aux touffes d'herbes. Connaître les morts, pour mieux comprendre les vivants. Étrange point de départ pour visiter Belfast.

Cette destination n'est inscrite sur aucune brochure touristique nord-irlandaise. Pourtant, selon John Markey, historien et guide occasionnel, le cimetière

de Milltown est un lieu chargé d'histoire. Situé près de Falls Road, quartier républicain et catholique de l'ouest de Belfast, il abrite notamment les dépouilles des combattants irlandais morts durant les *Troubles*. John Markey porte une casquette traditionnelle en laine posée sur des cheveux épais et grisonnants. Ses 62 années n'ont rien enlevé à la lumière de son regard bleu. Il se place face à un imposant mémorial en marbre noir et

montre du doigt les noms de tous les révolutionnaires disparus. Des hommes de la Société des Irlandais unis de 1798, à ceux de l'Armée républicaine irlandaise (l'IRA) et du Sinn Féin des années 1970. Deux siècles de révoltes gravés dans le marbre.

Dans ce cimetière, les différents groupes révolutionnaires irlandais ne sont pas enterrés côte à côte. L'IRA, les combattants socialistes, ou ceux proches des doctrines d'Hô Chi Minh ou de Yasser Arafat, reposent loin les uns des autres. Incapables de s'entendre dans le monde des vivants, s'entretenant parfois, la mort ne les a pas réconciliés.

Au cœur de la guerre

Ce lieu empreint d'un lourd passé n'est pas un choix anodin pour John Markey. Né à Belfast, il est un acteur des *Troubles*, côté irlandais. En 1968, il a 13 ans. Il raconte avoir été en première ligne sur les barricades pour affronter la police britannique, venue avec des tanks jusque dans son quartier. Désormais, quand il rentre d'un de ses nombreux voyages au Maghreb, en Europe ou en Palestine, il organise des visites guidées de Belfast. À pied, ou au volant de sa petite Chevrolet noire. Il raconte l'histoire des *Troubles*, à travers les lieux et les *murals*, ces grandes fresques militantes et commémoratives qui couvrent les murs de briques et illustrent l'histoire de l'Irlande du Nord. Celle vécue dans son quartier catholique.

« Désormais, on ne dit plus catholiques et protestants, rectifie John Markey, mais Britanniques et Irlandais. »

John habite à Falls Road, où ne vit aucun Britannique. La cohabitation est impossible. Il habite la tour Divis, l'un des bâtiments les plus hauts de Belfast, résidence d'une vingtaine d'étages, entourée d'un minuscule parking. Un lieu emblématique des *Troubles*. Son toit avait été transformé en poste de surveillance par la police royale de l'Ulster. En août 1969, cette dernière envoie une milice tirer sur les appartements et tue Patrick Rooney, 9 ans. Il est le premier enfant victime du conflit. Une plaque commémorative a été installée au-dessus de l'entrée de l'immeuble, et le drapeau irlandais continue de flotter au-dessus d'une des fenêtres du logement familial.

Face à la tour Divis s'étend un long « mur de paix ». Un nom ironiquement donné à ces édifices construits pour séparer les quartiers britanniques et irlandais et rendre possible une certaine forme de cohabitation. On en compte une centaine dans la capitale.

De l'autre côté s'étend Shankill Road. Un quartier unioniste, habité par les protestants. Le code couleur ne laisse aucune place au doute : bleu roi. Celui de la Couronne britannique. Nev Gallagher, 42 ans, porte une longue barbe rousse et ses bras sont recouverts d'imposants tatouages. Il est éducateur dans une maison de quartier et lutte contre les



Dans son travail d'éducateur, Nev Gallagher travaille pour lutter contre la délinquance à Shankill Road.

problèmes de drogue et de délinquance, pour ce qu'il appelle « *sa communauté* ». Sur son temps libre, il a choisi de devenir guide. Depuis vingt ans, il perpétue le souvenir des personnes mortes durant les *Troubles*.

Nev et John ont choisi de travailler en indépendant pour faire visiter



Le massacre de Ballymurphy, qui a fait onze victimes côté irlandais est appelé Belfast Bloody Sunday.

Belfast-Ouest en échange d'une dizaine de livres. Mais dans les quartiers populaires irlandais, la plupart des guides travaillent pour des associations locales. Selon l'office du tourisme, ces balades permettent d'entretenir et de construire des mémoriaux en hommage aux victimes des *Troubles*. L'institution ne propose, elle, aucune visite guidée du Belfast des années de guerre.

Cavaliers solitaires

« Si l'on ne se souvient pas des événements, la même chose pourrait se reproduire dans le futur », estime Nev Gallagher, qui a vécu le conflit dès la petite enfance. Il se revendique comme loyaliste, membre de la communauté protestante fidèle à l'union politique de l'Irlande du Nord avec le Royaume-Uni. Contrairement aux unionistes, également protestants, les loyalistes ont recouru à la violence armée et ont constitué des milices paramilitaires durant les *Troubles*. Quand on l'interroge sur son passé, il balaie brièvement : « J'ai fait des bonnes choses, mais aussi des mauvaises, je ne vais pas m'attarder sur le sujet... »

Désormais, Nev Gallagher fait visiter aux touristes son quartier à travers les

murals qui lui semblent les plus parlants du point de vue de sa communauté. Les fresques loyalistes représentent surtout des peintures identitaires et militaristes, dessinées pour honorer les défunts. Côté nationaliste, elles ont d'abord représenté une dénonciation de la censure durant les *Troubles*. « Les murals jouent un rôle important, indique-t-il. Ils rendent les membres d'une communauté fiers de leur identité », avant de préciser que « la communauté républicaine a commencé à faire des murals en 1981. Nous en faisons depuis 1907. » En introduction à sa visite, il choisit une peinture de Cú Chulainn, personnage de la mythologie irlandaise représenté mort, un corbeau sur l'épaule. Il est considéré comme un ancien défenseur de l'Ulster qui combattait les Celtes, ceux que Nev qualifie de « faux natifs d'Irlande ».

Des deux côtés, les guides s'accordent à souligner l'importance qu'ont ces murs pour les jeunes générations, qui perpétuent la mémoire d'une époque sombre. « Si on apprend aux plus jeunes à être

fiers de leur histoire et de leur quartier, ils n'auront pas envie de prendre un mauvais chemin », estime Nev. Avec des adolescents, il a dessiné une immense frise colorée dans Shankill Road, où est inscrit « Soyez fiers de vos origines et de votre culture ».

La Ville propose aux touristes des activités bien différentes. Ils sont en majorité britanniques ou irlandais et se rendent sur le site du Titanic. Les autres visiteurs, en provenance de reste de l'Europe, souhaitent davantage comprendre les *Troubles*, à l'aide des guides ou des *Black Cab*, ces taxis qui organisent des visites à la carte.

Dans le centre-ville de Belfast, les *Troubles* semblent n'avoir jamais existé. Les lieux sont aseptisés. Lavés de toute trace de guerre civile. À Belfast-Ouest, même si les murs ne gardent trace d'aucun impact de balle, les mémoriaux et les murals témoignent des plaies encore béantes laissées par trente ans de conflit. Alors que l'office du tourisme et la mairie tentent de tourner cette page sombre

de l'Histoire, il est difficile de cacher les tensions qui persistent encore entre les deux communautés dans les quartiers excentrés. « C'est une fausse paix, affirme Nev Gallagher, catégorique. Les catholiques et les protestants ne peuvent pas vivre ensemble. »

Devant le monument aux morts du quartier de Ballymurphy, qui rend hommage à onze civils irlandais tués par l'armée britannique en août 1971, John Markey partage le même avis. Le mémorial, est placé juste à côté d'une fresque représentant un jeune Irlandais tenant un drapeau dans une posture qui rappelle *La Liberté guidant le peuple* d'Eugène Delacroix. Il montre du doigt une tour construite au loin durant les *Troubles*. Un poste d'observation de l'armée britannique, qui prenait des photos et des vidéos du camp républicain. Le mémorial est installé juste en face. « C'est une façon de leur dire qu'on les regarde. Et que s'ils reviennent, on les attend. » ■

Lysiane Larbani

En mal d'étrangers

L'Irlande du Nord abrite près de 150 000 travailleurs immigrés. Ils occupent des postes clés notamment dans le secteur agroalimentaire ou hospitalier. Pour longtemps ?



Les étrangers travaillent majoritairement dans le secteur de l'industrie, l'agroalimentaire et le bâtiment.

REGARDS SUR BELFAST LA PETITE SŒUR DE BIG BEN



Le Lagan Weir Bridge est le seul pont consacré aux piétons et aux vélos. Financé par Stormont, l'assemblée nord-irlandaise, il représente la reprise en main de la municipalité dans la politique urbaine de sa ville, depuis 2012, autrefois gérée par Westminster. Derrière l'Albert mémorial Clock construite en 1869 pendant l'ère victorienne, symbole de la mainmise de Westminster sur la ville.

Déjà 46 000. Voilà le nombre de travailleurs étrangers qui ont décidé de quitter le Royaume-Uni depuis le référendum sur le Brexit en juin 2016, d'après l'Office statistique britannique. La crainte de ne pas être rejoint par leur famille, une discrimination accrue ou encore le flou autour des conséquences du Brexit les encouragent à partir.

En Irlande du Nord, les travailleurs immigrés sont près de 150 000 dont 117 000 européens. Une main-d'œuvre importante pour la province qui n'abrite que 1,8 millions d'habitants. « Le Brexit

pourrait endommager l'économie irlandaise et mettre des entreprises en difficulté. Dans le secteur de l'agroalimentaire, ces travailleurs ne pourront pas être remplacés », prévient Jérôme Mullen, consul honoraire de Pologne. Parmi ces entreprises, il y a la plus importante usine de poulet en Irlande du Nord, Moy Park, qui emploie près d'un millier de travailleurs étrangers (sur 6 300), principalement des Polonais et des Portugais.

Le secteur hospitalier serait lui aussi touché par le Brexit si les travailleurs immigrés désertent l'Irlande du Nord.

« Aujourd'hui, 50 % des infirmiers opérant en maison de retraite sont d'origine étrangère car les jeunes Irlandais ne sont plus attirés par ces filières précaires », précise Nathalie Donnelly, membre du syndicat Unison qui comporte 1,3 millions de membres au Royaume-Uni. « Très peu de gens choisissent l'Irlande du Nord », selon la syndicaliste.

Arrivés d'Europe de l'Est

Entre 2004 et 2010, dix pays d'Europe de l'Est entrent dans l'Union européenne, gonflant le nombre de travailleurs

immigrés en Irlande du Nord. « *Au début on ne comptait qu'une centaine de Polonais. Aujourd'hui, ils représentent 1 % de la population et sont la première minorité du pays* », explique Jack Crangle, étudiant chercheur à la Queen's University. Travaillant à la réception d'un hôtel du centre-ville de Belfast, Jacob Pron est arrivé en Irlande du Nord en 2004. Originaire de Cracovie, il fait partie des 35 000 Polonais qui ont choisi de tenter leur chance en Irlande du Nord. « *Je suis venu étudier la finance à Derry, il y a douze ans. Un an plus tard, j'ai découvert que j'avais un cancer. Le système de santé étant bien meilleur qu'en Pologne, j'ai décidé de rester ici pour me faire soigner* », explique Jacob, installé à Belfast depuis quatre ans.

Pourquoi immigrer en Irlande du Nord ? Certains travailleurs étrangers déçus par la ville de Londres décident de s'installer dans une capitale plus petite où la compétition est moins présente. « *Très peu de gens choisissent l'Irlande du Nord en premier* », plaisante Nathalie Donnelly.

Dans l'ombre des travailleurs européens, les communautés chinoise, indienne ou encore philippine se sont installées entre les années 1960 et 1990. À la fin des années 1960, quand la guerre civile éclate, la province est le terrain d'un véritable chassé-croisé. Alors que des centaines de Nord-Irlandais fuient le conflit, environ 1 000 Chinois originaires de Hong Kong, ancienne colonie britannique, immigreront à Belfast avec près de 500 Indiens. « *Chinois, Indiens et Philippins venaient dans cet Etat pour trouver un travail. Beaucoup n'étaient pas au courant de ce qu'il s'y passait à ce moment là* », observe Jack Crangle. Représentant une faible minorité dans la société nord-irlandaise, ces immigrés sont longtemps restés invisibles.

Il a fallu attendre 1997 pour que les minorités ethniques soient reconnues et que la commission pour l'égalité en Irlande du Nord voit le jour. « *Les travailleurs étrangers arrivent dans une société divisée qu'ils ne connaissent pas. Alors, ils sont parfois victimes d'une double*

discrimination de part leur nationalité et leur religion », continue Jack Crangle.

La fête du 12 juillet est aussi l'occasion d'observer certains débordements. Les protestants organisent des feux de joie pour célébrer la victoire de Guillaume d'Orange contre Jacques II le catholique lors de la bataille de Boyne en 1690. « *Le 12 juillet 2009, un drapeau polonais a été brûlé par un groupe de protestants loyalistes* », raconte Jack Crangle avant de reprendre : « *Les logements étant moins chers dans les fiefs protestants, les travailleurs étrangers y sont plus nombreux. Il y a donc davantage de discriminations dans ces quartiers* ». Une tendance qui ne semble pas s'inverser d'après les derniers chiffres. En 2014, les autorités comptaient 476 crimes de haine raciste contre 307 en 2013 à Belfast. Un autre motif qui, avec le Brexit, pourrait faire fuir les travailleurs étrangers pourtant indispensables à l'économie nord-irlandaise. ■

Audrey Parmentier

Nomad's land

Environ 200 Irish Travellers séjournent à Belfast. Discriminés et condamnés par une législation répressive, ils sont contraints de modifier leur mode de vie.



© AFP

De jeunes Travellers sont chassés de leur camp. Selon un rapport de l'association Traveller Movement, leurs droits seront affectés par le Brexit.

Des structures en métal calcinées s'alignent sur un sol en béton jonché d'ordures. En lettres blanches, le nom de la famille chassée – les Gavin – est tagué sur le mur. « *Début mars 2018, le camp de Glen Road Height a été démantelé puis incendié par une milice paramilitaire* », raconte Israël Hontavilla, employé municipal chargé des Irish Travellers à Belfast. Ils seraient 1 500 en Irlande du Nord et environ 30 000 en République d'Irlande. Difficile de connaître le nombre exact de ces nomades irlandais de tradition

catholique, habitués à voyager entre les deux pays. Ils s'organisent de façon clanique et parlent le Gammon, langue proche du gaélique ancien. « *Nous ne nous mélangeons pas aux autres familles et les mariages se font entre communautés* », explique Ned, la quarantaine. Ned a une carrure imposante avec ses avants-bras noircis de tatouages. Très vite, son visage change lorsqu'il évoque les discriminations que subissent les Irish Travellers. Reconnus comme une minorité ethnique par l'Irlande du Nord en

1997, ces nomades restent marginalisés. Père de six enfants, Ned évoque son parcours du combattant pour scolariser ses enfants. Finalement, il a dû les inscrire à Saint-Marie, « *dernière école ségréguée d'Europe* », souligne Israël Hontavilla. « *Même les professeurs ne mettent pas leurs propres enfants dans cette école dédiée aux Travellers* », assure Ned avec rancœur.

Entre quatre murs

Les exemples de discriminations sont légion : « *Il y a deux semaines, le serveur d'un café m'a ignoré dès qu'il a entendu mon accent* », se souvient Barbara, 38 ans. « *Les médias et les politiques véhiculent une mauvaise image de notre peuple. Certes la misère et la pauvreté peuvent encourager certains crimes mais nous ne sommes pas tous comme ça* », continue Barbara.

L'Irlande du Nord compte sept emplacements dédiés aux Travellers. À Belfast, il ne reste qu'un seul camp : Glen Road, non loin de Glen Road Height, récemment saccagé. Dans ce lieu, une poignée de maisons écruées sont alignées, toutes construites par les Irish Travellers. Les habitations sont bordées de statues de la Vierge Marie.

Faute de site décent, certains sont forcés de se sédentariser. Barbara a choisi d'habiter dans une maison bien qu'elle préférerait vivre dans une caravane, près de sa famille. « *Si on me proposait un site convenable, j'accepterais ! Je ne veux pas voir mon père vivre seul entre quatre murs. Ce n'est pas notre culture* », conclut la jeune femme.

En 1994, le Royaume-Uni annule l'obligation votée en 1968 de fournir un site aux Irish Travellers. Cette décision est suivie en 2005 par l'*Encampment law*, qui interdit de garer une caravane dans son

REGARDS SUR BELFAST L'EMPIRE DE LA ROUTE



© Kathleen Franck

En plein coeur de la cité, la quatre-voies de l'East Bridge street. La ville est conçue pour la voiture. Au fond se dresse l'Europa Hotel. Bâti en 1969, il a résisté à 39 bombardements pendant les Troubles. En arrière plan, le chantier du futur Grand Central Hotel, filiale de l'Europa. Il surplombe la Divis Mountain (478 mètres), plus haute colline de Belfast.



La famille Gavin, expulsée du camp de Glen Road Heights, a dû se disperser dans des maisons, des auberges ou des hôtels.

© Amélie Petitdemange

jardin. Une législation répressive qui vise en particulier les *Irish Travellers*. « Nous ne pouvons pas voyager car il y a des lois contre ça. On dilue la culture des Irish Travellers », soupire Barbara. Certains ont honte de ce qu'ils sont. Mais Barbara ne baisse jamais ses yeux bleus et cernés de khôl. « Il est difficile de connaître le nombre de Travellers car ils cachent

souvent leur identité. Certains essaient de modifier leur accent », déplore cette mère de famille. Chez les jeunes Travellers, l'apprentissage de l'anglais prend le pas sur celui du Gammon qui tend à disparaître. En République d'Irlande où les Travellers ont été reconnus comme minorité ethnique le 1er mars 2017, la discrimination est accrue. Pourtant, ils considèrent

l'Irlande comme une unique île. Barbara, qui vient d'un village à quelques miles de la frontière, n'a « jamais considéré l'Irlande du Nord comme appartenant au Royaume-Uni ». Elle assure avec aplomb : « L'Irlande est un seul pays, il n'y a pas de frontière. » ■

Audrey Parmentier
et Amélie Petitdemange



REGARDS SUR BELFAST DES DOCKS, FAISONS TABLE RASE



© Kathleen Franck

Les Clarendon Docks, situés dans le prolongement des quais du Titanic Quarter, ont effacé toutes traces du passé maritime. Initialement construits en 1800 afin de réparer les coques des navires et rénovés en 1990, ils hébergent maintenant un poste de police, des bureaux et un centre d'examen.

La religion perd la foi

Vingt ans après les Troubles, les deux principales confessions reculent et le paysage religieux s'ouvre.



© DR

John Brewer

Sociologue à la Queen's University

À Belfast, on trouve une église à presque chaque coin de rue. Le poids de la religion pèse encore lourd dans la société. Pourtant, depuis la fin des Troubles, le catholicisme et le protestantisme, les deux confessions principales, reculent progressivement. Entretien avec le professeur John Brewer, sociologue à la Queen's University et spécialiste du conflit religieux en Irlande du Nord.

Quelles conséquences les Troubles ont-ils eu sur la place qu'occupe la religion dans l'Irlande du Nord actuelle ?

Le conflit en Irlande du Nord, même s'il n'était pas d'ordre religieux mais politique, est souvent compris comme un affrontement entre catholiques et protestants. L'une des conséquences de cela est d'avoir renforcé l'identification et maintenu la pratique religieuse à un très haut niveau pendant longtemps. Les Nord-Irlandais étaient en quête

d'identité protestante en tant que loyalistes ou unionistes, et d'identité catholique en tant que républicains.

La religion est-elle en déclin depuis le processus de paix ?

83 % des personnes s'identifient encore à une religion, selon le dernier recensement de 2011. C'est moins que par le passé, mais cela reste conséquent. En revanche, il y a un énorme déclin de la pratique, qui touche surtout le catholicisme et le protestantisme classiques, les Églises anglicane, méthodiste et presbytérienne. Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire d'aller à l'Église pour montrer son appartenance à une communauté. Il y a bien l'évangélisme qui progresse, mais le nombre de pratiquants est tellement faible qu'il n'a pas d'impact sur la baisse générale du protestantisme. La pratique de la religion est passée d'une obligation à un choix. Cette évolution est liée au processus de paix, mais ce n'est pas la seule raison. D'autres facteurs expliquent ce déclin, notamment les révélations d'abus sexuels sur mineurs dont la presse se fait l'écho presque quotidiennement. Les jeunes générations sont en désaccord avec le conservatisme religieux, qui bloque toute avancée sur l'avortement ou les droits des personnes LGBT par exemple. Les Églises ont aussi échoué à mener un débat sur le pardon ou à

apprendre aux Nord-Irlandais à vivre ensemble, et certaines personnes ne veulent plus être associées au catholicisme ou au protestantisme aujourd'hui.

Dans ce territoire bi-confessionnel, quelles places occupent les minorités religieuses ?

Il y en a toujours eu en Irlande du Nord. La plus ancienne est la communauté juive qui s'est établie dès la fin du XIXe siècle. Il s'agissait principalement de familles fuyant les pogroms en l'Europe de l'Est. Aujourd'hui, cette communauté est en fort déclin car la plupart des jeunes juifs partent étudier ailleurs, souvent aux États-Unis, ou s'installent en Israël. Il ne reste plus que 350 juifs en Irlande du Nord. Les musulmans représentent la minorité religieuse non chrétienne la plus importante, avec 4 000 personnes. Ils sont sûrement davantage si l'on prend en compte les nouveaux arrivants, qui sont souvent des étudiants. La plus récente est la communauté orthodoxe, arrivée depuis l'élargissement de l'Union européenne en 2004. Toutes ces minorités religieuses ne représentent qu'une infime partie des Nord-Irlandais. Longtemps, les Troubles ont empêché les populations de venir s'installer ici, mais la situation est en train de changer. ■

Propos recueillis par Claire Thoizet



Catholiques
40,8 %



Protestants
41,6 %

Musulmans 0,2 %
Orthodoxes 0,1 %
Évangélistes 0,15 %
Juifs 0,02 %

GÉNÉRATION POST- TRAUMA

Suicides, travail précaire, laissée pour compte, la jeunesse cherche sa place dans une société toujours déchirée par son passé.

62 **Travail : avenir zéro**
Les jeunes pâtissent d'un marché de l'emploi en difficile mutation.

64 **Le mal-être et le néant**
Malgré la paix, un jeune sur cinq souffre de troubles psychiques sévères.

66 **IVG, le choix interdit**
Ici, l'avortement est toujours illégal. Le débat entre pro et anti fait rage.

69 **La fierté brimée**
Encore très discriminée, la communauté LGBT s'organise pour se faire entendre.

72 **Punk sur la ville**
La scène musicale vibre plus que jamais de revendications politiques.

75 **Échec de la mêlée**
Accessible à tous, en théorie, le ballon ovale reste entre les mains des protestants.

Travail, avenir zéro

À Belfast, les jeunes sont confrontés à un marché de l'emploi en pleine mutation auquel ils sont mal préparés. Certains restent, d'autres hésitent.

Il est 21 h 30, Grainne termine sa journée. Elle se dirige vers Shaftesbury Road, une grande avenue du sud de Belfast. Elle s'emmîtoufle dans sa doudoune beige, surprise par le froid. Étudiante en français et gaélique à la Queen's University, la plus grande faculté du pays avec ses 24 000 étudiants, Grainne travaille depuis quatre mois dans le supermarché Tesco Express, près de la faculté. Elle dépend du contrat zéro heure (voir encadré). « Ça me permet de m'organiser pour ma dernière année de licence, d'autant plus que j'ai beaucoup d'exams. » Pour quinze heures de travail hebdomadaire, Grainne gagne une centaine d'euros. 28 000 jeunes sont dans ce cas en Irlande du Nord. « Ce contrat arrange les employeurs. Il leur permet de ne pas nous accorder d'avantages sociaux comme les congés payés. » Instauré sous Tony Blair avec la loi sur l'emploi de 1996, le contrat zéro heure fait toujours parler de lui. En septembre 2017, des employés des McDonald's de Cambridge et Crayford étaient en grève pour dénoncer ses dérives.

De plus en plus précaires

Le taux de chômage des jeunes en Irlande du Nord s'élève à 12,6% (avril 2017). C'est quatre fois plus que celui de la population totale. Comme dans beaucoup d'autres pays, il ne recense pas les jobs étudiants et les *apprenticeship* (apprentissage). Plus de mille de Nord-Irlandais travaillent en alternance dans des entreprises pendant leurs études. La durée varie selon le nombre d'années de formation. Au total, les apprentis passent 90% du temps en entreprise. En contrepartie ? Un salaire de 3,50 £ de l'heure, à peine plus de la moitié du salaire minimum. L'apprenti se révèle être un jeune ouvrier quasiment exploité. Pour Daniel Magennis, doctorant à la Queen's University, beaucoup de jeunes

vivent dans une grande précarité. « Alors oui, ils ne sont pas au chômage, mais cela ne suffit pas pour vivre. » La moitié des jeunes de 16 ans quitte l'école avant l'obtention d'un diplôme, notamment à cause du coût des études : 13 000 £ par an au minimum. Les étudiants s'endettent sur plusieurs années. Sortis du système scolaire, ils enchaînent formation sur formation, sans que cela ne débouche sur un emploi. « Avant, on travaillait à l'usine à Belfast. Les familles étaient syndiquées, les pères faisaient entrer leurs fils. L'emploi était assuré. Aujourd'hui, les secteurs qui recrutent sont les plus précaires : les centres d'appels, les emplois liés à la culture ou les services financiers. »

En Irlande du Nord, il n'y a pas d'équivalent à Pôle emploi. Ce sont des associations de quartiers qui conseillent les jeunes et leur trouvent du travail. Elles gèrent à la fois les demandes et les offres d'emploi, à l'image du Belfast Unemployed Resource Center. Créée en 1984 et située dans le quartier de la Cathédrale Sainte-Anne, cette association vient en aide aux jeunes dont la situation professionnelle est fragile. Aisling Cartmill y organise des séances de coaching pour les demandeurs d'emploi. Elle en accueille une centaine par semaine, âgés de 16 à 25 ans. « Ils ne sont pas considérés par les entreprises. On leur fait comprendre qu'ils sont remplaçables, que 200 autres espèrent avoir leur place. Ils perdent toute confiance en eux. À l'école, l'après-diplôme n'est pas abordé », explique Aisling, exaspérée par la situation. Lors des

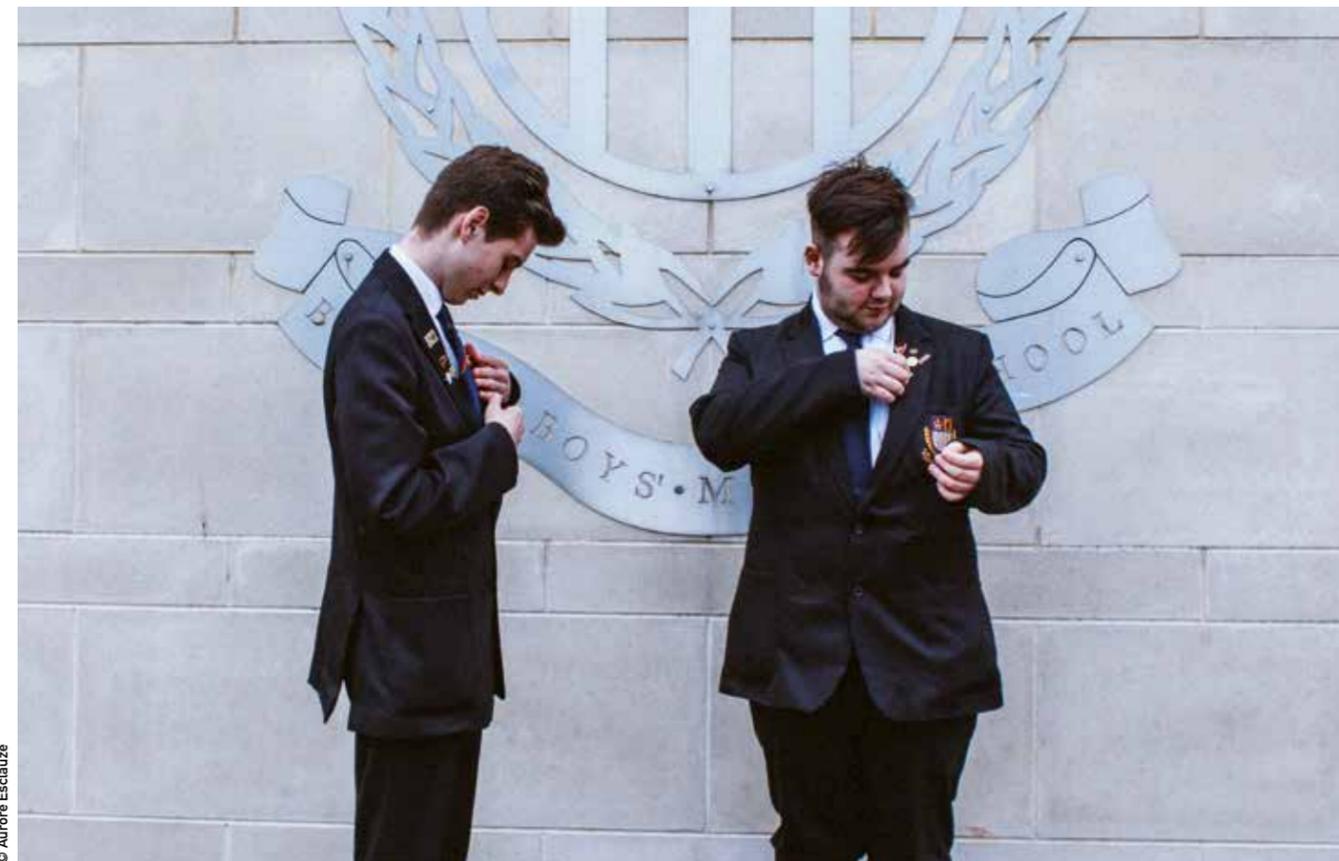
rendez-vous individuels, elle glisse souvent un rappel sur le salaire minimum, que les jeunes n'osent même pas réclamer. Elle collabore avec le syndicat de jeunes travailleurs, Ictu Youth Committee. L'une de ses membres, Kerry Fleck, intervient souvent à ses côtés pendant les séances collectives. « Il y a un fossé entre ce qu'ils apprennent à l'école et le monde du travail, dénonce Kerry. Arrivés à la fin de leurs études, ils sont perdus et mal orientés dans les secteurs qui recrutent. »

Aujourd'hui, l'Irlande du Nord n'a plus de corporation. Les syndicats sont sur le déclin après l'ère Thatcher. Le savoir-faire auparavant valorisé ne l'est plus. Ce climat empêche les jeunes de réclamer de meilleures conditions de travail ou de meilleurs droits. « Ils ne se sentent pas légitimes », analyse Amélie, trentenaire et professeure assistante de français à la Queen's University. « Les

« LES JEUNES TRAVAILLENT PLUS POUR GAGNER MOINS »

jeunes se résignent à travailler plus pour gagner moins. Pour eux, avoir un travail, même précaire, est synonyme de graal, d'où l'absence de revendications. » Kerry Fleck précise : « se syndiquer ou s'engager dans une cause augmente les risques d'être licencié. Ici, être dans un rapport de force pourrait faire écho à la violence des Troubles. »

Un samedi matin ensoleillé. Les larges allées de la Queen's University sont



© Aurore Esclauze

désertes. Pour trouver les étudiants, il faut pousser les portes du Main Site Tower, imposant bâtiment aux briques rouges.

Dans le hall, Lucy s'affaire. Elle dispose des ballons rouges et noirs aux couleurs du Students Union Queen's, un collectif étudiant dont elle est vice-présidente. Aujourd'hui, c'est la journée portes ouvertes de l'université. « On essaie de faire venir les lycées de toute l'Irlande du Nord, pour leur montrer que notre faculté est une solution d'avenir. » Fianna, 17 ans, et Amy, 18 ans, sont venues de Newry, à 160 kilomètres au sud de Belfast, pour découvrir les formations auxquelles elles souhaitent postuler. « En maths et physique, la Queen's est très bien classée, mais on réfléchit encore. Ici, on a peur de ne pas trouver de travail. » Pourtant, à Belfast, le loyer étudiant est moins cher, explique Grainne. « Ma sœur vit à Dublin, elle paye plus de 500 livres, contre 200 pour moi. »

Rester malgré tout

Un argument qui ne convainc pas tous les jeunes Belfastois. Les opportunités sont ailleurs. Brendan a 21 ans. Originaire de Derry, il est parti à Londres il y a trois ans

pour étudier l'art. Il se plaît dans la capitale britannique. « Je me sens à ma place, moins étouffé, plus libre et ambitieux. » À 23 ans, Daireen, lui, a choisi Dublin pour suivre son master en affaires internationales. « Après une licence à Belfast, je voulais partir. Je m'y ennuyais. Des cousins m'ont parlé de Dublin. J'étais alors sûr de quitter l'Irlande du Nord. » Tous deux sont unanimes : le travail est loin de Belfast.

Depuis l'annonce du Brexit le 23 juin 2016, certains décident finalement de rester comme Steven Harvey, lui aussi membre du Ictu Youth Committee. « On nous promet des "Brexit Posts", des emplois qui s'adapteraient à la nouvelle situation économique. Cela pourrait être un appel d'air pour l'emploi. » Dans le lumineux hall du Main Site Tower, Fianna et Amy sont assises autour d'un café et rêvent de leurs futures études. Nées après 1996, elles ne portent pas les stigmates des Troubles. Elles incarnent une nouvelle Irlande, celle de la paix et des incertitudes. ■

Aurore Esclauze
et Audrey Morard

Contrat zéro heure

Créé en 1996, ce contrat à la semaine n'a pas d'horaire fixe. L'entreprise n'a aucune obligation à donner du travail. Le salaire est donc fluctuant.

En 2017, 1,4 million de personnes en ont bénéficié au Royaume-Uni, dont plus de 28 000 en Irlande du Nord.

Les jeunes sont payés au salaire minimum par heure soit :

- Plus de 25 ans : 7,83 £
- 21 à 24 ans : 7,38 £
- De 18 à 20 ans : 5,90 £
- Moins de 18 ans : 4,20 £
- Apprentis : 3,70 £

En contrat zéro heure, la moyenne de rémunération par semaine de travail est de 118 £ contre 479 £ pour un emploi à temps complet.

Le mal-être et le néant

Drogue, dépression, anxiété : 20% des jeunes de moins de 18 ans souffrent. La société s'active pour protéger la nouvelle génération.

Des murs nus, des escaliers qui grincent. Les locaux de l'association Me4Mental sont austères, mais le sourire de sa présidente Patricia Flanagan McClean rend l'atmosphère chaleureuse. La jeune femme détonne, avec son fard à paupières argenté et son blush rose. Pourtant, elle est en grave dépression : boulimie, crises d'angoisse à répétition et même tentatives de suicide. « *Quand on se casse un bras, tout le monde le voit. Mais quand on va mal dans sa tête, personne ne veut comprendre.* » Patricia a essayé plusieurs fois d'être prise en charge dans l'unité Grangewood de l'hôpital de Derry, consacrée à la santé mentale. Mais les places sont rares. « *Il n'y a que seize lits. Il faut en être au point d'arracher le papier peint ou d'avoir fait une tentative de suicide pour y entrer.* » La trentenaire connaît bien la salle d'attente vétuste. À chaque fois, elle guette l'infirmière psychiatrique qui la suit. « *Je la vois cinq minutes à peine. Elle se contente de me fixer un rendez-vous avec un médecin dans... six mois ! C'est un système inutile.* » Patricia déplore le manque de formation du personnel hospitalier, souvent incapable de reconnaître un suicidaire. « *Des*

jeunes sortent de ces rendez-vous pour ensuite se jeter du Pont de Derry... » Dépression, alcoolisme, anxiété. Un jeune sur cinq de moins de 18 ans a « *de sérieux problèmes de santé mentale* », estime un rapport du Département de Santé de l'Irlande du Nord, publié en 2017. « *Les jeunes consomment des drogues dures, boivent sans savoir s'arrêter. Les cas d'addictions qui mènent au suicide sont de plus en plus nombreux.* » Affiches sur les abribus, panneaux publicitaires, les campagnes de prévention ont pris possession des rues de Belfast.

Accros aux antidépresseurs

Dans l'ambiance feutrée du restaurant Havana Bank, dans le centre-ville, Philip McTaggart peine à cacher son émotion. En 2003, son fils, Philip Junior glisse une corde autour de son cou et se pend. Il a 17 ans. « *Je pensais qu'il allait bien. Il travaillait, sortait beaucoup avec ses amis. Sa grand-mère m'a appris sa mort par téléphone, je n'ai pas voulu y croire.* » Dans l'entourage de son fils, six autres jeunes mettent fin à leurs jours dans les mois qui suivent. Une amie de Philip perd ses trois enfants, eux aussi retrouvés pendus à

quelques semaines d'intervalle. Il décide alors d'agir pour arrêter « *l'effet domino* ». Il fonde l'association Pips (du surnom de son fils), sans la moindre aide de l'État, pour sensibiliser et prévenir les jeunes contre les troubles de la santé mentale. Le budget consacré aux maladies psychiques ne représente que 17% du budget total de la santé. « *En 2006, le gouvernement avait créé un premier programme d'action, Protect Life, pour réduire les suicides de 15 à 20%. Sans effet. Le programme Protect Life 2 a alors été lancé en 2016. Là encore, rien n'a bougé.* » En octobre 2017, Philip McTaggart organise une marche pour réclamer la création d'un centre d'aide à Belfast. Une centaine de personnes y participe. « *Des hommes politiques m'ont directement appelé pour essayer de l'annuler. Il ne fallait pas faire scandale.* » Au-delà des paroles, Philip réclame des actes comme de nouveaux horaires pour les centres d'accueil. Les portes ferment à 17 heures, « *beaucoup trop tôt* », selon lui. Comme lui, Patricia demande un meilleur suivi dans les troubles de la santé mentale. Elle a créé Me4Mental en janvier 2017, avec comme leitmotiv « *It's*

ok to be not ok » (« On a le droit d'aller mal »). Chaque semaine, elle organise des réunions, des « *groupes d'amitié où le but est de parler librement et repartir avec le sourire, sans aucun cadre médical.* »

En Irlande du Nord, une personne sur six prend des antidépresseurs tous les jours. Paul McCabe travaille à l'hôpital de Belfast, au sein de l'équipe en charge de la santé mentale. Pour lui, avoir recours aux médicaments est totalement normal. « *Les gens doivent en prendre. C'est un réflexe pour nous d'en prescrire.* » Des propos qui indignent Patricia. « *Tu vas chez ton médecin, il te prescrit automatiquement des antidépresseurs. Les malades sont accros, ils se suicident par overdose. Dire à quelqu'un : vous allez aller mieux*

en prenant un cachet, ce n'est pas lui rendre service, c'est étouffer son mal-être. » Elle garde en tête un souvenir bien précis : une arrivée à l'hôpital de Derry où on lui a donné « *un cocktail bien fort pour rester silencieuse et allongée sur son lit* ». Surtout, ne pas se faire entendre.

« *La santé mentale est encore trop stigmatisée. On en a peur* », déplore Brandon,

le collègue de Patricia à l'association Me4Mental. À Halloween, on assiste à des parodies de malades mentaux en blouse blanche ensanglantée qui défilent en vociférant dans les rues de Belfast. « *Cela témoigne de l'ambiance générale. Au sein de nos communautés, dire qu'on ne va pas bien est très mal vu. On n'a pas le droit de montrer ses faiblesses.* »

Le poids de l'Histoire

Les hommes, surtout, se sentent brimés. Le rapport du Département de santé de l'Irlande du Nord indique que 77% des jeunes suicidaires sont de sexe masculin. Pour Aaron, fondateur du groupe de soutien Behind The Masc (Derrière le Masc/la Masculinité), les Églises ont

leur part de responsabilité. « *Elles véhiculent l'idée que les jeunes hommes n'ont pas le droit de pleurer, de flancher. Ils n'ont pas le droit d'exprimer leur mal-être.* »

Siobhan O'Neil, psychologue spécialisée dans la santé mentale chez les jeunes nord-irlandais, affirme que la société est malade et le paie encore. « *Le spectre des Troubles plane sur cette nouvelle génération. Elle est née dans une société brisée par le conflit. On a cru que l'on pouvait s'en remettre en vingt ans, mais c'est faux.* » Les Troubles ont marqué l'Irlande du Nord au fer rouge par ses attaques meurtrières, ses émeutes et ses attentats sanglants. Le processus de paix, dans un pays réunifié, n'est que relatif. « *On fait semblant d'ignorer les animosités qui existent encore entre catholiques et protestants, explique Siobhan O'Neil. Or les familles ont été traumatisées par la guerre civile, elles en portent encore les stigmates.* » Elle évoque également un problème d'identité nord-irlandaise. « *On ne sait plus si l'on est catholique, protestant ou tout simplement irlandais. Les jeunes grandissent dans une société qui ne sait pas qui elle est, qui ne confère ni sentiment de sécurité, ni confiance.* »

Un sentiment d'autant plus fort dans les écoles du pays. Selon une enquête, chaque élève avoue ressentir une pression très importante pour réussir, pouvant aller jusqu'au burn-out. À la Belfast Boys School, dans le quartier nord de la ville, la sonnerie retentit. C'est l'heure de la pause. Dans le couloir, les professeurs en profitent pour s'avancer vers les élèves et leur demandent : « *Vous allez bien ?* » Cette école est la première à avoir développé une application mobile concernant la santé mentale, MindSight. Lewis et Nephan, 17 ans, en sont les créateurs. La plateforme, utilisée par 200 000 jeunes, propose des conseils pour se sentir moins déprimé, des tests pour savoir si l'on est dans un état critique et des numéros à appeler pour discuter en cas de coup de blues. De plus en plus d'initiatives comme MindSight se développent en Irlande du Nord pour faire de la prévention. « *Le suicide n'est pas dans nos gènes, affirme Philip McTaggart, le fondateur de Pips, mais notre société reste à reconstruire. On a pris conscience du problème, maintenant il faut agir.* » ■

**Aurore Esclauze
et Audrey Morard**



Aaron McIntyre, créateur du groupe de soutien Behind The Masc.



Philip McTaggart, fondateur de l'association Pips.



Patricia Flanagan McClean, présidente de Me4Mental.

IVG

le choix interdit



Emma Campbell, ancienne photographe professionnelle s'occupe du domaine culturel de l'association pro-choix Alliance for Choice.



Bernadette Smyth, présidente de la plus grande organisation anti-IVG nationale, très proche de l'ancien ministre de la santé conservateur Jim Wells.

Avorter, c'est risquer la prison à vie. Le pays est l'un des plus répressifs d'Europe. Sur le terrain, les deux camps se livrent une guerre sans merci.

« Venez toucher les fœtus ! », la femme blonde quitte le fauteuil mauve qui trône au milieu du salon pour se diriger du haut de ses escarpins roses vifs vers une étrange boîte. À l'intérieur, trois reproductions de fœtus en silicone. Bernadette Smyth, sourire accroché à ses lèvres fuschias se rassoit pour continuer son topo. Le discours est millimétré. Celle que ses détracteurs et collègues surnomment « Bernie » dirige Precious Life, l'organisation anti-avortement la plus importante d'Irlande du Nord. Son local est à son image : tout rose. Des fleurs artificielles sur chaque table, une énorme bougie parfumée et surtout ... des bébés. Des images de bébés partout : sur chaque mur, sur les étagères, sur le calendrier, en bas relief...

C'est en 1997, après avoir vu la photo d'un embryon avorté qu'elle s'est sentie « investie d'une mission : informer les femmes sur les dangers psychologiques et physiques de l'IVG ». Aujourd'hui, Precious Life compte quinze salariées dans le pays et des centaines de bénévoles de tout âge, chrétiennes ou non. Pas d'homme. Régulièrement, elles manifestent, organisent des conférences et interviennent dans les écoles. « Nous voulons que le pays conserve sa loi pro-life. Que les Nord-Irlandaises n'avortent pas, dans le pays ou ailleurs », explique-t-elle.

Poppy Grace

Ici, l'interruption volontaire de grossesse est considérée comme un crime passible d'emprisonnement à vie. Une IVG ne peut avoir lieu que si la santé mentale ou physique de la mère est en danger, mais pas en cas de malformation grave du fœtus, de viol ou d'inceste. Il est légal d'avorter en Angleterre depuis 1967 mais pas en Irlande du Nord, qui reste pourtant fortement attachée à la législation britannique. Comme pour palier cette différence, le 27 juin 2017, le parlement du Royaume-Uni annonce qu'il rend gratuite l'IVG pour les Nord-Irlandaises sur le sol anglais.

Pour protéger le statu quo de la loi sur l'avortement, toutes de rose vêtues, les femmes de Precious Life arpentent le pays et distribuent des tracts ornements

de photos de fœtus en sang. Leur emblème : Poppy Grace, un bébé décédé huit jours après sa naissance à cause d'une grave malformation détectée au début de la grossesse, mais que la mère a décidé de garder.

Quand les anti-avortement sortent dans la rue, les militantes pro-choix ne sont jamais loin. Alliance for Choice est l'ennemi historique des anti-IVG. Née en 1996, un an avant Precious Life, l'organisation fait campagne pour que les Nord-Irlandaises puissent avorter « en toute sécurité, légalement et gratuitement ». Tous les samedis à 14 heures, l'association qui défend le droit à l'IVG pose son étal et ses tracts violets dans le centre ville de Belfast. « Avant j'escortais les patientes de la clinique Marie-Stopes », explique Lauren, qui tracte pour la première fois. Fondé à Belfast en 2012, ouvert deux jours par semaine, cet établissement privé était le premier du pays à proposer l'IVG aux femmes dont la vie était menacée par leur grossesse. À chaque fois qu'une patiente s'y rendait, même rituel : banderoles et mégaphones à la main, les disciples de

« JE NE SOUTIENS PAS LES DROGUÉS À L'HÉROÏNE. C'EST PAREIL POUR LES FEMMES QUI AVORTENT »

Precious Life étaient postées à l'entrée, bien décidées à dissuader toute femme souhaitant interrompre sa grossesse. Par manque de fonds, la clinique a fermé en 2017. Lauren protégeait et escortait bénévolement ces femmes.

Bernadette Smyth se félicite de l'échec de la clinique Marie-Stopes et reprend avec fierté : « Vous avez vu le nombre de poussettes dans les rues de Belfast ? Il y en a tellement ! Ici, on n'avorte pas. Je suis ravie de voir autant de mères si jeunes. » Et Bernie exagère à peine. En 2014, 3,4% des naissances concernaient des jeunes femmes de moins de 20 ans. En France, à la même époque, cela correspondait à 1,8% des

Référendum en République d'Irlande

En République d'Irlande, il est aussi interdit d'avorter, sauf si la vie de la mère est en danger. Chaque jour, douze Irlandaises traversent l'océan pour accéder à une IVG en Angleterre. En janvier 2018, la République d'Irlande a annoncé qu'un référendum qui vise à assouplir la loi se tiendrait fin mai. Une annonce qui fait écho à une mobilisation pro-choix de plus en plus importante dans le pays. En 2012, l'histoire de Savita Halappanavar avait indigné au-delà de l'île. Cette femme de 31 ans, décédée à l'hôpital, s'était vue refuser un avortement alors qu'elle faisait une fausse couche. Autre vague d'indignation : en novembre 2016, deux Irlandaises avaient live-tweeté leur voyage en Angleterre pour avorter sous le pseudo « Two Women Travel ». Les deux anonymes avaient conclu leur périple en postant un dernier tweet pour défendre toutes « ces femmes qui ont choisi d'avorter mais n'ont pas choisi d'être humiliées par le secret, la panique et la culpabilité que ce voyage inspire. »

« LES JEUNES FILLES PRIVILÉGIENT LA COMMANDE DE PILULES ABORTIVES SUR INTERNET »

naissances. Les chiffres de voyages vers l'Angleterre baissent considérablement et Bernadette Smyth s'en félicite: « *s'il y a de moins en moins de Nord-Irlandaises qui traversent l'océan pour avorter : c'est grâce à notre action* ».

Pour Emma Campbell, co-présidente d'Alliance for Choice, ce déclin mérite une autre interprétation. Dans son bureau du quartier catholique de Belfast, affiches féministes et visage de Bernie caricaturé au mur, son bébé de six mois dans les bras, elle explique : « *Ces chiffres baissent simplement parce que les jeunes filles privilégient la commande de pilules abortives sur Internet* ». Le 8 mars 2017, lors de la Journée internationale des droits des femmes, la police nord-irlandaise s'était rendue chez des militantes pro-choix pour perquisitionner leur logement à la recherche de ce genre de pilule. Même en ligne, cet achat reste interdit.

De « folle » à « fragile »

En 2014, une jeune Nord-Irlandaise a été dénoncée par ses colocataires à la police. Elle a été condamnée à trois mois de prison avec sursis pour s'être procurée deux pilules abortives sur Internet car elle n'avait pas les moyens de se rendre en Angleterre. Le voyage et l'intervention coustaient en moyenne 900 euros. Devenue le symbole de la cause pro-choix en Irlande du Nord, son procès s'est tenu en avril 2016. Depuis, les rangs d'Alliance for Choice gonflent encore et encore. « *Ces histoires prouvent l'absurdité de la loi et font prendre conscience aux Nord-Irlandais qu'une réforme est primordiale* », affirme la fondatrice de l'organisation.

Pour Bernie, cette femme est un bandit qui mérite sa peine: « *Elle avait violé la loi.* »

Je ne soutiens pas les drogués à l'héroïne. C'est pareil pour celles qui avortent. » Bernadette n'est pas la seule à condamner la jeune femme. Elle est même soutenue par la majorité des partis du pays.

« *Nous sommes trop ancrés dans une culture religieuse et les politiciens sont tous anti-IVG par tradition. C'est quasi-suicidaire de se prononcer en faveur d'une réforme de la loi sur l'avortement* », explique Fiona Bloomer, docteur en sciences politiques à l'Université d'Ulster et spécialiste de l'avortement. Le Democratic Unionist Party (DUP), force politique du pays, est conservateur contre toute réforme, tandis que le Sinn Féin, l'autre parti majoritaire, ne se prononce pas. « *Seule Claire Bailey, du parti des Verts est ouvertement pro-choix et membre de l'assemblée nord-irlandaise* », reprend le spécialiste. « *J'ai fait plusieurs analyses du vocabulaire des élus à l'assemblée. Le regard sur la femme qui avorte a changé. Elle était "folle" dans les années 2000, en 2018 elle est devenue "fragile". S'il reste péjoratif, le regard des politiques sur celles qui ont interrompu leur grossesse s'adoucit* ». Un changement dû, selon Fiona Bloomer, au regard de plus en plus attentif des Nations unies sur le pays. L'organisation enquête depuis 2012 sur le cas de l'avortement en Irlande du Nord pour « *violation des droits de l'homme* ». Mais, selon l'universitaire, tant que le système scolaire nord-irlandais gangréné par les mouvements anti-IVG n'est pas réformé, aucune avancée pro-choix n'est possible. Entre 2016 et 2017, treize interruptions de grossesse ont eu lieu en Irlande du Nord. En 2017, 700 Nord-Irlandaises ont traversé l'océan pour avorter sur le sol anglais. ■

Constance Vilanova

Les anti-IVG sur les bancs de l'école

Dans les écoles du pays, majoritairement religieuses, les directeurs choisissent eux-mêmes les organismes qui donnent des cours d'éducation sexuelle et Bernie est souvent conviée. « *Deux-tiers des écoliers de plus de 12 ans ont reçu des cours d'éducation sexuelle de la part d'organismes anti-IVG* », affirme Emma Campbell d'Alliance for Choice. Love for Life est celui qui intervient le plus dans les écoles nord-irlandaises. En 2015, 30 000 élèves ont assisté à des leçons de cette organisation chrétienne et anti-IVG qui dénonce le sexe avant le mariage. « *Dans mon ancien lycée, toutes les filles doivent porter un badge anti-avortement sur le col de leur veste d'uniforme* », témoigne Anna Cafolla, 26 ans. La jeune fille organise aujourd'hui des soirées avec le collectif Room of Rebellion pour soutenir les organisations pro-choix de tout le Royaume-Uni. Dans les coulisses de la boîte de nuit le BlackBox à Belfast, la DJ dénonce et raconte le système éducatif de son pays. Elle décrit une société nord-irlandaise où le sexe n'est jamais évoqué, très peu entre adolescentes et surtout pas avec les parents. « *C'est à cause d'un système éducatif anti-IVG, dans lequel on n'apprend pas aux étudiantes que la pilule et le préservatif existent, que les filles sont contraintes d'avorter. Les groupes anti-choix dénoncent des avortements dont ils sont la cause* », conclut la jeune femme.



La fierté brimée

Harcèlement à l'école, discriminations dans les services publics... À Belfast, malgré plus de tolérance, les personnes LGBT restent stigmatisées.

Ils s'appellent Kathy, Philip, Damian, Eoghan et Caitlin. Ils sont gays, lesbiennes ou transgenre et ils ont entre 16 et 19 ans. Ce samedi, ils sont venus au Youth LGBTQ Forum, organisé sur les hauteurs de Belfast, à la Manor House. « *Vous connaissez la différence entre un bisexuel et une licorne ?* demande une organisatrice à l'assemblée. *On peut voir une licorne à la télévision.* » L'ambiance est détendue, mais les sujets abordés sont loin d'être légers : visibilité dans les médias, éducation sexuelle, programme d'éducation inclusif. Cette première journée consacrée à la jeunesse

LGBT est organisée par l'association Cara Friends, l'une des premières structures du pays à se consacrer à l'homosexualité depuis 1974, alors même que celle-ci n'était pas encore dépénalisée. Aujourd'hui, l'association se concentre sur les adolescents, travaille avec les écoles et forme les enseignants.

Coming-out difficile

En Irlande du Nord, où la religion occupe une place encore très importante, les homosexuels subissent du harcèlement quotidien, font face à un manque de considération des politiques et ont

peur de faire leur coming-out. « *Si j'avais un copain, je ne lui manifesterai aucune affection en public* », affirme Damian. « *On ne se tient pas la main dans la rue, les gens peuvent s'énervier et nous hurler d'aller en enfer* », témoignent Sarah et Lauren, en couple depuis deux ans. Selon la BBC, en Irlande du Nord, 39% des personnes LGBT ont déjà été agressées en raison de leur orientation sexuelle ou de genre. Partir vivre à Dublin, à Londres, ou dans n'importe quelle autre ville du Royaume-Uni, est une évidence pour beaucoup d'entre eux. « *On s'y sent plus soutenus, plus en*

sécurité. Au moins, on y est traités en être humain », explique brutalement Kathy, se rappelant peut-être que le Royaume-Uni figure en première place du classement de l'association de défense des droits de l'homme ILGA-Europe des pays les plus accueillants pour les personnes LGBT. Ses amis ne la contredisent pas, sans doute sont-ils d'accord avec elle.

Pas d'éducation sexuelle

Pour autant, les jeunes LGBT ne sont pas résignés. En 2017, 20 000 personnes ont défilé dans les rues de la capitale lors de la marche des fiertés, dont de nombreux jeunes. Parmi ceux présents au forum, beaucoup sont engagés dans des clubs LGBT, ou siègent même au Young City Council. Ce jour, la salle de la Manor House est pleine à craquer. À chaque table, les organisateurs posent un sujet de discussion, comme les problèmes de santé qui les touchent. Du sac à dos de Li et Kayleigh, toutes deux 17 ans, dépasse un drapeau arc-en-ciel, assorti à leur ombre à paupière. À la table voisine, plusieurs transgenres arborent des cheveux bleus et violets. Sarah a passé son bras autour de la taille de Lauren. Les lycéens débattent avec ardeur, heureux d'avoir enfin un endroit où discuter. À Belfast, les LGBT mineurs n'ont aucun lieu pour se retrouver et échanger, les boîtes de nuit gays étant réservées aux plus de 18 ans.

Il est aussi difficile d'échanger à l'école, puisque 65% des LGBT subissent du harcèlement scolaire. « J'ai vu beaucoup d'homosexuels se faire persécuter par leurs camarades. Je n'ai jamais pu faire mon coming-out », explique Lauren, 22 ans. Caitlin, elle, a dû changer d'école. « J'étais dans une école catholique. J'ai été quasiment exorcisée », raconte-t-elle, une trace de fureur dans les yeux. C'est exactement la raison pour laquelle Declan Meehan a voulu organiser cet événement. « Ils passent la majorité de leur temps à l'école, mais ce n'est pas un endroit sûr pour eux. » Même si des élèves comme Caitlin sont dorénavant dans une *integrated school* (école intégrée qui rassemble les communautés protestantes et catholiques), la question de l'orientation sexuelle est encore très peu abordée : « La plupart préfère parler de sexe d'un point de vue purement religieux et ne parlent que mariage et procréation », explique Declan Meehan.

Comme dans d'autres pays, la situation est pire quand on sort de la capitale. Dans les zones rurales, les jeunes se sentent isolés de la communauté LGBT. Beaucoup quittent la campagne et les petites villes pour Belfast et Derry. « Le centre-ville et les quartiers autour de l'université sont ceux où on se sent le plus en sécurité à Belfast », concède Gavin Boyd, responsable des politiques au Rainbow Project, une association créée en 1994. Il y a pourtant eu des progrès en Irlande du Nord, et surtout dans la capitale. Les activistes s'entendent sur un point : la situation pour les personnes gays, lesbiennes, bisexuelles et transgenres, n'est pas la même qu'il y a dix ans. « Les mentalités évoluent de plus en plus vers l'acceptation », raconte Micky Murray, président de l'Alliance LGBT. La société a toujours un temps d'avance sur les politiques. » Pourtant, l'Irlande du Nord est souvent en retard sur le reste du pays. C'est le dernier territoire à avoir dépénalisé l'homosexualité ou à avoir autorisé les hommes gays à donner leur sang, en 2016. Au Royaume-Uni, c'est le seul territoire qui n'autorise pas le mariage entre personnes de même sexe. « Nos politiques ne sont pas connectés à la société », regrette Gavin Boyd. Rien ne sort jamais de l'assemblée de Stormont pour la communauté LGBT. » Les jeunes font ce qu'ils peuvent pour améliorer les choses, à leur niveau. « Dans mon école, il y a des toilettes neutres, où on peut aller quelque soit notre orientation de genre. Cela nous a pris cinq ans pour y arriver », raconte Philip. Cinq années, pour changer seulement la porte des toilettes. ■

Aurore Esclauze
et Claire Thoizet

**« ON NE SE
TIENT PAS LA
MAIN DANS
LA RUE, LES
GENS PEUVENT
S'ÉNERVER ET
NOUS HURLER
D'ALLER EN
ENFER »**

Le mariage en discussion à Westminster

Coincée entre la République d'Irlande et le reste du Royaume-Uni, l'Irlande du Nord est le dernier territoire des îles britanniques où les couples de même sexe n'ont pas le droit de se marier. Adopté sans esclandre par le parlement de Westminster, le mariage est possible en Angleterre et au Pays de Galles depuis 2013, et en Écosse depuis 2014. Même la République d'Irlande, connue pour son conservatisme, a voté en sa faveur lors d'un référendum en 2015. Au Nord, les couples homosexuels mariés ne sont pourtant pas rares. Il suffit de traverser la frontière pour pouvoir se marier. Mais une fois de retour chez eux, leur union n'est pas reconnue. La société nord-irlandaise semble être prête pour le changement. En juin

2016, un sondage montrait que 70% des Nord-Irlandais étaient en faveur du mariage pour les personnes de même sexe. Depuis 2012, à Stormont, l'assemblée d'Irlande du Nord a voté à cinq reprises sur la question. À la cinquième, en novembre 2015, le mariage obtient même la majorité des votes. « La seule raison pour laquelle nous n'avons toujours pas le mariage, c'est parce que le Democratic Unionist Party (DUP) bloque tout », explique Gavin Boyd, du Rainbow Project. La situation est due à la « *petition of concern* » prévue par l'Accord de Vendredi saint. Elle permet à l'un des principaux partis de s'opposer à une loi votée par l'Assemblée s'il le souhaite. Seule condition : rassembler la signature de 30 députés.

En pleine crise gouvernementale, les activistes LGBT espèrent enfin un progrès sur la question, et mettent la pression sur Westminster, pour légiférer en Irlande du Nord, tant que celle-ci n'aura pas constitué de nouvel exécutif. « Tout le monde voudrait que la crise cesse, mais il y a des avantages à en tirer, surtout pour notre communauté. Nous menons désormais notre campagne en faveur du mariage entre personnes de même sexe à Londres », explique Declan Meehan, de Cara Friend. « On se bat depuis plus de dix ans pour l'avoir, et c'est pour bientôt », se réjouit Micky Murray, de l'Alliance LGBT, avec l'espoir que le mariage ne soit qu'une première étape pour améliorer la situation des personnes LGBT en Irlande du Nord.



Pour Eoghan, 17 ans, le mariage entre personnes de même sexe est une priorité.

Punk sur la ville

Dans les salles de concerts, ils évoluent en marge des tensions intercommunautaires et imposent leur propre vision politique.



La Warzone est l'une des salles emblématiques de la scène punk à Belfast. Une cuisine y est accessible en libre service.

Dehors, des balles, des bombes et des morts. Dedans, des chants, de la joie et des punks. Le contraste était fort et l'époque unique. C'était les *Troubles*, dans la deuxième moitié des années 1970. En 1974, aux Etats-Unis, les Ramones avaient déjà ouvert la voie en musique au mouvement qui prône le DIY – « *Do It Yourself* », le fait maison et, souvent, à l'arrache –, les tempos rapides, les chansons courtes et les voix crasseuses. Ils furent suivis ensuite par les Sex Pistols et The Clash à Londres. Le phénomène touche ensuite l'Irlande du Nord, auparavant surtout nourrie à la country et au blues. Des groupes se mettent alors au punk, jusqu'à sortir parfois du lot, comme RUDI, The Undertones ou Stiff Little Fingers. Tous sont restés dans les mémoires, de ceux qui ont connu l'horreur comme de ceux qui en étaient loin.

Depuis vingt ans, la guerre civile s'est officiellement achevée avec l'Accord du Vendredi saint. Officieusement, les tensions sont encore fortes et les quartiers toujours scrupuleusement délimités entre les communautés protestante et catholique. Le punk, lui, a ses fiefs et ses représentants au cœur de Belfast. Il est le marqueur d'une époque qui survit au changement, si fidèle à sa ville et son histoire qu'il engendre une communauté alternative à part entière.

« *Ce qu'il y a d'unique, dans le punk de Belfast, c'est qu'il y a dans un même endroit un mélange de toutes les sous-cultures.* » Marty McGuigan passe presque inaperçu, avec sa chemise, son cardigan, son chapeau et son pardessus. Il a 38 ans, des creepers au pied et joue, avec son groupe United Bottles, du punk de gauche, combattant, entre autres, « *le racisme, le sectarisme, le sexisme* ». À ses côtés, se tient Matt, 31 ans, un peu enrobé, lunettes sur le nez, t-shirt noir, rangers et chaîne

à la ceinture. Il donne raison à son aîné. « *Ici, à la Warzone, j'ai des amis métalleux, hardcore kids [plutôt gothiques, ndlr], crusties [similaires aux punks à chien, ndlr]...* »

La Warzone est la salle où joue ce jeudi soir United Bottles ainsi qu'une flopée de groupes amis. Oi!, psychobilly, hardcore... Les sous-genres punk aux noms bizarres sont tous au programme de la soirée dans ce bastion de l'anarcho-punk, un autre sous-genre éminemment politique amorcé par la chanson *Anarchy in the UK* des Sex Pistols et représenté par des groupes comme les Anglais Crass ou les Français Bérurier noir. Dans ce petit local du centre-ville, anciennes et nouvelles générations de punks se réunissent pour des concerts où tout type de dégaines défilent.

Anarchy in the N.I.

Johnny, 32 ans, monte sur scène. Il assure la batterie pour trois groupes différents. Il affiche fièrement sa culture, à grand renfort de piercings et de tatouages du genre DIY. Les cheveux rasés sur les côtés, une mèche en catogan lui traverse le crâne, il mâche ses mots et parle d'une voix rocailleuse, usée. « *On est en train de se faire virer de notre ville. Westminster détruit tout le centre pour construire des bureaux ou je ne sais quoi. Les gens n'ont pas d'argent mais l'argent est de plus en plus visible. Toute ma famille est partie de Belfast.* » Son regard est doux, sa bouche affiche un sourire bancal, mais Johnny semble désespéré. « *J'ai trois groupes mais bon, je gagne pas un rond !* », lâche-t-il dans un éclat de rire.

Nombreux sont les punks de la Warzone à prendre le micro pour cracher leur déception et leur colère. Ses résidents affirment souvent, à l'instar de Johnny, vouloir « *dire les choses en face* », parler frontalement du sectarisme, de la crise



Billy McConnell, musicien et responsable de la Warzone.

© Jérémie Vaudaux



© Jérémie Vaudaux

que traverse l'Irlande du Nord, maintenant que « le syndrome post-traumatique [des Troubles] est passé », comme l'affirme Marty ; la salle, pourtant, est un refuge, un moyen de s'échapper, de « fuir toutes ces conneries », crache le jeune Matt, pour contredire ses deux amis.

Sans doute évitent-ils de se rappeler les années 1970 – où les jeunes s'échappaient de la réalité violente avec des concerts très punks plutôt apolitiques, réunissant les deux communautés catholique et protestante. Eux se revendiquent plutôt de la deuxième vague punk, arrivée dans les années 1980 et qui a au contraire politisé le mouvement.

« À cette époque, tout à coup, tout ce que vous mangiez était politique, tout ce que vous portiez était politique », se rappelle le journaliste musical Stuart Bailie. Après avoir travaillé onze ans pour le magazine NME, il fut parmi les fondateurs du Oh Yeah Centre, en 2007, à Belfast. Ce lieu, situé au cœur du quartier de la Cathédrale, rassemble une salle de concert et un petit musée de l'histoire musicale, principalement punk, de la ville et des environs. Deux services gratuits, pour toutes sortes de public. « Cet endroit, ce n'est pas la

Warzone. Il est beaucoup plus ouvert, plus démocratique », précise Stuart Bailie.

Changement de ton

À première vue, tout oppose les lieux. Ici, tout est neuf, des enfants et des personnes âgées déambulent. Il y a des pièces de collection, on peut y acheter des bières, tandis qu'à la Warzone, l'entre soi domine et chacun, amène son alcool. « La Warzone est un lieu de punk pur, elle est fondamentaliste. Mais je pense qu'il y a de la place pour deux, précise Stuart Bailie. On est de la même famille, c'est juste qu'on est très différent. » Au Oh Yeah Centre comme à la Warzone, le loyer est difficile à payer, et on y peste contre ce que devient la ville, dont « l'âme meurt avec la gentrification », comme le déplore Stuart Bailie. Au Oh Yeah Centre comme à la Warzone, on programme des groupes punk, plutôt jeunes, comme TOUTS ou The Wood Burning Savages, formés de musiciens d'à peine trente ans venant de Derry.

Ces derniers jouent d'ailleurs quelques morceaux de leur premier album, ce soir-là, devant une poignée de personnes. Juste après le concert, Paul Connolly, le chanteur de 28 ans, l'air timide, le look très

sobre, donne sa vision du punk. « Mes goûts personnels et ce que je joue sont très différents. J'aime plutôt le surf rock et le rock psychédélique. Mais le punk, c'est un gros truc, en Irlande du Nord », explique-t-il. Il revendique des textes politiques, et le punk, pour lui, était le meilleur moyen de faire passer ses messages contre la situation politique actuelle et en faveur de la communauté LGBT, entre autres. Son action ne s'arrête pas là : d'abord engagé comme graphic designer, il a rapidement abandonné ce travail « très insatisfaisant » pour se consacrer davantage aux actions communautaires, venant en aide par la musique aux personnes atteintes de trouble mental.

The Wood Burning Savages comme TOUTS commencent à se faire un nom, ce qui inquiète Stuart Bailie. « Je sens qu'ils recherchent de plus en plus la célébrité. J'ai peur qu'ils deviennent ordinaires. » Un autre survivant du punk, le légendaire Terri Hooley, en viendrait presque à regretter la violence des années 1970. « On ne savait pas si on allait être vivant à la fin du mois. » C'est bien connu, le punk est plus fort quand il n'y a pas d'avenir. ■

Sacha Rosset

Kyle Leitch, le précurseur oublié

Terri Hooley est resté dans l'histoire comme celui qui, à partir de 1978, a guidé des groupes punk d'Irlande du Nord vers le succès international, grâce à son label Good Vibrations. Pourtant, à Belfast, des groupes comme RUDI, Stiff Little Fingers ou The Outcasts se produisaient déjà dans les salles de concert. En grande partie grâce à Kyle Leitch, qui a eu un rôle de premier plan dans l'importation du punk en Irlande du Nord, et possédait lui aussi un magasin de disques, Caroline Music. « Brian Young [le leader de RUDI, ndlr] était un client de mon magasin avant qu'il fonde RUDI ; j'ai fait des enregistrements avec eux pour Big Time [le hit du groupe, ndlr]

avant Terri. » Kyle Leitch évoque son passé avec amertume : il regrette d'avoir été éjecté de l'histoire du punk nord-irlandais. « Le problème, c'est que Terri s'est constitué en personnage de cartoon. » Malgré le rôle primordial joué par Kyle Leitch, son nom n'est pas évoqué une seule fois dans le film Good Vibrations de Lisa Barros D'Sa et Glenn Leyburn. « À l'avant-première au festival South By Southwest, Glenn et Lisa sont venus me voir et m'ont dit : "Écoutez, nous savons qui vous êtes. Nous tenons à nous excuser, mais nous ne pouvions pas laisser la vérité de votre histoire compliquer un si beau récit." »

Les noirs de Campbell College ont dominé les blancs de Royal School Armagh (19-13) pour remporter leur 23^e School's Cup.

© Benjamin Aguilon

Échec de la mêlée

La deuxième nation du rugby mondial accueille les joueurs des quatre provinces irlandaises, sans distinction. Pourtant, des divisions historiques persistent.

Le soleil brille ce lundi après-midi, au Kingspan Stadium de Belfast. Debout dans les tribunes du stade de l'Ulster Rugby, plusieurs milliers de jeunes supporters donnent de la voix. La finale de la Schools' Cup entre les lycéens de la Royal School Armagh et de Campbell College est sur le point de débuter. Cette coupe scolaire créée en 1876 est la seconde plus vieille compétition de rugby au monde. Par tradition, la finale a lieu le jour de la Saint-Patrick. Mais cette année, elle a été exceptionnellement déplacée au surlendemain. L'équipe nationale de rugby avait réservé ce jour sacré pour décrocher

le grand chelem dans le tournoi des Six Nations, le troisième de son histoire. Née en 1875, l'équipe nationale a toujours réuni les quatre provinces de l'île : Connacht, Munster, Leinster et donc Ulster. La partition de l'Irlande en 1921 n'y change rien. En 1995, vers la fin des Troubles, la fédération irlandaise de rugby commande un second hymne national, l'« Ireland's Call », pour maintenir la cohésion des deux Irlande. Dès lors, ce chant patriotique est joué avant chaque match du XV du Trèfle pour fédérer supporters unionistes et républicains. Malgré la façade de l'unité irlandaise

offerte par la sélection nationale, le rugby en Irlande du Nord n'a pas mis fin aux divisions entre les communautés. Il les porte même historiquement en son sein.

Un sport de protestants

Depuis son apparition sur l'île au XIX^e siècle, ce sport a toujours été celui des protestants. Aussi, les rugbymen d'origine catholique sont rares dans les rangs des finalistes de la Schools' Cup 2018. Les deux écoles sont protestantes. Sous le regard admiratif des deux équipes, Tommy Bowe, 34 ans, ailier international formé à la Royal School Armagh, donne le coup

« AVANT 1971, SI VOUS JOUIEZ AU FOOTBALL GAÉLIQUE ET AU RUGBY, VOUS ÉTIEZ BANNI »

d'envoi fictif de la finale remportée par Campbell College (19-13).

Jim Neilly, la voix du rugby depuis 1978 pour la BBC, connaît bien le parcours du catholique Tommy Bowe. Il se souvient de ses débuts en République d'Irlande dans le football gaélique, ce sport qui se joue avec les mains comme au rugby, mais dont le ballon rond rappelle le football. Tommy Bowe a ensuite rejoint l'Armagh Royal University puis l'académie de l'Ulster à 18 ans. Il n'avait que 20 ans lors de son premier match pour l'Irlande. Son père ayant joué au rugby à l'université de Dublin, il a été nourri par les jeux des deux communautés. « Il aurait pu devenir un très bon joueur de football gaélique. Il a choisi le rugby parce qu'il y a vu l'opportunité de pouvoir bien gagner

sa vie », explique le journaliste Jim Neilly. Ce parcours illustre la division dans le sport en Irlande, calquée sur celle entre les communautés.

Peu de joueurs suivent le même chemin que Tommy Bowe. Brian Robinson, ancien international et aujourd'hui entraîneur de Campbell College, en compte au moins un dans son équipe : Oisín

Kiernan, un deuxième ligne issu du football gaélique, venu s'installer en internat à Belfast. Il joue maintenant pour l'académie de l'Ulster, l'antichambre du monde professionnel en Irlande du Nord.

Le clivage dans le rugby est en grande partie lié à l'éducation et aux traditions qui se perpétuent de générations en générations. Depuis des décennies, le sport

occupe une place centrale dans le système éducatif britannique. Les équipes sont une vitrine et chaque école a sa discipline de prédilection. « Les garçons feront un peu comme les autres garçons dans leur école, leur amis et aussi un peu comme leur père, ils iront vers le jeu le plus populaire dans leur ville », explique Neil Doak, l'autre entraîneur de Campbell College.

Des joueurs disputés

Brian Robinson assure que la division communautaire observée n'est pas politique : « Au moment de composer mon équipe, il n'y a que les qualités du joueur qui comptent. Je ne prends que les meilleurs. » Jim Neilly confirme : « Il n'y a jamais eu de ségrégation dans le rugby

en Irlande. » Dans son musée situé sous le Kingspan Stadium, l'Ulster Rugby dit accueillir des « joueurs et des supporters de toutes origines et communautés ». Dans les faits, ce sport ouvert à tous, ne parvient pas à se diversifier.

La concurrence entre les quatre principales disciplines en Irlande du Nord explique aussi leur développement inégal dans la société. Malgré son entrée dans le professionnalisme il y a vingt ans, le rugby n'est que le quatrième sport le plus pratiqué dans le pays. Il est devancé par le football gaélique, le hurling (un sport d'équipe pratiqué avec une balle et une crosse), et le soccer, (le football tel qu'on le connaît sur le Vieux Continent). Selon un récent rapport de la fédération de rugby irlandaise, il y aurait presque

195 000 joueurs sur l'ensemble de l'île. « Jusqu'en 1971-1972, si vous jouiez au football gaélique et au rugby, vous étiez banni par la Gaelic Athletic Association (GAA) des sports gaéliques », explique Jim Neilly. Chacun des sports essaie de conserver les meilleurs joueurs », atteste pour sa part Brian Robinson. Contre toute attente, l'association de football nord-irlandaise, l'Ulster GAA, et l'Ulster Rugby, se sont pourtant associés le mercredi 21 mars 2018 autour d'un programme financé par l'Union européenne, Sport Uniting Communities, (le sport pour rassembler les communautés), afin de promouvoir la paix et la réconciliation. Le rugby met un peu d'ouverture dans son jeu. ■

Benjamin Aguilon



Le Kingspan Stadium se tait au moment où l'arrière Conor Rankin tente de transformer le premier essai de Campbell College.

L'amour, pas la guerre

Tina est protestante, Paul est catholique. Ils se sont rencontrés durant les *Troubles*... avant de se retrouver dix ans plus tard, pour un *happy end*.



Été 2017. Paul, Tina et leurs deux filles, lors de vacances en République d'Irlande.



© Audrey Morard

En 2017, Paul a lancé son entreprise touristique Moyna's Tours.

« LA DISCRÉTION ÉTAIT LE MAÎTRE-MOT »

Paul Moyna s'avance dans sa parka noire vers les deux imposants portails en fer de Lanark Way, situé à l'ouest de Belfast. En lettres noires, sur fond jaune, le message « *There was no bad peace and no good war* », « Il n'y avait pas de mauvaise paix et de bonne guerre », y est tagué. Durant les *Troubles*, ce lieu fut l'un des points de passage entre les quartiers protestants et catholiques. Depuis la fin du conflit en 1998, il est devenu une *peace line*, une ligne de la paix. Ce jour-là, cinq touristes prennent la pose. Paul les regarde, se tourne et annonce avec un grand sourire : « *C'est ici que j'ai rencontré ma femme, Tina.* »

1995. L'Irlande du Nord vit au rythme des attentats, des émeutes, des assassinats. Paul a 15 ans. Il habite à l'ouest de Belfast dans le quartier catholique de Clonark en famille avec ses cinq frères et sœurs. Chez lui, la tension est palpable. « *Je ressentais une certaine violence dans le regard de mon père à cause du conflit.* »

Tina, elle, vit dans le quartier protestant de Shankill Road aux côtés de ses parents et sa sœur. À 13 ans, son enfance est tiraillée entre bonheur et traumatisme. « *Ma meilleure amie est décédée dans une attaque à l'âge de 9 ans. Je me souviens aussi du poste de police en face de mon école primaire pris régulièrement d'assaut.* » Sans oublier les personnes armées qu'elle croisait quand elle rentrait du collège.

En 1995, les portes de Larnark Way sont ouvertes quelques heures par jour pour permettre la circulation routière. C'est ici

que Tina et Paul se croisent pour la première fois. Se retrouver face à face représente un risque. Mais Paul est très attiré par les adolescentes protestantes. « *J'avais envie de leur parler. Elles symbolisaient le fruit défendu.* » Toutes ses tentatives d'approche sont repoussées. Chez les protestants, c'est un peu « touche pas à mes filles ». « *Les garçons étaient très protecteurs* », explique Tina. Elle profite d'être un instant seule pour s'avancer vers Paul et ses amis. Ils s'échangent leurs noms et prénoms, parlent musique et cinéma. Si lui évoque facilement leur première rencontre, Tina est sur la retenue. Elle finit par lâcher : « *Je découvrais "l'ennemi" pour la première fois.* » La jeune adolescente ne se sent ni honteuse, ni coupable de ressentir quelque chose pour Paul. « *J'étais charmée parce qu'il était mignon, mais aussi parce qu'il était catholique.* » Durant quelques semaines, Tina et Paul discutent devant le portail de Lanark Way. Avant de se perdre de vue.

Des retrouvailles fulgurantes

Au début des années 2000, Bebo est le réseau social préféré des jeunes Nord-Irlandais. La plateforme, mélange de Facebook et MySpace, propose à ses utilisateurs de communiquer via une messagerie instantanée, des photos et des musiques. Tina s'y connecte en 2005. Elle tombe par hasard sur un certain Paul Moyna. Très vite, elle fait le rapprochement avec l'adolescent rencontré dix ans plus tôt. « *Il avait plus de cheveux à cette époque, sourit-elle. Je lui ai écrit : "Tu es bien Paul Moyna ? On s'était parlé à Lanark Way."* » Si Tina se rappelle très bien de son coup de



© Paul Moyna

Sur cette photo, Paul Moyna a 12 ans et subit déjà la rudesse des *Troubles*. Cela ne l'empêchera pas, plus tard, de nouer des relations fortes avec des protestants.

cœur, ce n'est pas le cas de Paul. Leur histoire commence bien... C'est en consultant leurs amis communs que Paul a le déclic. « *Je dois dire que je l'ai trouvée très belle sur sa photo avec sa chevelure brune et ses yeux bleus.* »

Après avoir échangé durant quelques semaines, ils se donnent rendez-vous dans un pub du centre-ville de Belfast. Une soirée agréable mais aussi très arrosée. « *À la fin nous étions complètement ivres* », s'amuse encore Paul. Les retrouvailles sont fulgurantes. « *La religion n'était pas un problème. Catholique ou protestante, je l'aurais quand même aimée.* » Pour se rendre dans leurs familles respectives, Paul et Tina doivent emprunter un « taxi spécial » d'une compagnie ni catholique, ni protestante, située en banlieue. « *On avait la boule au ventre, mais on voulait se voir. Avec ce taxi, on ne pouvait pas être reconnus. Il fallait faire attention à notre arrivée, à notre départ. La discrétion était le maître-mot* », déclare Paul avec une gravité dissimulée jusque-là.

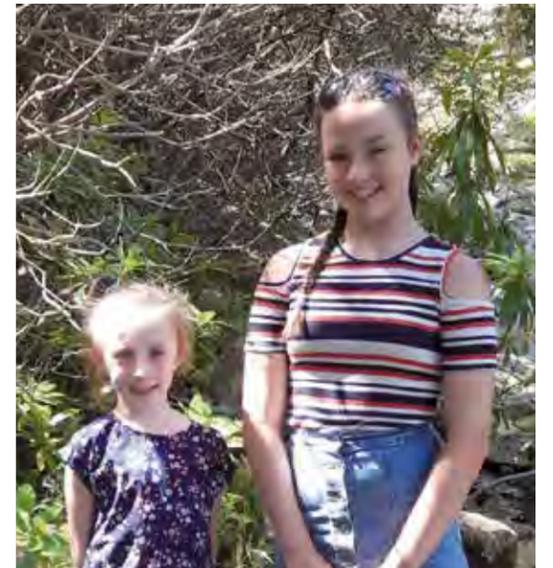
Tina et Paul n'ont pas conscience du danger toujours présent malgré la fin des *Troubles* sept ans plus tôt. Leurs parents, eux, sont sur leurs gardes, à l'image du père de Tina qui leur martèle « *soyez prudents* ». Les deux familles ne se sont pas opposées à leur histoire, au contraire. « *Chacune nous a donné les bons conseils. Surtout, elles ne nous ont pas jugés. On a eu beaucoup de chance.* » Il faut dire que les familles de Paul et Tina se connaissaient déjà. Lors d'un repas, le père de Paul leur montre une photo où le grand-oncle de Paul est au bras d'une autre femme : la grande tante de Tina. Une histoire improbable, à l'image de leur couple.

« J'ÉTAIS CHARMÉE PARCE QU'IL ÉTAIT MIGNON, MAIS AUSSI PARCE QU'IL ÉTAIT CATHOLIQUE »

Aujourd'hui, les Moyna résident dans un quartier mixte au nord de Belfast. « *Si nous voulions vivre ensemble, il fallait déménager. À l'ouest, il n'y a pas de place pour les couples mixtes.* » Leur maison abrite deux petites filles : Farrah, six ans et Neve, douze ans, aux mêmes yeux bleus que leur maman. Des prénoms sans connotation protestante ou catholique afin que les fillettes n'aient pas d'étiquette. Paul veut qu'elles soient tournées vers les autres. « *Elles en ressortiront enrichies.* » Elles sont scolarisées dans une école protestante. « *Nous voulions que les filles intègrent une école catholique car le niveau est meilleur. Mais nous ne sommes pas originaires du nord de Belfast et Tina est protestante.* »

L'année prochaine, Tina aimerait lâcher son emploi dans un centre d'appel pour ouvrir son salon de beauté. Paul a passé plus de quinze ans dans une usine où le patron souhaitait 50 % de protestants et 50 % de catholiques pour assurer la mixité. « *J'ai noué de vraies amitiés avec des protestants. Certains sont même des amis d'enfance de Tina.* » En novembre 2017, il a lancé sa propre entreprise touristique. À bord de sa Skoda grise, il guide ses clients à travers Belfast. C'est d'ailleurs Tina qui l'a poussé à commencer cette aventure. « *Paul a le contact facile. Il aime partager son histoire.* » Cette année, comme chaque été, Tina, Paul, Neve et Farrah partiront sur les routes de l'Irlande dans leur caravane. « *Un instant précieux où notre famille s'unit encore plus.* » ■

Audrey Morard



© Paul Moyna

Tina et Paul ont choisi des noms sans connotation catholique ou protestante pour leurs deux filles, Farrah et Neve.

VISÓ

Directeur de la publication : Arnaud Schwartz

Coordination : Sophie Dufau, Benjamin Hugué, Florence Monteil, Maria Santos-Sainz, Arnaud Schwartz

Rédacteurs en chef : Lysiane Larbani, Sacha Rosset

Chefs d'édition : Kathleen Franck, Valentin Gény

Chefs iconographie : Kathleen Franck, Jérémie Vaudaux

Directrice artistique : Frédérique Augry

Infographies : Frédérique Augry

Photo de Une : Alexandra Jammet

Quatrième de couverture : Jérémie Vaudaux

Rédacteurs

Benjamin Aguillon [@Balcidebava](#), Raphaëlle Chabran [@Raphchabran](#), Aurore Esclauze [@Auescl](#),
Kathleen Franck [@Kathleenfranck](#), Valentin Gény [@ValentinGny](#), Laure Giuily [@LGiuily](#),
Alexandra Jammet [@AlexandraJammet](#), Lysiane Larbani [@LysianeLrb](#), Julie Lassale [@JulieLSlama](#),
Audrey Morard [@Mrd_Audrey](#), Audrey Parmentier [@AudreyParmtier](#),
Amélie Petitdemange [@APetitdemange](#), Sacha Rosset [@SachRosset](#), Claire Thoizet [@Cthoizet](#),
Jérémie Vaudaux [@Jeremieshanti](#), Constance Vilanova [@Const_vila](#)

Remerciements

Florine Ballif (Institut d'urbanisme de Paris), Emma Campbell, Tina Carson, David Coyles (Queen's University), Arnaud David (*Sud Ouest*), Nathan Drake, Sonia Delesalle-Stolper, Willy Le Devin, Patricia Flanagan McClean, Emma Gallen, Timothy A. Heron, (Université de Reims), Israël Hontavilla, Dick James, Neil Jarman (Queen's University), John Markey, Maria McManus, Philip McTaggart, Paul Moyna, Allison Neill-Rabaux, Siobhan O'Neil, Jackie Pollock, Lewis Robinson.

Viso, magazine édité à 1 000 exemplaires et réalisé par les étudiants de Master 2 en spécialité presse écrite/web.
Numéro spécial, ISSN en cours



Université
**BORDEAUX
MONTAIGNE**



Institut de
journalisme Bordeaux
Aquitaine

Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine

1, rue Jacques-Ellul • 33 000 Bordeaux • 05 57 12 20 20

www.ijba.u-bordeaux-montaigne.fr

[@VisoMag](#) • [@IjbaOfficiel](#)

Imprimeur

BLF impression

4, rue Ariane, ZA Toussaint Catros, 33185 Le Haillan

Imprimé sur Cyclus Print 100 % recyclé



Distributeurs

Relay, SAD

La rédaction de Visó 2018



(De gauche à droite) : Amélie Petitdemange, Benjamin Aguillon, Raphaëlle Chabran, Aurore Esclauze, Kathleen Franck, Valentin Gény, Laure Giuily, Alexandra Jammet, Lysiane Larbani, Julie Lassale, Audrey Morard, Audrey Parmentier, Sacha Rosset, Claire Thoizet, Jérémie Vaudaux, Constance Vilanova.

A photograph of two young boys in school uniforms walking away from the camera on a residential street. They are wearing grey sweaters with blue and orange stripes on the sleeves and maroon shorts. The street is lined with houses and parked cars. The sky is overcast.

**« LA RELIGION N'ÉTAIT PAS
UN PROBLÈME. CATHOLIQUE
OU PROTESTANTE, JE L'AURAIS
QUAND MÊME AIMÉE »**

Paul Moyna, à propos de son épouse Tina (p. 80)

**« LE BREXIT EST UNE MENACE
POUR LA PAIX »**

Gerry Adams, ex-dirigeant du Sinn Féin (p. 15)

**« J'ESPÈRE QUE VOUS AVEZ
VOTRE PASSEPORT, VOUS
EN AUREZ PEUT-ÊTRE
BIENTÔT BESOIN... ET
MES POULETS AUSSI ! »**

Seamus O'Leary, éleveur de volailles
à Derrynoose (p. 30)

**« BRUXELLES N'A AUCUNE IDÉE
DE CE QUI SE PASSE ICI »**

Trevor McKee, pêcheur à Kilkeel (p. 41)

**« J'AI GRANDI AU MILIEU DES DÉTONATIONS
ET DES EXPLOSIONS. LES SOLDATS ARMÉS
ENVAHISSENT MON QUOTIDIEN »**

Maria McManus, poétesse (p. 8)